

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE MARCHANDAGE

DANS

L'INDUSTRIE DU BATIMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

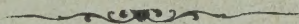
Présentée et soutenue le Mercredi 8 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

ARTHUR FRAYSSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. RAOUL JAY, *professeur*
Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
 DESCHAMPS, *professeur*



PARIS (5°)

M GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE MARCHANDAGE
DANS
L'INDUSTRIE DU BATIMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

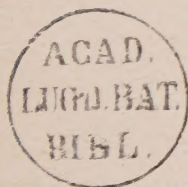
Présentée et soutenue le Mercredi 8 Novembre 1911, à 1 h. 1/2

PAR

ARTHUR FRAYSSE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. RAOUL JAY, *professeur*
Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
 DESCHAMPS, *professeur*



PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE MARCHANDAGE

DANS L'INDUSTRIE DU BATIMENT

La Chambre des députés a été saisie par le gouvernement, le 18 novembre 1908, d'un projet de loi prohibant le marchandage.

Ce projet répond non-seulement aux vœux unanimes des syndicats ouvriers qui n'ont cessé de protester contre cette forme de contrat de travail, mais encore aux aspirations nouvelles d'une grande partie du monde patronal qui, dans le Bâtiment surtout, en a senti les inconvénients.

La Chambre syndicale des Entrepreneurs de maçonnerie, aux termes du contrat collectif du 11 septembre 1909 s'est engagée, en effet, d'accord avec les délégués ouvriers, à en interdire la pratique à ses membres.

La Commission du Travail s'est montrée favorable au projet, dû à l'initiative de M. Viviani qui, avocat, avait eu l'occasion de plaider contre le marchandage, et par la plume de M. Colliard elle a rédigé un rapport concluant à son adoption.

Le 17 mars 1910, la Chambre votait ce projet. Transmis au Sénat, il est en ce moment devant une commission

dont le président est M. le sénateur Huguet et le rapporteur M. le sénateur Richard.

Le 10 juillet 1911, en réponse à une interpellation de M. Lauche, dont la cause était une nouvelle grève du Bâtiment, M. Renoult, ministre du Travail, faisait connaître à la Chambre qu'il était disposé à défendre devant la haute assemblée la suppression du marchandage. Un ordre du jour de MM. Perrissoud et Lucien Voilin clôturait le débat. En voici les termes :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement et confiante en lui pour faire aboutir dans le plus bref délai la loi contre le marchandage, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ». Sur 460 députés qui prirent part au vote, 384 se prononcèrent pour l'adoption de cet ordre du jour, 76 contre (1).

Au point de vue législatif, la question en est là.

(1) *Officiel*, 11 juillet 1911. Compte rendu *in extenso*.

HISTORIQUE DE LA QUESTION JUSQU'EN 1848

Nulle question n'a préoccupé et ne préoccupe davantage encore, ainsi que le disait dans son interpellation M. Lauche, le monde du Bâtiment.

Le marchandage a une origine fort lointaine. Nous en trouvons des traces sous la Monarchie, au temps du roi Jean le Bon. Une ordonnance de 1351 porte que « tous les ouvriers du Bâtiment, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, tuiliers, couvreurs, etc., auront de la journée 32 deniers en été et 26 deniers en hiver, leurs aides auront pour les mêmes périodes 20 deniers et 16 deniers » (1). Cette réglementation semble avoir eu pour but de soustraire les ouvriers du Bâtiment à l'exploitation des contremaîtres d'alors. Et il paraît y avoir eu ainsi, notons-le, une certaine affinité entre l'institution des corporations (maîtres, ouvriers, apprentis) et la pratique même du marchandage, tel qu'on l'entend souvent, c'est-à-dire l'adjudication à forfait et au rabais de diverses parties d'un ouvrage à un ouvrier supérieur.

(1) Dabernat. *Le marchandage dans les travaux d'architecture.*

Un édit du 4 février 1567 réglemeute aussi les salaires dans l'industrie du Bâtiment. « Ils seront fixés chaque année pour les maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, tuiliers, couvreurs, à 10 sols tournois pour les ouvriers et 5 sols pour les aides, de 5 heures du matin à 7 heures du soir ».

Une nouvelle ordonnance rendue au ^{xvii}^e siècle stipule :

« Et si ne doit nul mestre de ce métier ne tâcheron n'avoir qu'un apprentiz (1). »

Des lettres patentes de Louis XIV, du 11 août 1649, confirment les statuts des charpentiers. Elles sont enregistrées au Parlement avec modifications le 22 janvier 1652. On y trouve l'interdiction très nette du marchandage. Citons-en les articles les plus importants.

29. — Les compagnons et serviteurs appelés varlets en 1434 ne peuvent occuper une situation de maître, à peine de confiscation et punition rigoureuse.

30. — Ne tenir d'autres compagnons ou apprentis.

31. — Défense aux maîtres de s'associer avec des compagnons.

51. — Défense d'entreprendre des bâtiments pour les livrer les clefs à la main, sans conclure séparément les marchés pour chaque ouvrage à peine d'une amende de 1.500 livres. Les jurés (experts) rechercheront les noms de ces entrepreneurs et porteront plainte contre eux.

C'était, on le voit, la prohibition formelle des « sous-

(1) Cité par M. Dabernat. *Le marchandage dans les travaux d'architecture*, p. 42.

entrepreneurs ouvriers », ainsi que diront plus tard les décrets de 1848.

M. Dabernat, architecte honoraire du département de la Seine, adversaire résolu du marchandage, à qui nous avons emprunté ces citations, conclut : « Ces documents montrent que l'autorité royale et les corporations blâmaient déjà l'acte abusif, illicite et frauduleux commis par l'ouvrier exploitant ses semblables ».

Dans ces conditions, l'on ne s'étonnera pas que le décret du 2 mars 1848 contre le marchandage ait été le fruit, non d'une agitation passagère, mais d'une longue campagne de protestations et même de révoltes :

Il fut l'aboutissant d'un mouvement ininterrompu qui commence dès l'abolition des corporations que beaucoup d'ouvriers considérèrent, on le sait, comme la faculté de se coaliser, et auxquels la loi Le Chapelier enleva ce droit, mais non tout à fait ce pouvoir. L'institution du compagnonnage permit, en effet, aux ouvriers du Bâtiment de s'associer en secret.

D'ailleurs, l'un des caractères de la Révolution de 1848 est d'avoir été un mouvement démocratique et populaire où les questions du travail ont joué un grand rôle.

La commission du gouvernement pour les travailleurs, le projet dès alors conçu d'un ministère du Travail, la création des Ateliers Nationaux en sont autant de preuves.

La campagne spéciale menée contre les tâcherons, et que les décrets couronnèrent, avait pris une grande vigueur quinze années avant la proclamation de la II^e République.

Il faut dire que les marchandeurs la provoquèrent en partie. En 1833 nous les voyons se réunir et se concerter pour établir un tarif fixant et unifiant les salaires aux pièces ou à la journée (tarif Colin du nom du principal de ses auteurs). Aussi, fin juillet de la même année, les menuisiers se coalisent-ils en réponse aux agissements de leurs sous-patrons marchandeurs.

Mais c'est la date de 1840 qui marque l'apogée de cette campagne ouvrière. Ce sont toujours les menuisiers dont la corporation était alors la plus éprouvée par les pratiques des tâcherons qui dirigent le mouvement. Au mois de juin 1840 ils tiennent une réunion à la barrière du Maine. La garde municipale et la police doivent intervenir et les disperser (1).

Cette réunion avait pour but principal la suppression du marchandage.

A cette époque les menuisiers se plaignaient de ce que les ouvriers des marchandeurs ne gagnaient que 2 francs à 2 fr. 50 par jour, la journée de 3 francs étant exceptionnelle. Et déjà ils signalaient « l'abus des folles entreprises et cette fièvre d'adjudications » qui est peut-être le plus grand fléau du tâcheronat. Ils adressent en vain une pétition au ministre des Travaux publics.

Les tailleurs de pierre de Paris avaient suivi le mouvement commencé par les menuisiers. Le 18 août 1840 ils prennent une délibération aux termes de laquelle ils s'engagent « à s'abstenir de tous travaux de tâcherons mais conviennent de se livrer aux travaux à la journée,

(1) Associations Professionnelles Ouvrières, Tome IV. Bâtiment, p. 96.

au compte des entrepreneurs, propriétaires et autres que les tâcherons » (1).

C'est alors que l'on voit, au témoignage des historiens contemporains, cette révolte immense : 100.000 ouvriers se promènent, menaçants, dans la plaine Saint-Denis. Ils portent des bannières où flamboient ces mots : « dix heures de travail. Plus de marchandage ! » Mais le gouvernement indulgent aux coalitions patronales voyait d'un œil inquiet les coalitions ouvrières. Des poursuites furent engagées : 21 menuisiers comparurent, en août, devant le Tribunal correctionnel. Ils furent condamnés à des peines variant entre 2 ans et 5 jours d'emprisonnement.

La campagne, un moment arrêtée, continua, néanmoins, sans relâche.

En octobre 1843, trois ou quatre entrepreneurs et charpentiers ayant fait exécuter certains travaux par des marchands, leurs ouvriers charpentiers quittent le travail, alléguant qu'il y avait là une violation des conditions établies après la grève de 1833. En même temps, une circulaire anonyme adressée à tous les patrons menaçait de grève ceux qui n'exécuteraient pas scrupuleusement toutes ces conditions. Ce document ayant paru à la police un indice suffisant de l'existence d'une coalition, plusieurs charpentiers furent arrêtés et traduits en police correctionnelle le 27 octobre. Le Tribunal ayant constaté que la convention de 1833 qui avait mis fin à la grève ne faisait aucune mention du marchandage et qu'en conséquence le délit de coalition était d'autant

(1) Associations Professionnelles. Tome IV, p. 499.

moins excusable, condamna deux des prévenus à 3 mois d'emprisonnement, un autre à 1 mois ; 19 autres furent condamnés par défaut à 2 mois (1).

Le 17 mai 1843, la lutte recommence. Les « compagnons charpentiers de la Liberté » et les « compagnons passants du Devoir » envoient trois délégués à la Chambre syndicale des Entrepreneurs de la charpente pour leur demander de signer avec les ouvriers un engagement de 10 ans comportant « d'accorder à tout ouvrier charpentier porteur d'un livret, 5 francs pour prix de la journée de 10 heures de travail, lequel, bien entendu, sera le minimum, le *marchandage aboli* » (2).

Les maîtres charpentiers ayant repoussé ces demandes, le travail cessa partout le 9 juin. Pour répondre à la coalition des ouvriers, les patrons s'engagèrent, par une entente analogue, à « rétablir ou à maintenir dans leurs chantiers, sans exception, le travail à la tâche ». Et le 15 ils firent appel à l'autorité pour le soutenir. Le gouvernement ayant annoncé l'intention de mettre des ouvriers militaires à la disposition des patrons, Ledru-Rollin interpella sans succès, le 28 juin. Le travail fut repris le 14 juillet chez les patrons charpentiers ayant adhéré aux revendications ouvrières. La grève finit le 3 novembre, après que la presque totalité des entrepreneurs eut accepté le tarif imposé.

Mais dix-neuf grévistes avaient été, au cours de cette lutte, inculpés de coalition et d'atteintes à la liberté du

(1) *Gazette des Tribunaux*, 28 octobre 1843.

(2) *Associations Professionnelles*. Tome IV, p. 23.

travail. En dépit des éloquentes plaidoiries de Berryer et de Duteil, treize d'entre eux furent condamnés, le 26 août, à des peines variant entre 3 ans et 4 mois d'emprisonnement ; 6 furent acquittés. Le marchandage persista.

Quand éclata la Révolution du 24 février 1848, la classe ouvrière tout entière était en effervescence. La Révolution même ne s'annonçait-elle pas, ainsi que nous l'avons dit, comme un mouvement démocratique et populaire ? A la veille du 24 février, tous les travaux de menuiserie étaient en suspens. De tous côtés grondait la révolte, mais le Bâtiment surtout était dans l'agitation. La grève était quasi-générale. Il fallait aviser.

Louis Blanc arrive au pouvoir.

L'auteur de l'*Organisation du Travail* a été trop souvent décrié. A travers ses déclamations oratoires se perçoit toujours une connaissance réelle des questions ouvrières. Le vague de son style a nui à la force de sa pensée.

La « Commission du Gouvernement pour les Travailleurs » s'installe au Luxembourg.

Au nombre des arbitrages qu'on lui doit figure une convention entre les maîtres et ouvriers plombiers-zingueurs. Elle date de mars 1848. Elle est donc postérieure aux décrets. Il convient de la mentionner, nous aurons à en faire état :

« Entre les délégués des ouvriers plombiers-zingueurs d'une part, et MM. Fontaine, Seiffert, Renaudot, Letalec et Marie jeune, d'autre part, tous réunis au Luxembourg, sous la présidence du secrétaire-général de la

Commission du gouvernement pour les travailleurs, a été amiablement convenu d'un commun accord, entre toutes les parties intéressées.

.
Article 6. — Le marchandage même individuel est interdit.

Cette même convention fixait à 10 heures de travail effectif, en été, la durée de la journée de travail, en hiver du jour au jour. Elle portait à 5 francs au minimum le salaire des compagnons, à 3 francs celui des garçons (1).

Elle prohibait, on le voit, tout marchandage. Elle allait donc plus loin, à notre avis, que les décrets des 2 et 20-21 mars 1848 dont Louis Blanc raconte ainsi l'heureux avènement (2).

« Ce fut le 1^{er} mars 1848 que se tint, dans le palais du Luxembourg, la première séance de la Commission du gouvernement pour les travailleurs.

A neuf heures du matin, 200 ouvriers environ, députés par les diverses corporations de Paris, ayant pris place sur les sièges que naguère, encore, occupaient les pairs de France, j'entrai avec Albert, dans la salle où nous étions attendus. Au cri de : Vive la République ! bientôt suivi d'un silence solennel ; et, après quelques remarques sur la grandeur et la nouveauté du spectacle, j'expliquai que l'objet de la Commission du gouvernement pour les travailleurs était de soumettre les ques-

(1) Louis Blanc. Histoire de la Révolution de 1848. Tome II, p. 314.

(2) *Idem*, et Associations Professionnelles du Bâtiment. Tome IV, p. 415.

tions sociales à un examen approfondi, de présenter les résultats de cet examen à l'Assemblée Nationale qui sortirait du suffrage universel et de recevoir, en attendant, les réclamations des travailleurs, notre mission et notre volonté étant de faire tout ce qui serait possible, tout ce qui serait juste.

Là-dessus un ouvrier se leva, et au nom de ses camarades fit deux demandes auxquelles il déclara qu'il fallait une réponse immédiate. Ces deux demandes étaient : réduction des heures du travail et abolition du marchandage.

Je fis observer qu'avant tout il y avait à organiser la représentation de la classe ouvrière au Luxembourg, et je proposai que chaque corporation désignât 3 délégués dont l'un prendrait part aux travaux journaliers de la Commission du gouvernement pour les travailleurs, et dont les deux autres assisteraient aux assemblées générales, où ils discuteraient les rapports présentés par elle. En d'autres termes, je proposai l'installation au Luxembourg d'un Parlement du Travail, proposition qu'accueillirent les plus vifs applaudissements.

Vint l'heure de l'épreuve.

Les deux demandes déjà mentionnées furent reprises et la solution, séance tenante, en fut exigée avec une véhémence où grondait la menace. Mais je dois à la justice de dire que rien n'était plus noble que le caractère des considérations mises en avant par les ouvriers.

Nous insistons, disaient-ils, pour la réduction des heures de travail, afin qu'un plus grand nombre de nos frères trouvent à s'employer et afin que chacun de nous ait au

moins une heure par jour à donner à la vie de l'intelligence, du cœur et du foyer.

Quant à l'abolition du marchandage, nous la voulons, parce qu'il est odieux qu'entre le patron et l'ouvrier se glissent de rapaces intermédiaires qui exploitent le second, et quel que soit le bon vouloir du premier, font descendre les salaires au niveau marqué par la faim. »

Il sembla à Louis Blanc que la question ne pouvait être décidée en l'absence des patrons.

Il s'en ouvrit aux délégués qui firent à sa proposition un accueil plutôt hostile. L'appui d'Arago qui entra à ce moment vainquit la résistance.

« Aussitôt, des citoyens à cheval furent envoyés aux représentants les plus connus des principales industries de Paris, pour les convoquer à une assemblée générale, laquelle se tint, le lendemain, dans une des salles du Palais.

Les patrons y vinrent en grand nombre. Les questions posées la veille furent mises en délibération, discutées avec calme et la majorité des patrons ayant reconnu la justice des demandes faites par les ouvriers, soit conviction sincère, soit crainte des inconvénients attachés à un refus, un décret fut rendu qui abolissait le marchandage et réduisait les heures de travail de onze à dix dans Paris, et de douze à onze dans les départements.

La nouvelle s'en répandit bien vite dans Paris, et ce jour-là, le Luxembourg fut assiégé jusqu'à la nuit de députations d'ouvriers qui en firent retentir tous les échos d'acclamations joyeuses. »

Voici le procès-verbal de ces délibérations :

Sur le marchandage des détails précis sont donnés par di-

vers membres ; il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer. Il y a les *marchandeurs* ou tâcherons qui souvent entreprennent certaines parties des travaux et les *font exécuter* à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. Ce genre de marchandage est *oppressif* pour l'ouvrier. L'abolition en est non seulement consentie, mais réclamée par l'Assemblée.

Il y a ensuite le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce, au piécard, ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car à l'un, il assure un bénéfice proportionné à son activité et à l'autre une livraison plus rapide.

Le piécard est à conserver.

Il y a enfin un troisième genre de marchandage qui consiste dans l'entreprise faite ensemble, par plusieurs ouvriers, par *association*, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au prorata du taux de la journée de chaque associé.

C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager.

En conséquence de ces explications contradictoirement entendues des ouvriers et des patrons, le gouvernement provisoire a immédiatement rendu des décrets par lesquels le *marchandage oppressif* est aboli.

Le 2 mars, le décret suivant était adopté :

« Sur le rapport de la Commission de gouvernement pour les travailleurs ;

Considérant :

1°...

2° Que l'*exploitation* des ouvriers par les sous-entrepreneurs *ouvriers*, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité.

Le gouvernement provisoire de la République décrète :

1°...

2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs au marchandage est abolie. Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage (1). »

On sait qu'à cette époque l'association ouvrière était en honneur. Le Fouriérisme l'avait exaltée et mise en pratique. Louis Blanc, à qui l'on doit ce décret même, s'en était fait le champion ardent. « Tous les hommes sont frères. Là où l'égalité n'existe pas, la liberté est un mensonge. L'association est la forme nécessaire de l'égalité », écrivait-il dans la *Réforme*.

Il voyait dans les associations ouvrières le germe de ces Ateliers Sociaux dont les Ateliers Nationaux ne furent que la caricature intentionnelle et où se manifesta, dit-on, la ruse de l'élément modéré du gouvernement provisoire, inspiré par Marie.

C'est ainsi qu'il provoqua la fondation de plusieurs coopératives de production (tailleurs, selliers, fileurs). Et c'est en s'inspirant de ses idées dans une certaine mesure que l'Assemblée Nationale vota une subvention de 3 millions à 56 coopératives de production (2).

(1) Si donc certaines associations se proposaient directement ou indirectement, cette exploitation par exemple par le travail à la journée formellement prohibé, par l'avilissement des salaires, ou tout autre moyen, elles rentreraient dans le marchandage.

(2) D'après le cours d'*Histoire des Doctrines Economiques* de M. Deschamps, professeur à la Faculté de droit de Paris. Faisons remarquer sous notre responsabilité propre, ce caractère pratique qu'a souvent affecté le socialisme de Louis Blanc. L'auteur de l'*Organisation du Travail* avait pour but final, semble-t-il, le communisme, mais il faisait volontiers les deux larges conces-

Nous verrons ce que pense du marchandage par voie d'associations ouvrières le syndicalisme contemporain et ses méfiances à l'égard de ces dernières. Notons simplement ici — nous y reviendrons — que les termes du décret concernant ces associations paraissent condamner, toutefois, les associations qui ne répondraient pas à la définition ci-dessus.

Mais ce décret manquait de sanction. Il en fallait une. Il fallait que le marchandage devînt un délit. Aussi allait-on le frapper de peines proprement correctionnelles. Le 20-21 mars un arrêté complémentaire décidait.

Considérant que le décret du 2 mars, qui détermine la durée du travail effectif, et qui supprime l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, n'est pas universellement exécuté, en ce qui touche cette dernière disposition.

Considérant que les deux dispositions contenues dans le décret précité sont d'une égale importance et doivent avoir force de loi.

Réservant la question du travail à la tâche :

Arrête : Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois ; de 100 à 200 francs en cas de récidive, et s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

sions aux intérêts présents, consultait les patrons au même titre que les ouvriers. Et il était convaincu que par le jeu de la concurrence, ces ateliers sociaux, garantis en quelque sorte par l'État, subventionnés par lui, deviendraient promptement maîtres du marché et que l'industrie capitaliste ferait place, sans peine aucune, à celle des travailleurs associés. Il avait compté sans la concurrence fatale des ateliers entre eux, qui s'est produite entre les coopératives de production.

INTERPRÉTATION ET PORTÉE DES DÉCRETS DE 1848

La question du marchandage devait reparaitre quelques mois plus tard devant l'Assemblée Constituante. Et elle devait être liée à la discussion qui, commencée le 30 août, aboutit au vote de la loi du 9 septembre 1848, limitant à douze heures la journée de travail dans les usines et manufactures (1).

La Commission du Travail avait apporté à l'Assemblée un texte abrogeant entièrement le décret du 2 mars. Mais l'Assemblée n'abrogea que la partie concernant la limitation des heures de travail et réserva la question du marchandage. Or, il arriva que cette seconde question fut par la suite complètement laissée de côté. Le décret du 2 mars et l'arrêté du 21 mars prohibant le marchandage restaient donc intacts.

Et de suite un problème se pose qui allait être l'objet, en jurisprudence et en théorie, de controverses nombreuses et de solutions différentes.

Le décret du 2 mars et l'arrêté du 21 mars 1848 avaient-

(1) Raoul Jay. Le marchandage et le décret du 2 mars 1848. *Revue d'Econom. Polit.*, année 1900, p. 126.

ils abolit et interdit le marchandage en lui-même, ou seulement l'abus du marchandage ? Autrement dit, ces mots « l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage » signifiaient-ils que le marchandage est toujours et dans tous les cas une exploitation ou qu'il ne l'est que dans certains cas, seuls reprehensibles et punissables ?

Que si l'on s'arrête au qualificatif « oppressif » accolé au substantif marchandage, dans le procès-verbal de la Commission du Luxembourg, faut-il voir là un pléonasme ou une épithète utile, signifiant qu'il y a un marchandage oppressif distinct d'un marchandage juste et licite ? Tel est l'énoncé du problème.

La question s'est présentée pour la première fois en 1881 devant le Conseil des prud'hommes de la Seine. Mais tandis que la section des métaux tenait les décrets pour abolitifs, la section des industries diverses les considérait comme simplement restrictifs du marchandage.

« Considérant qu'en abolissant le marchandage, dit le jugement de la section des métaux, les législateurs de 1848, par cette exception au droit commun, n'ont fait que compléter ce qu'avaient fait leurs prédécesseurs de germinal an XI par la loi relative aux manufactures, fabriques et ateliers, ainsi que par le Code civil, c'est-à-dire : poser à la liberté des conventions de travail des limites qui protègent la liberté du travailleur et le garantissent contre une exploitation immorale » (1).

Ce jugement tenait pour illicite la convention de marchandage intervenue entre M. Chevalier, entrepreneur,

(1) Conseil des Prud'hommes de Paris, section des métaux, 3 janvier 1881.

et M. Micand, tâcheron, et il décidait par la suite « que Micand ne devait être considéré que comme un préposé de Chevalier, chargé de diriger les ouvriers et de surveiller l'exécution du travail pour le compte de Chevalier, qui seul est responsable du salaire des ouvriers qui ont travaillé aux travaux entrepris par lui ; que dans l'espèce et en cette qualité, Micand ne peut être maintenu en cause ».

Le résultat de cette annulation du contrat de marchandage était de replacer « les parties dans leur situation primitive ». Ce jugement supprimait, au nom des décrets de 48, l'intermédiaire, le degré tâcheron et laissait l'entrepreneur face à face avec les ouvriers.

Toute autre fut la décision de la section des Industries diverses : Elle jugea que les mots « exploitation de l'ouvrier » insérés dans les deux documents prouvaient suffisamment l'intention des auteurs des décrets de frapper un marchandage particulier ; que dans le langage usuel l'exploitation de l'ouvrier est le profit que l'on poursuit par tout moyen et, notamment, par l'abaissement des salaires, qu'il est reconnu que le prix convenu entre les parties en cause a été de 0 fr. 70 l'heure, chiffre porté dans le dernier tarif de la ville de Paris ; que c'est celui en usage dans la plupart des ateliers de menuiserie, bien que certaines maisons n'accordent qu'un chiffre un peu inférieur aux ouvriers qu'elles occupent directement ;

Dit que le contrat intervenu est licite comme ne renfermant pas le fait d'exploitation de l'ouvrier prohibé par le décret du 2 mars 1848 (1).

(1) Conseil des Prud'hommes de Paris, section des Industries diverses, 16 février 1881.

Lorsque le tribunal correctionnel de la Seine eut, pour la première fois, en 1897, à s'occuper du délit de marchandage, il se rangea lui aussi à la thèse des décrets restrictifs.

Dans ses conclusions l'organe du ministère public, M. le substitut Brouhot, fit valoir des arguments qui valent d'être signalés à l'appui de cette opinion que le marchandage n'est un délit que quand il dégénère en exploitation de l'ouvrier.

Il invoqua d'abord l'autorité de la grammaire, nous verrons, d'ailleurs, que les partisans de la thèse contraire l'invoquent aussi. Et il dit :

« Le mot « exploitation » appliqué aux individus, particulièrement aux ouvriers, ne veut pas dire emploi licite, mais abus, *profit excessif*. Et j'ai le droit de supposer que le législateur de 1848 n'a pas employé à deux reprises, plusieurs fois même à chaque reprise, une expression dont le sens grammatical n'aurait pas fidèlement traduit sa pensée. »

Il fit appel aussi à *l'Histoire de la Révolution de 1848* de Daniel Stern où on lit ces lignes, à propos de la promulgation des décrets : « Il s'agissait de l'exploitation *vexatoire* d'ouvriers par des sous-entrepreneurs de travaux qui, sans être d'aucune utilité, absorbent une part considérable de bénéfices. »

Il montra enfin qu'à l'Assemblée Nationale deux partis, en août, quelques mois plus tard, allaient être en présence, l'un voulant abolir purement et simplement le marchandage, l'autre réclamant la faculté, au contraire, d'user librement de ce contrat. « C'est donc, conclut-il,

qu'à cette époque, cependant fort rapprochée des travaux de la Commission du Luxembourg, les décrets n'étaient pas considérés comme la prohibition de tout marchandage. S'ils avaient eu cette portée la discussion qui eut lieu les 30, 31 août, 4 et 8 septembre 1848, eût été évidemment superflue. » (1)

A l'argument grammatical de M. Brouchet, consistant dans la répétition du mot « exploitation », MM. les professeurs Jay (2) et Appleton (3) en opposent un autre tiré de l'emploi de la conjonction *ou* : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs *ou* marchandage », établissant la synonymie des deux termes de la phrase, leur parfaite parité.

Mais on pourrait répondre à cela, croyons-nous, que le qualificatif *oppressif* qui figure dans le procès-verbal de la Commission cité plus haut, qualificatif accolé au mot « marchandage », semble indiquer qu'il y a un marchandage oppressif et un autre qui ne l'est pas, un mauvais et un bon marchandage. Et, précisément, si nous lisons à nouveau le procès-verbal qui domine pour ainsi dire les décrets et en précise le sens, nous y trouvons une condamnation certaine, absolue, du marchandage à la journée, qui est « non seulement consentie, mais réclamée par l'Assemblée, un éloge et un encouragement au travail aux pièces ou piéçard, *avantageux* aux ouvriers comme aux patrons ».

Nous en induisons que le procès-verbal qui se termine

(1) *Gazette des Tribunaux* du 10 avril 1897.

(2) *Revue d'Econ. Polit. Etude sur le marchandage* 1900, p. 126.

(3) *Dalloz. Année 1897, 2^e partie, p. 401, en note.*

ainsi...par lesquels le marchandage oppressif est aboli.. a voulu viser nettement le premier de ces marchandages, c'est-à-dire le travail sous-entrepris avec des ouvriers embauchés à *la journée* par des tâcherons. Il ne peut subsister sur ce point aucun doute, en dépit de la jurisprudence qui s'est formée.

En revanche, on peut se demander après lecture de ce procès-verbal si le travail sous-entrepris par des tâcherons payant à la pièce a été interdit par le texte que nous venons de rappeler.

La deuxième partie du procès-verbal, qui dénote quelque incohérence dans l'esprit du législateur de 1848, sans doute pressé par les événements, ne souffle mot des tâcherons. En sorte qu'on vient de défendre à ces derniers de pratiquer le marchandage avec des ouvriers à la journée, tandis qu'on semble leur permettre tacitement de le pratiquer, pourvu qu'ils payent leurs ouvriers aux pièces.

Or, c'est le travail aux pièces qui permet, surtout chez les ouvriers des tâcherons, le surmenage et la surproduction dont se sont toujours plaints les travailleurs du Bâtiment. On voit que les décrets de 1848, même si la jurisprudence les appliquait plus strictement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, seraient insuffisants aujourd'hui surtout, et qu'une loi seule peut dissiper la confusion qui n'a cessé de régner sur la matière.

Aussi bien, n'est-ce pas au manque de clarté de ce procès-verbal et de ces décrets qu'il faut attribuer leur inobservation, en dehors du trouble même inhérent aux événements de 1848 ?

Une constatation s'impose, en effet. Les deux décrets n'ont jamais été respectés jusqu'en 1881. Et au lendemain même de leur promulgation, le marchandage continuait. Les preuves abondent. Louis Blanc, dans la convention signée au mois de mars 1848 entre les patrons et ouvriers plombiers-zingueurs, insère cette clause : « Le marchandage est interdit. » C'est donc qu'il existait en fait, sinon en droit. Le 24 mars nous voyons « l'Association fraternelle et démocratique des ouvriers-menuisiers de la ville de Paris » se constituer.

Elle rédige les statuts suivants :

Article 1^{er}. — Les ouvriers menuisiers de la ville de Paris ayant reconnu la nécessité de se réunir...

Ont résolu :

1^o De soutenir le gouvernement républicain populaire et démocratique et de rendre impossible une contre-révolution.

2^o D'abolir le marchandage par exploitation, par association et individuellement.

Article 12. — Tout associé qui sera convaincu de marchandage sera chassé de l'association (1).

Ainsi, le marchandage sévissait toujours.

Par exploitation : ces mots nous révèlent-ils qu'il y avait, dans l'esprit des contemporains, un marchandage-exploitation, un marchandage oppressif... et un marchandage licite ?

Cette interprétation donnerait une singulière force aux partisans de la thèse des décrets restrictifs (et non abolitifs) et à la jurisprudence suivie.

(1) Associations Professionnelles. Bâtiment, p. 97.

Ce serait le triomphe de la théorie émise par la Cour de cassation, théorie que nous examinerons plus loin et qui veut voir seulement dans les décrets de 48 la condamnation des abus du marchandage et non du marchandage en lui-même ?

Si on les rapproche, certes, des termes des décrets, on serait tenté d'y voir la cause de la répétition du mot *exploitation* qui y figure et qui alors ne signifierait pas seulement exploitation de l'homme par l'homme — terminologie socialiste — mais exploitation résultant du fait des choses et des conditions d'une entreprise particulière.

Cependant, tel n'est pas notre avis, car nous ne pouvons, quant à nous, que nous rallier — notre thèse le démontre — à cette doctrine émise par MM. Raoul Jay, Appleton et la plupart des auteurs : les décrets ont entendu condamner, comme une exploitation certaine, le marchandage des tâcherons payant leurs ouvriers à la journée. Pour les tâcherons payant leurs ouvriers à la pièce, ils leur ont laissé, c'est ici notre opinion personnelle, le champ absolument libre. D'où encore la nécessité d'une loi si l'on tient compte de ce fait (qui ressort des luttes récentes soutenues par les syndicats du Bâtiment), que le travail aux pièces a cessé, nous le verrons plus loin, d'avoir l'agrément de la classe ouvrière.

Pour nous, en employant le mot « exploitation » l'Association fraternelle des menuisiers a voulu empêcher un mal qui existait dès lors et qui n'a fait que grandir : la spéculation patronale, favorisée par l'existence des marchands, le trust de l'entreprise, la plaie des grands travaux, qui est aujourd'hui le fléau du

Bâtiment, le mal le plus considérable occasionné, de l'avis même des entrepreneurs impartiaux et consciencieux, par l'institution si souple et si commode du tâcheronat. C'est le tâcheronat, M. Villemin nous le dira plus tard, avec sa grande autorité, qui permet l'accaparement par des entrepreneurs sans scrupules d'un trop grand nombre d'affaires. Il s'ensuit des malfaçons... et des ruines.

Quoi qu'il en soit, le 24 mars 1848, le décret du 2 mars était si peu respecté, on venait, d'ailleurs, le 21 mars, de le sanctionner par un texte pénal, que les associations ouvrières étaient obligées d'interdire le marchandage à leurs membres.

Il faut peut-être attribuer à la crise ouvrière qui suivit la dissolution des ateliers nationaux, la résistance du marchandage aux décrets qui le frappaient (1). Et en

(1) Les ouvriers inscrits aux ateliers Nationaux furent employés à l'exécution des Travaux Publics, pavage, terrassements, exploitation de carrières. Le salaire d'abord fixé à 1 franc par jour d'inactivité et 2 francs par jour de travail fut ultérieurement fixé à 3 francs par semaine.

Le nombre des ouvriers qui s'inscrivaient augmenta dans des proportions effrayantes.

Voici cette progression édifiante :

Commencement	de mars	17.000	ouvriers,
	21 mars	30.000	
	9 avril	41.000	
	15 mai	100.000	
	15 juin	110.000	

(d'après M. Deschamps : leçons sur l'*Histoire des Doctrines socialistes*). Quand cette armée de travailleurs fut licenciée, elle se précipita partout, heureuse de trouver à s'employer à n'importe quel prix. Elle fit les journées de juin, mais ce n'était plus l'abolition du marchandage qu'elle réclamait, c'était du travail ou du plomb (note personnelle à l'auteur).

tout cas, il ne faut pas s'étonner que le travail aux pièces, aujourd'hui si discrédité dans le monde ouvrier, ait rencontré à cette époque beaucoup de faveur et qu'on en ait trouvé licite l'usage, même chez les marchands, jusqu'à l'amendement du citoyen Guérin.

Le procès-verbal de la Commission du Luxembourg célébrait déjà le travail aux pièces. Le 30 mai 1848, l'Assemblée Nationale avait adopté le décret suivant qui témoigne de la faveur dont jouissait alors ce mode de travail :

« Considérant que le travail des Ateliers Nationaux est devenu improductif ;

Que son maintien... Qu'il constituerait une aumône déguisée ;

Décète :

Article 1^{er}. — Le travail à la tâche sera substitué sous le plus bref délai dans les Ateliers Nationaux au travail à la journée. »

Et on lit dans le numéro du 6 juin 1848 du nouveau journal démocratique et populaire *l'Organisation du Travail*, les vers suivants de Savinien Lapointe et Charles Deslys, première œuvre d'une série intitulée *Les Prolétariennes* :

La Chambre a décrété le travail à la tâche
Espoir de l'homme actif, épouvante du lâche.

Suit l'énumération poétique des avantages du travail à la tâche.

Mais nous voici arrivés, car nous avons suivi jour par jour les gazettes de l'époque, (nous avons cru devoir en extraire cet épisode du travail aux pièces institué dans

les Ateliers Nationaux parce qu'à notre avis il jette quelque lumière sur la question), nous voici arrivés, disons-nous, à un moment décisif pour l'interprétation des décrets.

Que le monde ouvrier ou le monde patronal n'ait pas compris pour des raisons différentes, ou n'ait pas voulu comprendre en 1848, la portée exacte des décrets dont l'un était intéressé à aggraver, et l'autre à diminuer la force, il n'y aurait rien là d'étonnant. Et ce serait le cas de la plupart des réformes sociales où la classe ouvrière veut voir la fin de tous ses maux, le patronat le commencement de tous les siens.

Mais ce qui est surprenant, c'est la lecture même de la discussion qui s'ouvrit le 30 août à l'Assemblée nationale sur l'abrogation du décret du 2 mars et où la question du marchandage fut abordée puis finalement réservée.

Il semble que les députés aient déjà perdu de vue la raison d'être de la partie des décrets relative au marchandage, il semble qu'ils n'en saisissent bien, ni à droite ni à gauche, le sens.

Ce qui est certain, c'est que de la lecture du procès-verbal officiel des délibérations dans le *Moniteur* se dégage cette impression que le marchandage a survécu aux décrets.

Les tâcherons qui faisaient travailler aux pièces n'ont pas cessé de faire du marchandage sous cette forme que ne leur interdisait pas, nous l'avons vu, le décret du 2 mars, à s'en rapporter au moins au procès-verbal de la Commission du Luxembourg.

Le discours du citoyen Perdiguier, un ouvrier, auteur du *Livre du compagnonnage*, bien qualifié pour traiter de ce sujet, est à citer à l'appui de nos observations, bien que certains en aient tiré des considérations en sens contraire.

En réponse à MM. Buffet et Dupin, partisans de la liberté absolue du contrat de travail et ennemis de toute réglementation de la journée ou du mode de travail, il s'écrie ironiquement :

« Avant le 24 février 1848, il n'y avait pas de misère ! la misère actuelle, nous la devons à ce malencontreux décret du 2 mars, c'est ce décret qui a porté le plus grand coup à l'industrie, même à l'ébénisterie. Mais, remarquez-le, le décret ne s'est appliqué ni à l'ébénisterie ni à une foule d'autres industries où fonctionne le travail aux pièces. Il réglait la longueur de la journée ; il ne réglait pas le prix des façons et les ouvriers ébénistes *ont continué à travailler aux pièces à plus bas prix que jamais*. Il est donc absurde de dire que le décret du 2 mars a empêché la vente des meubles et porté le moindre tort à l'ébénisterie, *à laquelle il n'a pas été appliqué un seul instant* (1).

Cela avait trait à la partie concernant la réduction des heures de travail mais pouvait aussi s'appliquer, pour les mêmes raisons, au marchandage. D'ailleurs, Perdiguier ajoute, parlant plus spécialement de cette seconde partie :

« Dans une circonstance aussi grave que celle où nous nous trouvons, et pour conjurer de nouvelles ré-

(1) *Moniteur* du 9 septembre 1848.

volution, l'Etat doit intervenir et il le peut directement ou indirectement.

« Il peut régler la longueur de la journée ; il peut supprimer le marchandage, les entrepreneurs généraux, faire en sorte que chacun vive de son métier.

« Une trop longue journée énerve l'ouvrier et nuit à tous ses intérêts et à tous ses besoins.

« Le marchandage est aussi une mauvaise chose. Le marchandeur occupe sous sa main 4 ou 5 ouvriers. Il les traite de la manière la plus dure, il les exploite, il en fait des esclaves, il se démoralise et démoralise les autres, il réduit ses ouvriers à travailler au taux le plus bas et, par ce fait, il diminue toujours plus le prix des travaux qu'il entreprend. Mais plus il voit le prix baisser, plus il devient dur, plus il brusque ses ouvriers, plus il pèse sur eux, plus il les pousse et les presse, il en fait des martyrs. Le marchandeur transforme les ouvriers en machines ; à l'un il fait faire des mortaises, à l'autre des tenons, l'autre pousse des rainures ; chacun fait la partie qu'on croit qu'il sait le mieux faire et fait toujours la même chose ; cela est contraire à l'éducation professionnelle et à l'éducation morale des ouvriers.

« Au reste, ce n'est qu'à Paris, que le marchandeur existe. »

Au témoignage du citoyen Perdiguier, les décrets de 48, soit qu'ils n'aient pas atteint le travail aux pièces, soit qu'ils aient été violés d'une façon ou d'une autre, étaient donc restés inopérants.

Perdiguier poursuit :

« Dans les départements on ne le connaît pas et les ouvriers ne se soucient pas de le connaître.

« Le marchandage est une si mauvaise chose que la plupart des marchandeurs en ont senti le vice et en ont demandé la suppression.

« M. Buffet nous disait le 30 août : « C'est cette haine spéciale que les ouvriers les moins dignes, les moins laborieux avaient contre les marchandeurs et leurs camarades plus capables et plus intelligents, qui a fait demander la suppression du marchandage. »

« Citoyens représentants, je suis ouvrier, moi, un ouvrier véritable, et si MM. Dupin et Buffet pouvaient en douter, je suis prêt à leur donner des preuves de ma capacité dans ma partie. Cependant, je suis pour la diminution de la longueur de la journée ; je suis pour la suppression du marchandage. »

Ce discours est significatif.

Mais il existe une seconde preuve que les décrets de 1848 n'étaient pas observés et que, du reste, ils étaient considérés, même par les contemporains, comme insuffisants, soit qu'ils eussent entendu, et nous le croyons, tolérer le travail aux pièces chez les marchandeurs, soient qu'ils fussent « tournés » au moyen de contrats des sous-entreprises dont l'objet déguisé mais principal était la fourniture de main-d'œuvre, et dont l'objet avéré mais non principal était la fourniture de matériaux. Cette seconde preuve c'est l'amendement Guérin.

L'adoption du texte nouveau eût prohibé le marchandage sous toutes ses formes, même pratiqué par des tâcherons payant leurs ouvriers à la pièce, et il eût

empêché de donner au marchandage le masque de la sous-entreprise.

Voici cet amendement :

« Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux soit à la journée, soit au prix courant (1).

Cet amendement rendait difficile le tâcheronat pratiqué sous forme de sous-entreprise portant sur une fourniture fictive de matériaux et prohibait le travail aux pièces chez les marchands. Mais il fut retiré par son auteur qui prévoyait un échec.

On a dit que le dépôt de cet amendement était la preuve que les décrets n'avaient pas aboli purement et simplement le marchandage.

M. Brouhot déclarait, en effet, dans le réquisitoire prononcé par lui devant le Tribunal correctionnel de la Seine :

« Dans tous les cas, si les décrets de mars avaient interdit le contrat même de sous-entreprise, cinq mois plus tard, la question d'abolition de marchandage ne se fût pas posée, ayant été résolue ».

L'argument est juste dans le cas de travail aux pièces, sous-entrepris ou non par des marchands, mais il est mal présenté. Car personne n'a pu raisonnablement supposer que les décrets de mars avaient interdit le contrat de sous-entreprise.

Notre thèse, à ce point de vue (et elle s'appuie sur ce même amendement Guérin) a pour objet de démontrer,

(1) *Moniteur*, 9 septembre 1848.

au contraire, que c'est parce que, d'une part, les décrets n'avaient pas été suffisamment explicites sur le cas de travail aux pièces, parce que, d'autre part, ils n'avaient visé que le sous-entrepreneur ouvrier, qu'ils furent inefficaces.

En réalité, l'amendement Guérin allait bien plus loin que les décrets. Il condamnait le travail à la journée ou à la pièce, peu importe, en sous-entreprise et interdisait tout intermédiaire entre le patron et l'ouvrier.

Mais nous ne pensons pas que les partisans de la thèse des décrets abolitifs puissent s'en prévaloir davantage.

Notre opinion est qu'il ne faut en retenir qu'une chose : le désir de dissiper l'équivoque du procès-verbal de la Commission du Luxembourg faisant l'éloge du travail à la tâche et ne blâmant que l'usage du travail à la journée chez les tâcherons.

Aussi, ne pouvons-nous, non plus, nous en rapporter à la note de M. Roux (1) qui cite le témoignage de M. Thiers écrivant dans son livre sur la *Propriété* (1848) : « La nature plus habile que les socialistes, et non moins humaine, avait enseigné aux hommes un procédé au moyen duquel les ouvriers de génie avaient jusque-là franchi les premiers degrés de l'échelle de la fortune. Mais on a eu l'esprit de détruire ce procédé, et de briser l'échelle, ou du moins de la laisser briser par les mauvais ouvriers, qui n'avaient jamais pu en franchir le premier échelon... Ce moyen est celui du travail à la tâche, du marchandage que les nouveaux amis des ouvriers ont aboli

(1) Sirey, 1899, 1^{re} partie, p. 250.

(p. 263-264). Ce système, je le répète, était découvert depuis le déluge (sic) ; nos novateurs l'ont détruit sous le nom de marchandage ».

Outre qu'il n'est pas prouvé que le marchandage ait immédiatement suivi le déluge, on voit là que M. Thiers a commis une confusion. A voir de trop haut les questions sociales, on risque d'en perdre de vue les détails.

Seul, précisément, le travail à la journée a été nettement reproché aux marchands en 1848. Le « piécard » a été réservé, et même prôné, et nulle disposition précise n'en a interdit l'emploi aux tâcherons : de sorte qu'il n'a cessé d'être en usage.

Il faut absoudre M. Thiers. Le 23 mai 1897, M. Renou, député, tailleur de pierres, interpellait le Gouvernement sur l'inobservation des décrets et des lois ouvrières en général. Il abordait la question du marchandage. Or la lecture des délibérations de la chambre à cette occasion montre que la question n'était pas mieux comprise par des députés de divers partis et de différentes conditions sociales qu'elle ne l'avait été par le grand historien.

M. Lavy intervenant déclare :

« Je voudrais établir devant la chambre ce qu'a voulu l'auteur du décret de 1848. »

Et refusant de se reporter à la délibération de l'Assemblée Nationale de la fin d'août et du commencement de septembre 1848 où il ne voit pas, avec raison, la clef du problème, car cette délibération ne donne aucune explication du décret en ce qui concerne le marchan-

dage (1) M. Lavy se réfère au procès-verbal de la commission du travail.

Mais arrivé au passage « Il y a ensuite le marchandage habituel ou piéçard » il dit :

« C'est le travail à la pièce d'aujourd'hui que les ouvriers ne confondent pas avec le marchandage. »

C'est précisément celui que M. Thiers confondait avec le tâcheronat !

Et M. Lavy, député socialiste, ne nous fait pas connaître si ce travail à la pièce, que prône le procès-verbal, n'est permis qu'aux entrepreneurs principaux et si l'usage en est interdit aux sous entrepreneurs tâcherons. Il ne nous le dit pas plus que le procès-verbal lui-même, muet sur ce point si important. M. Lavy se contente de dire que pour l'auteur de décrets le marchandage était par lui-même, quelle que fût sa forme, toujours opprressif toujours interdit. Et il avoue :

« De même dans l'arrêté ; il sera question du travail à la pièce pour dire que cette question est réservée ; mais dans le décret il est toujours question, purement et simplement, de l'exploitation directe du salaire des travailleurs par les tâcherons. »

Et comme pour éviter toute erreur d'interprétation, à la demande de M. Marc Sauzet, M. Lavy avait dû donner lecture du texte entier du décret du 2 mars M. Balsan, un député de droite, fabricant de draps, put

(1) Nous n'avons trouvé cette explication formulée nettement nulle part. L'étude de M. Cohen parue dans la *Revue d'Economie Politique* en 1897, très abondante sur la question de la réduction de la journée de travail, n'apporte aucune lumière sur le marchandage.

observer néanmoins, ce qui faisait bien voir la nécessité d'une telle lecture :

— « Il semble ressortir du texte que vous avez lu que le marchandage est considéré comme licite quand les ouvriers sont payés à la pièce, et au contraire comme illicite, quand ils sont payés à la journée. C'est assez bizarre.

La réponse de M. Lavy.

— « Il y a là une interprétation (1) » qui prouve que la

(1) *Officiel*, 23 mai 1897. La séance dont nous venons d'extraire des fragments vit se produire une protestation infructueuse de M. Viviani.

Deux ordres du jour furent déposés :

Le premier, signé par M. Renou, ainsi conçu :

« La Chambre, en présence des interprétations judiciaires, du décret des 2-21 mars 1848, prohibant le marchandage, confirme cette prohibition et constatant l'inobservation, par un grand nombre d'employeurs des prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des apprentis, des filles et des femmes dans l'industrie, se déclare résolue à faire respecter le décret de la loi précitée et passe à l'ordre du jour ».

Le deuxième ordre du jour, signé de M. Constant, ouvrier-mécanicien et de M. Desfarges, député de la Creuse, ancien ouvrier maçon devenu entrepreneur, est ainsi rédigé :

« La Chambre invite le ministre de la justice à s'entendre avec son collègue du ministère du commerce pour que les inspecteurs du travail soient chargés d'assurer l'application du décret de 1848 interdisant le marchandage dans les ateliers, chantiers et magasins ».

M. Charles Ferry et plusieurs de ses collègues. Nous demandons l'ordre du jour pur et simple.

M. le Garde des sceaux. Après la déclaration que j'ai faite sur la non abrogation du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars suivant et sur le devoir d'appliquer leurs dispositions, je crois que la chambre, à raison des paroles que j'ai prononcées, peut accepter l'ordre du jour pur et simple, qui a cette

portée des décrets n'a jamais été bien définie ni bien sûre et la nécessité d'une loi nouvelle et claire.

Aussi, n'examinerons-nous pas longuement, cela démontré, la question de savoir si la non-application des décrets a pu amener leur abrogation.

M. Raoul Jay écrit à ce sujet : « Aucune des juridictions successivement saisies n'a cru pouvoir considérer la législation de 1848 comme abrogée. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, d'une part, la jurisprudence française n'admet pas qu'un texte de loi puisse être abrogé par désuétude ; d'autre part, l'argument qu'on prétendait tirer de l'article 13 de la Constitution de 1848 était évidemment irrecevable (1).

Cet article 13 proclamait, on le sait, et garantissait la liberté du travail. Mais la liberté du travail ne saurait être atteinte par des mesures qui, précisément, ont pour but d'en assurer à tous le libre et régulier usage.

Et elle ne consiste pas en autre chose qu'en le droit de « faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. » (2)

Or, justement, pour la cour de cassation, le marchandage nécessite pour constituer un délit la réunion de trois

signification. Par le vote de cet ordre du jour, elle approuvera mes déclarations, M. le Président, je mets aux voix l'ordre du jour pur et simple.

Votants.	534
Majorité absolue.	268
Contre l'adoption	156
Pour l'adoption	378

La Chambre des Députés a adopté. Séance du 22 mai 1897.

(1) Raoul Jay. *Revue d'Economie Politique* 1900, p, 426.

(2) Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

éléments : « un fait matériel, l'intention de nuire, et un préjudice pour l'ouvrier. »

L'article 13 de la constitution de 1848 n'est donc pas incompatible, aux yeux même de la jurisprudence, avec le maintien des décrets, en tant qu'ils visent le marchandage nuisible, et nuisible parce que constituant un préjudice à autrui, c'est-à-dire un abus de la liberté du travail (1).

(1) M. Trarieux s'est fait cependant dans un discours prononcé au Sénat, le 12 mars 1889, le champion de la thèse contraire. Il disait : « quelques semaines après la promulgation du décret, les pénalités furent édictées contre ceux qui contrevien- draient à cette disposition. Toutefois, elles n'eurent jamais l'oc- casion d'être appliquées, car presque aussitôt survint la consti- tution de novembre 1848 qui, plaçant au premier rang de nos libertés, la liberté du travail et de l'industrie, en entraînera l'abrogation implicite. »

Nous avons montré la faiblesse de cette obligation. Une cons- titution qui se borne à formuler des principes aussi généraux et vagues ne peut abroger des textes précis, qui dans l'intérêt de la liberté même, apportent une entrave nécessaire à l'abus de cette même liberté.

DÉFINITION ET ANALYSE DU MARCHANDAGE

Les nombreuses controverses qu'ont soulevées les décrets de 48 proviennent de l'imprécision de leur texte et de leur insuffisante clarté.

Il importe donc de définir le marchandage de façon à éviter ces divergences d'interprétation qu'on a pu constater au cours de l'exposé précédent.

La définition du marchandage est des plus difficiles à faire, car il y a autant de formes de marchandage que d'industries auxquelles cette forme de contrat de travail s'applique.

Et dans chacune de ces industries, il y a autant de marchandages peut-être que de marchands.

Et d'abord, il convient de distinguer, autant que cela est possible, en théorie, tout au moins, le contrat de marchandage de la sous-entreprise proprement dite ou sous-traité.

Dans le sous-traité, l'entrepreneur principal traite avec un sous-entrepreneur mais l'objet du traité comprend, outre la main-d'œuvre, l'outillage et les matériaux.

Tout de suite, l'on aperçoit combien la barrière est fragile et l'on ne s'étonnera pas que l'amendement Gué-

rin, voulant supprimer radicalement le marchandage ait entendu prohiber même la sous-entreprise.

Le sous-traitant se trouve vis-à-vis de l'entrepreneur principal dans les mêmes conditions que celui-ci vis-à-vis du propriétaire ou du commerçant qui lui a commandé les travaux.

Et précisément, le sous-traité peut être préjudiciable à celui qui a commandé les travaux ; le propriétaire ou premier contractant aura souvent traité avec l'entrepreneur principal à raison de la confiance que ce dernier lui inspirait personnellement et il n'aurait peut-être pas traité, dans des conditions identiques, avec les sous-traitants qu'il ne connaît pas.

Le sous-traitant est la plupart du temps un entrepreneur sans grande surface, sans gros capitaux. C'est pour cela qu'il sous-entreprend certaines parties d'un travail global, ou même certains petits travaux à côté. Généralement, il est loin d'offrir aux ouvriers les mêmes garanties que l'entrepreneur principal pour le paiement des salaires. Voilà un premier inconvénient du sous-traité, comparable sur ce point au marchandage.

Autre danger³. L'entrepreneur principal cherche fréquemment à réaliser sur le sous-traitant un bénéfice. Pour peu que le sous-traitant cherche à regagner sur les ouvriers le bénéfice prélevé par l'adjudicataire principal et souvent ce dernier aura procédé à une sous-adjudication au rabais, le sous-traitant s'efforcera d'économiser sur les matériaux aussi bien que sur la main-d'œuvre. Il en résultera des malfaçons et l'exploitation de l'ouvrier ou surmené ou mal rétribué.

C'est pour ces raisons que les décrets du 10 août 1899 qui déterminent les clauses à insérer dans l'intérêt des ouvriers dans les marchés passés par les administrations publiques visent à la fois, ainsi que le voulait l'amendement Guérin, le sous-traité et le marchandage. Mais ils font entre eux deux une distinction toute à l'avantage du sous-traité. Tandis que le marchandage est formellement interdit, le sous-traité peut être autorisé. Voici l'article 2 du décret relatif aux marchés de l'Etat.

« L'Entrepreneur ne pourra céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'obtenir l'autorisation expresse de l'administration et *sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'administration que vis-à-vis des ouvriers.* »

Une clause du cahier des charges rappellera *l'interdiction* du marchandage, telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848. »

L'Article 2 des décrets relatifs aux marchés des départements, des communes et des établissements publics oblige ces administrations à insérer dans leurs marchés ces mêmes clauses.

Mais si la distinction entre le sous-traité et le marchandage est facile à faire, en théorie (M. Lavy l'a parfaitement faite, lors de l'interpellation Renou rappelée plus haut), il en va autrement dans la pratique.

En fait, il n'est pas très commode de distinguer un sous-entrepreneur d'un tâcheron véritable.

Les décrets de 48 n'avaient interdit le marchandage qu'au « sous-entrepreneur ouvrier ».

Est-ce, comme on l'a dit, parce qu'à cette époque, on trouvait abominable le fait de l'ouvrier « exploitant ses frères » ? La fraternité, les sentiments d'humanité étaient alors en honneur, et ce fut certes, une époque de bel enthousiasme où la poésie et l'idéalisme avec Lamartine, Louis Blanc, Pierre Leroux, Barbès, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Arago même, dominaient. La Révolution de 48 se fit sur le mode lyrique. Ce fut presque une idylle. Nous n'en reverrons plus de pareille...

Ou bien l'interdiction du marchandage au seul ouvrier sous-entrepreneur avait-elle pour but d'établir une démarcation entre la sous-entreprise qu'on voulait conserver et le tâcheronat, proprement dit, qu'on voulait réprimer ?

Le marchandage étant généralement l'œuvre d'ouvriers, les tâcherons spéculant uniquement sur la main-d'œuvre se trouvaient seuls atteints. Les sous-entrepreneurs, fournissant l'outillage et les matériaux, étaient épargnés.

Là encore, il est difficile de savoir, au juste, ce que les décrets ont voulu. Leur sens est toujours demeuré obscur, même nous l'avons vu dans l'esprit des contemporains.

Mais c'est là encore pour la jurisprudence qui veut interpréter les textes, une source de difficultés.

Où commence la sous-entreprise proprement dite et où finit le tâcheronat, seul prohibé ?

Ce critérium du sous-entrepreneur « ouvrier » que semblent admettre les décrets est insuffisant.

La plupart des entrepreneurs et sous-entrepreneurs aussi bien que des tâcherons sont dans le bâtiment, tout

au moins, ce qui nous intéresse surtout, d'anciens ouvriers, plus ou moins enrichis, des chefs de chantier de la veille.

Aucun d'eux ne peut être qualifié d'ouvrier, puisqu'ils ne travaillent plus et se contentent de surveiller le travail des autres.

Dans ces conditions, on se demande comment distinguer un sous-entrepreneur d'un tâcheron, si tous deux sortent de la classe ouvrière !

Sans doute, nous avons dit que la sous-entreprise embrassait à la fois la fourniture des matériaux et de la main-d'œuvre.

Mais quoi de plus facile, pour dissimuler le marchandage, que de convenir que le sous-entrepreneur prétendu fournira, outre la main-d'œuvre, quelques matériaux ? ou même la plupart des matériaux s'il y a accord entre l'entrepreneur principal et lui et si cette convention est de pure forme ?

Tant que la sous-entreprise subsistera, il est à craindre que le marchandage ne se déguise sous cette dénomination trompeuse. Aussi, faut-il louer les décrets de 1899 qui ont rendu l'entrepreneur principal responsable tant vis-à-vis des administrations publiques pour lesquelles il travaille, que des ouvriers embauchés par le sous-traitant.

Distinguons encore le marchandage proprement dit de certains modes de travail qui s'en rapprochent.

Le marchandage à la pièce ou « piéçard » a été expressément maintenu par les décrets de 1848. C'est un contrat direct entre le patron et un ou plusieurs ouvriers

que l'entrepreneur paye aux pièces. Nous avons vu que le procès-verbal de la commission du Luxembourg exaltait ce mode de travail et que s'il s'élevait contre les marchandeurs payant à la journée il ne disait rien de ceux qui faisaient travailler aux pièces. Nous en avons conclu (qui ne dit mot, consent) qu'il en admettait l'usage de la part des tâcherons.

Aujourd'hui les ouvriers du Bâtiment voient de très mauvais œil le *piéçard* si vanté en 48. Nous verrons, au cours de l'histoire des derniers conflits du Bâtiment, que les ouvriers s'élèvent partout et unanimement contre le travail aux pièces. Ils n'en veulent ni chez les entrepreneurs principaux, ni chez les marchandeurs et ils lui reprochent tous les maux du tâcheronat : l'avilissement des salaires, le surmenage, la surproduction, les mal-façons.

Les ouvriers réprouvent à la fois le système de la tâche banale et de la tâche collective.

Voici en quoi consiste la tâche banale.

Au cours d'une période de chômage généralement (1), l'entrepreneur qui sait le grand nombre de bras inoccupés des chômeurs, se passe du concours du tâcheron, ce courtier de main-d'œuvre, dont il n'a nul besoin.

Il évalue un travail qui sert de base aux travaux identiques, en prélevant un certain bénéfice et l'offre à faire à ces chômeurs, en retenant ceux qui s'engagent, après débat, à l'exécuter au plus bas prix, c'est le marchandage individuel, l'adjudication au dernier rabais.

(1) Brochure éditée par la Chambre syndicale de la maçonnerie et de la pierre « Mort à la Pieuvre du Bâtiment ».

Il existe encore une autre forme de marchandage : la tâche collective. « C'est le piège le plus adroit que nous tend le patronat » affirment les syndiqués.

Cinq, dix compagnons s'assemblent et, moyennant une somme de 50 à 100 francs chacun, forment une société à personnel et capital variables, pour sous-traiter une ou plusieurs spécialités de travaux dans le Bâtiment, c'est-à-dire qu'au lieu d'un tâcheron il y en aura cinq, dix qui feront travailler leurs aides et les compagnons qu'ils embaucheront.

Les syndicats voient là un moyen pour l'entrepreneur de traiter les travaux sans risques, sans véritable direction. Et ils estiment que n'ayant plus besoin de connaissances techniques, l'entrepreneur sera seulement un spéculateur, un brasseur d'affaires. Leurs attaques sont très vives contre ces équipes de compagnons.

Ces distinctions faites, examinons les définitions données en réponse à l'enquête ouverte par l'Office du Travail (décembre 1908) et nous reviendrons, nanti d'une formule satisfaisante, à l'analyse et à la décomposition de ce contrat de marchandage.

Et tout d'abord, voici la définition proposée par l'Office du Travail.

« L'ouvrier aux pièces ou à la tâche exécute seul son travail. C'est le patron lui-même qui paye.

« Le marchandeur appelé parfois tâcheron est un sous-entrepreneur de main-d'œuvre, qui, avec des matières premières et le gros outillage fournis par le patron, fait exécuter les travaux à lui confiés soit dans l'atelier ou le chantier du patron, soit à son domicile (suivant le

genre d'industrie) avec l'aide d'ouvriers embauchés et payés par lui à la journée ou aux pièces sans l'intervention du patron).

M.M. Beudin, Defrance, Dulac, Parent, Portailier, Willay ont approuvé sans réserves cette définition.

M. Chappée proposa la suivante :

« On appelle travail au marchandage le traité passé avec un ou plusieurs tâcherons pour exécuter un travail à *leurs risques et périls*.

« Par ce traité, le patron peut fournir les matières premières et l'outillage, mais il peut laisser le tout à la charge du tâcheron, étant entendu que le travail pourra s'exécuter à l'atelier, sur un chantier ou à domicile. Le tâcheron, dans ce cas, pourra être qualifié de sous-entrepreneur, sous-traitant, tâcheron, ouvrier. Si nous donnons au marchandage cette définition. « Le marchandage est l'action d'un ouvrier qui prend du travail à forfait et le fait faire par d'autres ouvriers, nous demandons quelle différence il y a entre cet ouvrier et un entrepreneur qui, continuellement, prend du travail à forfait et le fait faire par des ouvriers ou encore un industriel qui lui aussi prend des travaux à forfait (les prix étant souvent donnés aux clients avant de recevoir leur commande) et les fait faire également par des ouvriers. N'y a-t-il pas également « exploitation » ? La seule différence qui existe est que le premier est un ouvrier, tandis que les deux autres ne le sont pas ou ne le sont plus, que ceux-ci ont des capitaux et que l'ouvrier n'en a pas ».

Nous avons nous-même fait remarquer cette objection qui se présente naturellement à l'esprit.

Cependant, il y a là, certes, une grande différence, une différence essentielle en théorie tout au moins : c'est la présence du capital aux mains des uns et son... absence aux mains des autres.

Dans le problème du marchandage, la question « capital » apparaît comme un des termes de la donnée. Et l'on n'a guère d'exemple d'entrepreneur, si habile fût-il, trouvant des ouvriers, s'il n'avait pas de capitaux, de matériel ou s'il n'avait pas du moins l'apparence d'en avoir. Et alors notre entrepreneur principal pouvait fort bien n'être qu'un escroc.

Pour réaliser ce tour de force, ce véritable tour de passe-passe, il a fallu qu'un homme qui souvent n'a pas plus de valeur technique que maint de ses ouvriers, surgit entre l'entrepreneur et la main-d'œuvre. Cet homme, c'est le tâcheron.

M. Guicherd l'a défini ainsi :

« Est marchandeur toute personne qui ne fournissant aucune matière première se contente de prendre du travail qu'il fait exécuter par des tiers ».

Définition excellente et saisissante dans sa simplicité. Pour permettre à un homme de réaliser une combinaison aussi simple, il faut qu'il ait derrière lui un comparse, pour ne pas dire un complice, qui consente à le couvrir de son autorité et de ses commandes. Cet homme, c'est l'entrepreneur. Ce sera le tiers complaisant grâce auquel, sans capitaux, sans matériel, souvent même sans capacité d'aucune sorte, un homme embauchera d'autres

hommes et les fera travailler sous ses ordres, à ses risques et périls, comme disait M. Chappée, ou plutôt à leurs risques et périls, ainsi qu'en fait foi l'expérience.

Et c'est le pavillon de l'entrepreneur qui couvrira ces agissements et le trafic de la marchandise main-d'œuvre achetée par des tâcherons à des prix défiant toute concurrence. De sorte que le premier venu pourra disposer et abuser d'autres hommes, qui contracteront confiants en la solvabilité de l'entreprise avec laquelle le tâcheron aura passé son marché. Le marchandage apparaîtra ainsi comme une sorte de traite des blancs, le tâcheron, comme un négrier recrutant la marchandise humaine au profit d'un entrepreneur qui lui en abandonne la surveillance et l'exploitation et qui l'abrite même de l'autorité et du crédit de son entreprise.

Signalons encore quelques définitions, celle de la Chambre de commerce du Havre, transmise par M. Jules Siegfried au cours de la même enquête. Elle consiste à ajouter ces mots à la définition de l'*Office du travail*, mots qui constituent un programme bien plus qu'une réalité... « ou même avec l'intervention du patron payant et garantissant aux ouvriers leur salaire journalier ».

M. Villard a défini un marchandage idyllique : « Un accord verbal et écrit entre un patron et un ouvrier, d'après lequel l'ouvrier est intéressé par le patron aux économies qu'il peut réaliser sur une présomption d'heures de travail à faire et de matières ou matériaux à employer, préalablement déterminés. »

Définition qui est la justification de tous les abus dans sa première partie puisqu'elle explique bien le surme-

nage exigé des ouvriers, sous prétexte d'une meilleure rétribution.

Rappelons aussi la définition de M. Boulé, tailleur de pierres (enquête de 1884 sur la situation de l'Industrie, p. 18) : « Le tâcheron est *un intermédiaire* qui se place entre le patron et l'ouvrier, qui ne traite que la main-d'œuvre et prélève un bénéfice au détriment de ceux qui font le travail... De plus, le tâcheron ne travaille pas. Il faut qu'il y en ait qui travaillent pour lui. C'est nous ».

Nous emprunterons enfin au cours professé par M. Raoul Jay à la Faculté de droit de Paris cette analyse :

« Le marchandage est un contrat par lequel un individu (le plus souvent un ouvrier) qu'on appelle tâcheron ou marchandeur se charge de faire opérer un travail particulier pour un prix global. Le marchandage est très fréquemment pratiqué dans le Bâtiment. Il présente de très grands avantages pour l'entrepreneur. Mais les ouvriers se sont toujours plaints des conséquences qu'il avait pour eux. Ils ont soutenu que c'était une véritable exploitation des ouvriers. Le tâcheron n'est pas un entrepreneur au sens général du mot. L'entrepreneur, en effet, est un homme qui doit apporter à la fois du capital et de la main-d'œuvre. Ce qui caractérise le tâcheron, c'est qu'il n'apporte que de la main-d'œuvre. Sa seule tâche est de *réunir* des ouvriers et de les faire travailler ; et son bénéfice consistera uniquement dans la différence entre *la somme que lui donnera l'entrepreneur et la somme qu'il payera lui-même aux ouvriers*, et alors le

danger d'exploitation apparaît considérable. Ou il tâchera de réduire le salaire payé aux ouvriers ; ou, ce qui est le plus fréquent, il ne prendra que les ouvriers les plus habiles et les obligera à un surmenage excessif ».

De la définition de M. Boulé retenons ceci : le tâcheron est un intermédiaire.

Et de l'analyse de M. Raoul Jay retenons cette observation qu'il est un des rares à faire : la tâche du tâcheron consiste surtout à réunir des ouvriers (1).

C'est là, en effet, son véritable rôle et c'est la grande tâche dont il débarrasse l'entrepreneur ; souvent il voyage et va lui recruter principalement dans le Limousin, en Auvergne, parfois aussi, dans les temps de crise, en Bretagne et en Italie, des ouvriers.

En temps normal, des « grèves » se tiennent en certains quartiers de Paris ; le marché aux Fleurs, le quartier Saint-Victor, la place Pigalle, etc. C'est là que l'on marchande la main-d'œuvre, que les tâcherons l'achètent après débat, pour la revendre au meilleur compte aux entrepreneurs.

(1) Ce rôle du tâcheron a été très bien aperçu par M. Cauwès, l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Paris, dans son grand *Traité d'Economie politique* :

« Quand un travail est entrepris à la tâche, souvent l'ouvrier qui s'en est chargé a besoin du concours de plusieurs autres qu'il embauche. C'est le marchandage (Cauwès, *Cours d'Economie politique*, t. III, n° 83). Il appartenait à un économiste qui a étudié aussi parfaitement que M. Cauwès l'ensemble des phénomènes sociaux d'insister sur ce caractère du marchandage : le recrutement de la main-d'œuvre par le tâcheron, que l'entrepreneur enverra chercher des ouvriers sur place, en province même, et sur lequel il se repose du soin de lui procurer les bras nécessaires à l'entreprise, puis d'activer ces bras.

N'oublions pas le nom que l'antiquité donnait aux courtiers. Elle les appelait des « proxénètes commerciaux ». Ici ce terme s'appliquera parfaitement puisque nos tâcherons-proxénètes trafiquent uniquement de marchandise humaine, de marchandise main-d'œuvre.

Nous soumettrons, à notre tour, ces deux définitions de la chose et de l'homme.

Le marchandage est un contrat par lequel un entrepreneur ayant besoin de main-d'œuvre, s'adresse à un courtier spécial nommé tâcheron qui la lui procure, après en avoir débattu et fixé le prix, et se charge d'en assurer le rendement, en prélevant un certain bénéfice ».

Mais nous n'avons pas encore la notion exacte de ce qu'est l'opération constituée par le marchandage car il s'agit d'une véritable opération. Et pour en avoir la clef, il faut procéder à un dédoublement, à une manière de décomposition.

M. Féraud-Giraud a fait voir assez exactement le mécanisme de ce contrat qui n'est pas un, mais double.

« Le marchandeur, dit-il, est un tâcheron qui, à la suite de conventions avec un entrepreneur principal se charge, moyennant un certain prix, d'une portion de l'entreprise et la fait ensuite exécuter par des ouvriers de son choix qu'il rétribue d'après les accords qu'il forme avec eux. Le marchandeur est donc vis-à-vis de l'entrepreneur un ouvrier et vis-à-vis des ouvriers qu'il emploie un entrepreneur (1). »

Cette formule est à rapprocher de celle de M^e Flamand

(1) *Législation ouvrière*, 1885, p. 163.

avocat, conseil de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie. Dans une conférence faite aux membres de cette chambre, M^e Flamand expliquait et décomposait ainsi l'opération du marchandage.

« Un entrepreneur a besoin de main-d'œuvre. Il s'adresse à des tâcherons, à des marchandeurs, qui sont, au fond, de *véritables marchands de main-d'œuvre*. Le tâcheron est un sous-entrepreneur de main-d'œuvre ; et l'on entend par marchandage, une convention de sous-entreprise portant uniquement sur la main-d'œuvre. Mais si on décompose l'opération, on y trouve *deux* contrats.

1^o Un contrat de louage d'ouvrage entre l'entrepreneur et le tâcheron qui accepte d'exécuter une tâche pour un prix déterminé.

2^o Un contrat de louage de services entre le tâcheron et les ouvriers qu'il emploie. C'est un contrat tout différent et c'est ce deuxième contrat qui constitue le marchandage ».

A l'exception de cette réserve « c'est ce deuxième contrat qui constitue le marchandage », qui semble faite pour les besoins de la cause, que M^e Flamand a si souvent plaidée, du marchandage honnête la définition est excellente et complète. Etudions-la.

M^e Flamand déclare : « Les deux contrats sont distincts, séparés, en réalité, par une véritable cloison étanche.

« La règle est simple. Liberté absolue dans le premier contrat. L'entrepreneur peut traiter au prix le plus bas qu'il lui est possible de trouver.

« Liberté absolue pour le tâcheron dans le deuxième

contrat. Le salaire peut être infime, en disproportion avec le travail demandé et fourni. »

« Autre conséquence, dit encore M^e Flamand, de la séparation des deux contrats : L'ouvrier non payé par le tâcheron ne peut en principe poursuivre l'entrepreneur. Il ne le peut, en tout cas, que dans la mesure où celui-ci reste devoir quelque somme au tâcheron. Si l'entrepreneur ne doit rien, l'ouvrier perd ses droits. »

Pouvons-nous accepter, au nom de la liberté des contrats, ce système de la cloison étanche ?

Nous ne le pouvons pas, même en temps qu'individualiste, partisan des principes fondamentaux du Code civil actuel.

Nous convenons volontiers et c'est en quoi la définition de M^e Flamand est excellente, que le marchandage se divise en deux contrats dont il est la synthèse et la combinaison.

Mais au lieu que ces deux contrats soient distincts, ils se tiennent en réalité, et si on les sépare on va voir que la définition du marchandage ainsi décomposé aboutit à ce dilemme, qui le fait tomber dans le domaine du Droit Pénal : escroquerie ou abus de confiance.

Car, au cas même où on ne pourrait saisir l'intervention du tiers (l'entrepreneur peut-être) qui constitue la manœuvre frauduleuse, élément de l'escroquerie, notre louage de services, deuxième partie de l'opération, constituera un abus de confiance grâce à la première partie. Le tâcheron va garder pour lui, cela s'est vu, les sommes à lui remises par l'entrepreneur et l'ouvrier sera dupé et désarmé. Il n'aura aucune action contre l'entrepreneur

principal si celui-ci est libre de toute dette envers son tâcheron.

Le contrat de louage d'ouvrage aura servi ainsi à annuler le contrat de louage de services. Le tour sera joué. Quand l'ouvrier réclamera son salaire à l'entrepreneur principal, à défaut du tâcheron sans capitaux, insolvable, en fuite peut-être, il se verra opposer l'adage *Res inter alios acta*.

Ce sera l'escroquerie légale, couverte par le Code civil, l'abus de confiance légalisé.

Ce ne sera que dans le cas où l'entrepreneur principal restera devoir quelque chose au tâcheron, que les ouvriers de ce dernier pourront se prévaloir de l'action directe de l'article 1798, action ouverte tant aux tâcherons qu'à leurs ouvriers (cassation 12 février 1866 — Dalloz, 66, 4, 57) (1).

En dehors de cette exception, l'ouvrier du tâcheron n'a donc d'autre garantie que la probité du tâcheron et la bonne foi de ce dernier, à moins d'une obligation contraire formelle stipulée parfois au cahier des charges.

« Attendu, d'autre part, que le sous-traitant par une clause *expresse* du cahier des charges est tenu de payer régulièrement ses ouvriers » et qu'aucune action directe

(1) Article 1798 du Code civil. Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouvera débiteur envers l'entrepreneur au moment où l'action est intentée.

Il y a là, d'après la plupart des auteurs, une action directe au lieu de l'action oblique de l'art. 1166.

n'est stipulée en faveur de ceux-ci contre l'entreprise générale (1)...

Il résulte de cette décision que seul un article du cahier des charges peut rendre l'entrepreneur principal responsable du paiement des ouvriers.

A cela, il est vrai, on pourrait proposer le remède indiqué par M. Brodu (2) : « Conférer par un texte formel une action directe aux ouvriers contre l'entrepreneur principal pour la totalité de leurs salaires : ce dernier, caution du marchandeur, ne traiterait qu'avec des individus solvables ».

Cet aspect de la question a été très bien aperçu, lors de la discussion du conseil supérieur du travail de juin 1900.

En réponse à la question : « Croyez-vous qu'il y ait lieu d'adopter des mesures législatives ou autres, pour prévenir ou réprimer les abus du marchandage, et notamment, pour sauvegarder les salaires des ouvriers des marchandeurs insolubles ? » MM. Beudin, Bouteloup, Chappée, Parché, Villard, Willay ont répondu que s'il est difficile de déterminer pratiquement et de condamner l'action du marchandage, il paraît facile d'obliger légalement l'entrepreneur, le patron, à garantir le salaire des ouvriers embauchés par un marchandeur sous-entrepreneur de main-d'œuvre ou tâcheron quelconque (3).

M. Willay a ajouté (et alors nous revenons au point

(1) Cassation, Ch. civ. 23 janv. 1900. Dalloz, p. 324, 1^{re} partie.

(2) *Du Marchandage*, 1898, 43.

(3) Cons. sup. du Travail, 8^e session, compte-rendu des séances, 1899.

de vue pénal examiné plus haut), qu'il y aurait lieu de frapper d'une peine corporelle les marchandeurs insolubles qui ne payeraient pas leurs ouvriers, le fait de s'approprier les salaires d'autrui devant être considéré comme une escroquerie.

« Des mesures législatives seraient nécessaires, a dit M. Goy, pour faire remonter la responsabilité du paiement des salaires de l'ouvrier du tâcheron jusqu'à l'entrepreneur principal et même s'il s'agit de travaux du Bâtiment *jusqu'au propriétaire de l'immeuble* (1).

Dans cet ordre d'idées, nous devons signaler la proposition de loi, déposée par M. Jules Auffray, député de la Seine. Elle a pour objet de donner aux ouvriers « une action directe contre l'entrepreneur pour tout ce qui leur serait dû par le tâcheron soit comme salaire, soit comme indemnité pour accident soit pour toute autre cause relative au travail ».

(1) A rapprocher de l'article 2103 du Code civil. Des privilèges sur les immeubles : « Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont : ...

4° Les architectes, entrepreneurs, maçons, et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, canaux, ou autres ouvrages quelconques pourvu néanmoins que par un expert nommé d'office par le Tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal à l'effet de constater l'état des biens relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au plus de leur perfection reçus par un expert également nommé d'office. Mais le montant du privilège ne peut excéder les valeurs constatées par le second procès-verbal, et il se réduit à la plus-value existante à l'époque de l'aliénation de l'immeuble et résultant des travaux qui y ont été faits.

Mais cette dernière mesure serait-elle efficace ? Le tâcheron peut être insolvable, mais l'entrepreneur peut aussi le devenir par suite de l'insolvabilité même du propriétaire. Et il faudrait, — ne serait-ce pas aller un peu loin — faire remonter la responsabilité jusqu'au propriétaire, ainsi que l'a demandé M. Goy. Ce serait troubler singulièrement notre Code civil. Il semble qu'on abuse singulièrement, depuis quelques années, de la responsabilité du propriétaire. Ce serait presque à dégoûter de le devenir.

M. Parent, au cours de cette même session du conseil supérieur du travail a signalé, c'est l'objection que nous-même présentions tout à l'heure, la difficulté de discerner l'entrepreneur qui rétrocede tout ou partie de son marché (ce qui arrive tous les jours disait-il et ce qu'il faut bien se garder d'empêcher), de l'entrepreneur qui, pour tourner la loi, s'entendrait avec un soi-disant entrepreneur qui ne serait qu'un marchandeur. Dans le premier cas, l'entrepreneur, demandait-il, ne devra pas être rendu responsable vis-à-vis des ouvriers des agissements du sous-traitant ; dans le second cas, au contraire, il doit être puni ». Ce contrôle serait, dans la pratique, vraiment difficile.

M. Guicherd a proposé que les marchandeurs fussent soumis à la patente. Nous sommes de son avis, en attendant mieux. Aux termes du Code civil, en effet, ils sont bien des entrepreneurs (1). Et M^e Flamand l'a parfaitement reconnu.

(1) Article 1799 du Code civil. Les maçons, charpentiers, serruriers, et autres ouvriers qui font directement des marchés à

MM. Bessand, Denis Poulot, Jules Roche, se sont prononcés « contre de nouvelles mesures législatives ».

M. Defrance a déclaré qu'il serait nécessaire qu'une loi interdît le marchandage dans les travaux soumis aux règles des marchés de travaux publics de l'Etat, des départements et des communes ou concédés par eux. La loi pourrait être, à son avis, rédigée, comme suit : « Dans tout travail, concession soumis aux règles des marchés de travaux publics de l'Etat, des départements et des communes, les ouvriers seront occupés pour le compte direct des entrepreneurs, sans aucun intermédiaire. »

L'emploi des sous-entrepreneurs, tâcherons au marchandeurs est formellement interdit. » (C. f. amendement Guérin).

Quant à la sanction à donner à cette prescription, elle peut résulter soit d'une peine à inscrire dans la loi, soit comme cela se pratique efficacement dans les travaux de la ville de Paris de l'inscription dans le cahier des charges d'une clause pénale portant retenue sur le décompte d'une somme déterminée par jour et par homme employé en contravention à la clause. En cas de récidive, l'entrepreneur peut être rayé pour l'avenir de la liste des entrepreneurs admis à soumissionner.

M. Beudin a soumis le texte suivant à rapprocher de la définition proposée par M. Jules Siegfried et la chambre de commerce du Havre.

prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section (section III du louage d'ouvrage et d'industrie : des devis et des marchés) ; ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

« Les salaires des ouvriers employés par les marchands sous-entrepreneurs de main-d'œuvre ou tâcherons quelconques sont garantis par l'entrepreneur *directement* chargé de l'exécution du travail. »

LE MARCHANDAGE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ET LES TRIBUNAUX

Si nous examinons maintenant la jurisprudence suivie, au point de vue civil, au sujet de cette responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis des ouvriers des tâcherons, nous arriverons à des constatations tout à fait déplorables qui nous feront bien voir la situation faite à l'ouvrier du marchandeur, traité comme un paria par toutes les juridictions.

Prenons pour base l'année 1897. Cette année-là a vu fonctionner, tant en France qu'en Algérie 144 Conseils de Prud'hommes qui ont été saisis de 53.677 affaires et ont prononcé 6.739 jugements.

Une enquête faite à Paris (les 4 conseils de Prud'hommes de Paris ont été saisis, à eux seuls, de 24.891 affaires et ont prononcé 4.184 jugements) peut donner une idée des conflits provoqués par le marchandage.

Le tableau suivant dresse la statistique des affaires soulevées.

Devant le seul Conseil du Bâtiment 36 affaires sur 40 ont été engagées contre les marchandeurs seuls. Dans les 371 autres la responsabilité du patron a été de-

Conseils	Nombre d'affaires	Nombre de jugements	Jugements contre le marchand	Salaires en litige	Moyenne de la demande par ouvrier
Bâtiments. . . .	10.347	2.017	407	35.898 fr. 80	88 fr. 20
Produits chimiques	6.459	975	2	118 fr. 70	59 fr. 35
Tissus	4.192	597	102	2.174 fr. 15	26 fr. 61
Métaux.	3.893	593	616	590 fr. 00	118 f. 00
Total	24.891	4.184	1.127	38.781 fr. 65	73 fr. 04

mandée pour le paiement des salaires des ouvriers du tâcheron insolvable ; elle a été accordée dans 311 affaires concernant 23. 899 fr. 25 de salaires et repoussée dans 60 autres affaires concernant 5. 260 fr. 90 de salaires.

Le Conseil des Prud'hommes du Bâtiment considère que la responsabilité de l'entrepreneur principal est engagée lorsque le tâcheron ne travaille que pour un seul patron mais quand il travaille pour plusieurs, le Conseil estime que le contrôle des ouvriers du tâcheron est plus difficile pour le patron et il met celui-ci hors de cause.

La jurisprudence adoptée par le Tribunal civil de la Seine sur les liens de droit entre les ouvriers du tâcheron et le patron avait été constamment suivie par le Tribunal de Commerce. Celui-ci avait annulé, en effet, antérieurement à la loi du 15 juillet 1905 qui lui enlève l'appel des Prud'hommes toutes les sentences des Prud'hommes qui rendaient le patron responsable de son tâcheron même lorsque ce dernier ne travaillait que

pour un seul patron. Il considère le tâcheron comme un véritable entrepreneur. Conséquemment, il avait annulé aussi les sentences des Prudhommes rendues sur des différends entre marchandeur et patron, et il se déclare seul compétent pour connaître de ces différends entre « deux entrepreneurs » (1).

(1) Cela lui permet d'intervenir encore dans les questions de marchandage, bien que depuis la loi du 13 juillet 1905, l'appel des Prud'hommes ait lieu devant le tribunal civil.

L'AFFAIRE LOUP ET LES VARIATIONS DE LA JURISPRUDENCE

Nous avons examiné la question du marchandage au point de vue civil et commercial. Nous allons maintenant l'examiner au point de vue pénal, avec l'histoire de l'affaire Loup et des flux et reflux, en cette affaire, de la jurisprudence.

Le procès de M. Loup a eu sur la jurisprudence pénale du marchandage une influence considérable. Il constitue à lui seul, l'histoire à peu près complète, de la question.

Pauvre M. Loup ! on l'a traîné de juridiction en juridiction, de cour en cour.

Le 27 juin 1896 il avait sous-traité des travaux de ravalement à un tâcheron, le sieur Martin, pour la somme à forfait de 9.500 francs. Il s'agissait exclusivement de main-d'œuvre.

M. Loup devait fournir les échafaudages nécessaires pour faire le travail et donner à son tâcheron tous les samedis des acomptes en raison de l'avancement du travail.

Les travaux se font. M. Loup verse des acomptes. Le tâcheron réclame de nouvelles sommes. M. Loup exa-

mine la situation. Il est en avance. Il consent toutefois à verser à Martin les sommes demandées, mais à la condition que le tâcheron s'engagerait à lui restituer, une fois les travaux finis, ce qui aurait été versé en excédent. Le tâcheron refuse de prendre cet engagement et, les ouvriers étant impayés, un de ceux-ci assigne et Martin et Loup devant les Prud'hommes.

Le 14 octobre 1896, le tâcheron et l'entrepreneur sont condamnés solidairement à payer à l'ouvrier demandeur la somme de 316 fr. 40.

Cette sentence fut réformée par jugement du tribunal de commerce, alors juridiction d'appel du Conseil des Prud'hommes, qui, conformément à la jurisprudence signalée plus haut, mit l'entrepreneur hors de cause.

Les ouvriers songent aux décrets de 1848 et citent MM. Martin et Loup, devant la 9^e chambre correctionnelle, en réclamant à titre de dommages-intérêts, la somme de 2.918 fr. 70, solde de leurs salaires.

La chambre correctionnelle admit l'application des décrets de mars 1848 et, sur appel, la cour de Paris confirma cette décision, le 9 juillet 1897.

Voici le jugement de la 9^e chambre :

« Attendu que Bœuf et consorts, ouvriers tailleurs de pierre, ont été engagés par Martin, tâcheron, pour l'exécution d'un travail de ravalement dans une maison sise à Paris, rue de Lisbonne ; que, jusqu'au 31 août, ils ont reçu des acomptes de Martin ; qu'à cette date, Loup, entrepreneur général, serait intervenu et se serait engagé à payer leurs salaires jusqu'à la fin des travaux, mais qu'à un certain moment, il aurait cessé tout paiement en

soutenant qu'il n'était tenu par aucun lien de droit envers les ouvriers qui resteraient ainsi créanciers d'une somme de 2.910 fr. 70 centimes.

« Attendu que ces ouvriers prétendent que Loup entrepreneur général, aurait traité avec Martin, insolvable, à des conditions inacceptables, de façon à rendre illusoire tout recours des ouvriers contre le tâcheron qui les avait engagés et que Martin et Loup se seraient ainsi livrés à une véritable exploitation par voie de marchandage dans les termes de l'article 2 du décret du 2 mars 1848 (suivent les termes du décret) et de l'arrêté du 21 du même mois).

« Attendu que ces décrets n'ont jamais été rapportés, qu'ils n'ont été abrogés par aucun texte de loi, ni expressément ni implicitement, qu'ils sont toujours en vigueur, ont force de loi, et qu'ils doivent être appliqués par les tribunaux ; que s'ils n'ont reçu encore aucune application devant la juridiction correctionnelle cette absence de poursuites, ne saurait ni mettre en doute leur existence, ni amoindrir leur force légale.

« Attendu qu'il importe de rechercher dans quelles conditions et dans quelles limites le contrat de travail dit marchandage est prohibé par le législateur.

« Attendu que le marchandage est le contrat à forfait de sous-entreprise au rabais, la convention au moyen de laquelle les entrepreneurs de travaux s'adressent pour l'exécution de travaux partiels à des sous-entrepreneurs ou à des tâcherons qui embauchent les ouvriers avec lesquels ils se met-

tent d'accord sur les conditions du travail et sur le salaire :

« Attendu que si le mot « exploitation », quand il s'applique aux choses veut dire faire valoir, tirer le produit et, par conséquent, tirer profit, il est toujours pris en un sens défavorable et revêt le caractère d'un abus, lorsqu'on l'applique aux personnes :

« Attendu que l'exploitation de l'ouvrier signifie profit déloyal, excessif que l'on poursuit par tous les moyens, notamment par l'avilissement des salaires :

« Attendu qu'en employant les mots exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage les auteurs du décret de 48 ont eu en vue de prohiber le trafic déloyal qui peut se produire dans le marchandage, d'atteindre et de punir la collusion entre l'entrepreneur et le sous-traitant ou tout acte dolosif de l'un ou de l'autre dont le but serait d'entraîner une réduction exagérée du prix du travail et d'exposer les ouvriers aux dangers de l'infidélité ou de l'insolvabilité du marchandeur dans le règlement de leur paye.

« Mais attendu que cette exploitation ne saurait résulter nécessairement du fait du marchandage lui-même, que le marchandeur ou sous-entrepreneur organise et dirige les chantiers, prépare et suit sur le terrain même la marche et l'exécution de l'entreprise, qu'il engage son industrie, son expérience, son outillage, ses avances ou son crédit, qu'il est responsable des malfaçons de ses ouvriers et subit les conséquences des hausses ou des baisses de salaires qui sont les suites naturelles des lois qui régissent le travail et les travailleurs, que dès lors son bé-

néfice sur la main-d'œuvre, lorsqu'il y en a, n'est pas une exploitation mais apparaît comme une juste rémunération.

« Attendu que la loi ne condamne pas *ipso facto* le contrat de marchandage, loyal, fait de bonne foi, qui permet à l'ouvrier de s'élever par son intelligence et son travail à une situation supérieure (1); que telle était bien la pensée du législateur de 1848 qui a eu soin de déclarer, dans l'arrêté du 21 mars qu'il réservait la question du « travail à la tâche »

Attendu en effet, que la question de la suppression du marchandage a été discutée postérieurement à la promulgation du décret et de l'arrêté du 21 mars par l'Assemblée Nationale dans ses séances du 31 août, du 4 et 8 septembre 1848 et que cette suppression n'a pas été votée; que, notamment, le député Guérin, à la séance du 8 septembre avait proposé un amendement ainsi conçu : « Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants; ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution de travaux soit à la journée soit à prix coûtant »; qu'à la séance du 9 septembre, M. Guérin retirait son amendement se réservant de le représenter ultérieurement, mais qu'en réalité il n'a pas été reproduit;

« Attendu enfin que de nombreux arrêts de la cour de Cassation rendus depuis 1848 reconnaissent la légitimité

(1) C'est l'argument de l'accession au patronat que favoriserait le marchandage, argument déjà développé par M. Buffet, devant l'Assemblée nationale.

de l'entreprise à forfait par des sous-traitants de travaux exécutés par des ouvriers qu'ils ont embauchés.

« Attendu que si l'article 2 du décret du 2 mars 1848 vise seulement l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, l'arrêté du 21 mars qui le sanctionne punit d'une amende toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, sans spécifier quelles sont les circonstances de fait qui constituent l'exploitation prohibée par le texte.

« Attendu que s'il est possible de soutenir, en s'attachant au premier décret, que la répression ne peut atteindre que les sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs, sans s'entendre aux entrepreneurs avec lesquels ils ont traité et malgré les actes d'exploitation qui pourraient leur être reprochés, les entrepreneurs [pourraient encore être retenus comme complices de l'entrepreneur par application des articles 59 et 60 du C. P. ;

« Mais attendu que sans avoir à recourir à ces articles l'arrêté du 21 mars doit être entendu dans un sens large et englober tous ceux qui à un titre quelconque ont fait acte d'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, aussi bien les marchandeurs que les entrepreneurs ; attendu que le tribunal n'a pas, quant à présent, les éléments suffisants d'appréciation et qu'une expertise est nécessaire ,

« Par ces motifs :

« Nomme Camus, architecte, à l'effet de rechercher si Loup, entrepreneur général, a pu de bonne foi imposer à forfait l'exécution des travaux de ravalement de la rue de Lisbonne pour 9.500 francs ; si Martin, le tâcheron,

a pu sans exposer les ouvriers qu'il embauchait à des salaires avilis ou forcément impayés, soumissionner dans d'aussi mauvaises conditions; l'expert s'entourera de tous renseignements tendant à établir si le taux des salaires a été moyen, s'il est encore réellement dû des salaires aux ouvriers, si le marché a été connu des ouvriers et à quel moment; si Loup est intervenu dans l'embauchage, dans quelle limite il a usé de son influence et de son crédit pour attirer les ouvriers et les retenir quand Martin n'a plus payé; si le tâcheron a été dupé comme les ouvriers eux-mêmes ou si c'est le tâcheron qui a dupé l'entrepreneur et les ouvriers; dépens réservés (1). »

Par arrêt du 9 juillet 1897, la cour d'appel confirma ce jugement.

Résumons les principes qui en ressortent :

1^o Le décret du 2 mars 1848 et l'arrêté du 21 mars étaient considérés comme toujours en vigueur.

2^o Ces dispositions ne prohibaient que les abus du contrat de marchandage. Et ces abus consistaient notamment dans l'acte dolosif de l'entrepreneur principal ou du tâcheron dont le but serait d'entraîner une réduction exagérée des salaires et d'exposer les ouvriers au danger de l'infidélité ou de l'insolvabilité du marchandeur dans le règlement du prix de leur travail.

3^o L'entrepreneur général peut être poursuivi devant le tribunal correctionnel soit comme co-auteur, soit comme complice du délit de marchandage commis par

(1) Dalloz, 9 avril 1897, 2^e partie, p. 403.

le tâcheron à l'égard des ouvriers ; il est solidairement responsable avec le sous-entrepreneur des conséquences civiles de ce délit.

M. Loup s'étant pourvu en cassation le 4 février 1898, cette juridiction cassa la décision de la cour de Paris.

La cour de cassation n'admit pas que l'entrepreneur principal pût être considéré comme co-auteur du délit de marchandage.

M. le conseiller Roulier avait présenté dans cette affaire un remarquable rapport.

A la thèse qui opposait le décret du 2 mars « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchands est abolie » à celui plus général du 21 mars « toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie » et considérant ce dernier décret comme englobant à la fois l'entrepreneur principal et le tâcheron, M. Roulier objecte qu'en matière pénale tout est de droit strict.

Nulle peine sans texte et sans un texte précis.

Et quel danger, dit-il, si cette thèse triomphait : l'entrepreneur co-auteur éventuel d'un délit de marchandage.

On en arriverait vite au procès de tendance.

D'extension en extension, le juge en viendrait à supprimer dans certains cas le sous-entrepreneur qui, suivant le décret du 2 mars, serait cependant l'auteur nécessaire du délit de marchandage et à ne retenir que l'entrepreneur principal.

Si l'expertise démontre que le tâcheron a été dupé comme les ouvriers eux-mêmes, qu'il est de bonne foi,

et si, pour ce motif il est acquitté, l'entrepreneur principal va-t-il donc rester le seul auteur légalement punissable du délit ? Mais alors on sort de l'esprit du décret qui a voulu surtout atteindre les sous-entrepreneurs ouvriers exploitant leurs frères de travail et de misère pour parler le langage de l'époque et les employant à la journée ? Cet esprit du décret, c'était l'esprit même de la Révolution de 48.

M. Roulier, par contre, réfutait avec raison la théorie selon laquelle l'entrepreneur principal ne pourrait être poursuivi comme complice.

Il s'agit de savoir si nous sommes en présence d'un délit contraventionnel auquel ne s'appliqueraient pas les articles 59 et 60 du Code pénal sur la complicité (1) : « L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit » dit l'article 1^{er} du Code pénal. Le marchandage est puni de peines correctionnelles. Donc, c'est un délit.

(1) Article 59 du C. P. Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement.

Article 60. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre ; ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ; ceux qui auront avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée ; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent code contre les auteurs de complots, etc.

Cependant, le pourvoi en cassation disait : « L'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur est prohibée abstraction faite de tout vol et de toute fraude. Peu importe que le tâcheron soit ou non de bonne foi. Or, les principes de la complicité ne sont pas applicables aux délits contraventionnels où la bonne foi n'est pas une excuse. Puisque le vol et la fraude ne sont pas nécessaires, il ne saurait s'agir ici que d'un délit contraventionnel auquel les règles de la complicité ne sont pas applicables.

Mais M. le rapporteur Roulier répondait à cette objection : Le décret du 2 mars a dit : « *L'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs est essentiellement injuste et vexatoire.* » Ne sont-ce pas là des expressions exclusives de la *bonne foi qui font du marchandage un véritable délit ?* »

La Cour de cassation se rendit à ces arguments et décida : Les dispositions des décrets visent exclusivement le sous-entrepreneur ouvrier ou tâcheron employant des ouvriers travaillant à la journée, en conséquence l'entrepreneur principal non ouvrier employant sous ses ordres des tâcherons ne peut être retenu comme auteur ou co-auteur du délit. Mais cet entrepreneur peut être puni comme complice aux termes du droit commun, suivant les articles 59 et 60 du Code pénal. Le délit de marchandage constitue non un délit contraventionnel mais un délit correctionnel proprement dit, constitué par la réunion de trois éléments :

Un fait matériel ;

L'intention de nuire (exclusive de la bonne foi) ;

Un préjudice pour l'ouvrier (1). Et, du reste, la cour admet que même dans le cas de délit contraventionnel les règles de la complicité sont applicables, sauf exception contraire de la loi, opinion qui nous paraît critiquable au point de vue général et dangereuse pour tous les citoyens. La Cour de cassation avait cassé et renvoyé devant la Cour d'Orléans. Cette dernière confirma d'abord par défaut l'arrêt de la Cour de Paris, puis, sur opposition, rendit le 11 juillet 1899 un arrêt tout différent.

M. le Procureur général George avait, en présentant ses réquisitions, défendu cette thèse que les décrets de 1848 avaient aboli purement et simplement le marchandage (2).

(1) Dalloz, 1898, 1^{re} partie, p. 369.

(2) Cependant le haut magistrat avait dû reconnaître que les décrets n'étaient pas aussi prohibitifs que la lecture de son plaidoyer contre le marchandage donnerait à le croire, tout d'abord, dans le passage suivant : « En second lieu, ils (les auteurs des décrets) distinguent aussi du marchandage qui est frappé, le travail à la tâche qui est ménagé : n'est-ce pas faire comprendre encore une fois que c'est notamment son caractère de travail à la journée qui fait condamner le marchandage ? »

C'était avouer qu'un marchandeur payant à la pièce ne tombait pas sous le coup de la loi et donner à l'interprétation qui allait s'ensuivre une portée beaucoup moindre qu'on ne le pense généralement, car nombreux sont les tâcherons qui font travailler à la pièce. M. Brodu, dans son intéressante thèse sur la question (1898, Rousseau, éditeur) dit bien qu'ils sont rares. Nous en connaissons, pourtant de nombreux et dans le Bâtiment et au dehors.

Beaucoup qui paient leurs ouvriers à la journée en principe, ajoutent au prix de cette journée qui constitue pour l'ouvrier en quelque sorte un minimum de salaire, une prime variant avec la quantité de pièces ou de travail exécutés (déclaration à nous faite par M. Firminhac, ingénieur-civil, industriel et entrepre-

M. le Procureur général George avait cité notamment, à l'appui de son opinion, celle de M. Cauwès dans son *Traité d'Economie Politique* (t. II. n° 804). M. le Doyen de la Faculté de Droit de Paris, a, en effet, donné au décret du 2 mars 1848 la portée d'une prohibition absolue du marchandage.

La Cour décida :

« Attendu que le marchandage consiste dans la convention passée entre un tâcheron ouvrier et des ouvriers qu'il emploie et qu'il paye à l'heure ou à la journée, pour l'exécution des travaux de sous-entreprise ;

Attendu qu'il n'y a pas d'autre genre de marchandage défendu par le législateur ;

Sur la complicité imputée au sieur Loup :

Attendu que le marchandage étant un délit, le sieur Loup peut être considéré comme complice de ce délit, si ses agissements rentrent dans les termes de l'article 60 du Code pénal ;

Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des explications fournies par les parties, et qu'il n'est pas méconnu par Loup, qu'il savait, lorsqu'il a passé son contrat de sous-entreprise avec Martin, que celui-ci emploierait, pour l'exécution des travaux, des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée ;

neur, et par un grand nombre de tâcherons du Bâtiment ou de la Terrasse). Il existe même une pratique très répandue dans quantité d'industries, où le tâcheronat fonctionne. Elle consiste à répartir entre les ouvriers (une fois la journée payée) au prorata du travail individuellement accompli, une allocation supplémentaire. Cette répartition a lieu aussi, parfois, au prorata des économies de temps, de matériaux ou d'argent réalisées.

Que dans ces conditions une expertise est inutile ; que, de ce qui précède, il résulte, en effet, que la Cour n'a pas à rechercher si le salaire payé aux ouvriers constituait un salaire moyen ou avili ;

Dit que Loup s'est rendu complice, dans les conditions spécifiées par l'article 60 du Code pénal, du délit de marchandage imputé à Martin, en ce que, lors du contrat de sous-entreprise passé avec ce dernier, il a eu connaissance que Martin, pour l'exécution des travaux sus-indiqués, emploierait, ainsi qu'il l'a fait, des ouvriers payés à l'heure ou à la journée ».

M. Loup était condamné à 50 francs d'amende et à la moitié des frais. M^e Flamand avait plaidé pour Loup et M^e Viviani pour la partie civile.

On voit que la Cour d'Orléans n'admettait pas, à l'encontre de la Cour de cassation, que le dol et la fraude fussent les éléments nécessaires du marchandage illicite. Il lui suffisait que l'entrepreneur ait su, en passant son contrat, que son tâcheron ferait travailler à l'heure ou à la journée (et non aux pièces). Elle voyait dans le marchandage non un délit ordinaire, mais un délit-contravention n'excluant pas la bonne foi. Toutefois elle appliquait à ce délit-contravention les règles ordinaires de la complicité. Sinon, elle n'aurait pu, d'ailleurs, punir l'acte de marchandage. Car Loup seul s'était pourvu contre l'arrêt de Paris, que Martin avait accepté et qui était devenu ainsi définitif à son égard.

En ce qui concerne au moins cette question de complicité, la Cour d'Orléans ne se mettait pas, faisons-le remarquer, en opposition avec la Cour de Cassation. La

Cour suprême avait décidé, en effet, nous l'avons vu que, sauf exception contraire de la loi, les règles de la complicité sont applicables aux délits contraventionnels.

Le 16 février 1900, l'affaire revenait pour la seconde fois devant la Cour de Cassation, M. Loup s'étant pourvu contre l'arrêt de la Cour d'Orléans.

La Cour de Cassation décidait que le délit de marchandage ne saurait être classé dans la catégorie des délits dits contraventionnels. Et elle exigeait, pour la perpétration de ce délit, la réunion des trois éléments vus plus haut : un fait matériel, l'intention de nuire, un préjudice.

La Cour de Cassation renvoyait M. Loup devant la Cour de Bourges. Celle-ci, le 20 juin 1900, adoptait la théorie de la Cour d'Orléans. Inutile donc d'y insister.

Le 31 janvier 1901, un arrêt des Chambres réunies de la Cour de Cassation mettait fin au long débat judiciaire dont nous avons relaté les étapes.

Dans ses conclusions, M. le Procureur général Laferrière résumait l'étude de la matière au point de vue jurisprudentiel.

Il rappelait les nombreux arrêts et discussions intervenus : trois arrêts de Cour d'appel, deux arrêts de la Chambre criminelle, deux interpellations devant les Chambres et d'importantes délibérations du Conseil supérieur du Travail.

Et il disait :

« Deux doctrines nettement opposées sont en présence. »

« D'après une première doctrine le marchandage, c'est-

à-dire le fait d'un tâcheron qui prend en charge une partie d'entreprise pour la faire exécuter par des ouvriers placés directement sous ses ordres, n'est pas par lui-même un délit ; il ne le devient que s'il a été un moyen d'exploiter l'ouvrier, d'abuser de lui, d'en retirer des profits illégitimes par des procédés condamnables. Cette doctrine est celle de la Chambre criminelle. Elle s'est d'abord affirmée par l'arrêt du 4 février 1898 où on lit : « L'exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte par sa nature, au sens des décrets et arrêté de mars 1848, l'appréciation d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier », ensuite par l'arrêt du 16 février 1900 portant : « Le décret du 2 mars 1848 définit le délit de marchandage l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs. Cette exploitation de l'ouvrier par le sous-entrepreneur ouvrier comporte, par sa nature, l'appréciation d'un acte frauduleux aboutissant au profit abusif que le tâcheron tire du travail de l'ouvrier. »

« D'après une autre doctrine, le marchandage est un délit par cela seul qu'il y a contrat de sous-entreprise ; le tâcheron est un délinquant par cela seul qu'il est tâcheron, sans qu'il soit besoin de rechercher s'il a ou non exploité les ouvriers et si les conditions qu'il a faites avec eux leur ont été plus ou moins favorables. Cette seconde doctrine a été successivement énoncée dans les arrêtés des deux Cours réunies, la Cour d'appel d'Orléans et la Cour d'appel de Bourges. « Le marchandage, dit la Cour d'appel d'Orléans, arrêt du 11 juillet 1899, consiste dans la convention passée entre un tâcheron ou-

vrier et des ouvriers qu'il emploie et qu'il paye à *l'heure ou à la journée* pour l'exécution des travaux de sous-entreprise. » Et la Cour d'appel de Bourges, dans l'arrêt du 20 juin 1900, dit également : « C'est bien le marchandage en lui-même, considéré comme un des modes de ce que l'on appelait dans le langage du temps l'exploitation de l'homme par l'homme, que le gouvernement provisoire a voulu supprimer, et non pas seulement son abus caractérisé par un acte frauduleux aboutissant à un profit abusif ».

M. Laferrière concluait que la chambre criminelle avait raison au point de vue « économique et social » aussi bien qu'au point de vue juridique (1).

Mais il faut reconnaître que le haut magistrat insistait beaucoup, beaucoup trop peut-être, sur l'aspect économique et social de la question, puisque laissant de côté la nature même et la substance des décrets, il prétendait démontrer que le marchandage n'abaissait pas nécessairement le taux des salaires, ce qui est vrai en égard à une élite d'ouvriers, réduits à la surproduction, mais ce qui est faux en considération de la masse, réduite en fait au chômage comme l'a fait voir M. Jay dans son étude précitée. Au point de vue juridique les arguments de M. Laferrière étaient meilleurs.

« A quoi nous servirait, disait-il, de posséder la langue la plus claire, la plus franche, la plus loyale qui soit au monde si, dans un texte pénal, il fallait la torturer pour l'adapter de force à la phraséologie d'écoles particulières ? »

(1) Dalloz, ann. 1901, p. 169, Cour de cassation, 1^{re} partie.

Ce trait un peu vif décoché à l'adresse du socialisme qui a fait tant d'abus du mot « exploitation » n'en conserve pas moins une grande force. Car les tribunaux doivent avant tout interpréter la loi, d'après la langue française et non, comme le dit justement M. Laferrière, d'après la terminologie particulière à certaines écoles ou certaines époques. Car alors ce serait l'arbitraire et il faudrait parfois aller chercher le sens de nos lois outre-Rhin ou dans les profondeurs du Moyen-Age.

M. Laferrière faisait remarquer :

« Cette exploitation illicite, est-ce simplement l'embauchage de l'ouvrier, l'usage de son travail ? Est-ce qu'on dit exploiter un homme comme on dit exploiter une ferme, une usine ? Non, nous parlons français et *nous devons supposer que le législateur parle la même langue*. Lorsqu'on dit exploiter un homme, cela veut dire abuser de lui. Assurément, la langue juridique ne doit pas être une langue fermée, elle doit admettre des expressions techniques et même des néologismes quand la matière l'exige ; mais lorsqu'on n'a pas sous les yeux une expression technique, ou nouvelle, mais un des vieux mots de la langue française, l'interprète n'a-t-il pas le devoir de le prendre dans son sens véritable ? »

Seulement, M. Laferrière tenait peu de compte, en réalité, et ce point n'a pas été toujours nettement aperçu, du procès-verbal de la commission du Luxembourg, dont nous n'avons cessé, quant à nous, de nous inspirer, puisqu'il est le seul guide qui nous puisse conduire à travers cette question aussi confuse que confusément traitée.

Il ne distinguait pas entre les marchandeurs faisant

travailler à la journée, ceux-là mêmes que le procès-verbal avait flétris et irrémédiablement condamnés, et les marchandeurs employant et payant leurs ouvriers à la pièce, mode de travail si en honneur en 48 et qui semble avoir trouvé grâce — même employé par les tâcherons — devant les décrets.

Aussi, les conclusions de M. Laferrière ayant été adoptées par les chambres réunies, l'arrêt suivant fut-il rendu.

Nous croyons être les seuls à signaler que cet arrêt qui fixe la jurisprudence interdirait l'emploi — le cas ne s'est pas encore présenté devant les tribunaux correctionnels — d'ouvriers qui seraient payés non à la journée mais aux pièces mais qui, néanmoins, seraient *exploités* par les marchandeurs. L'arrêt, en effet, ne distingue pas. Bien mieux, il précise que le fait qui a été d'abord interdit, puis puni de peines correctionnelles par le gouvernement provisoire, *n'est point l'embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron*, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen de ce marchandage. »

En sorte que, comme il existe en dehors de ce marchandage, d'autres marchandages, prêtant à l'exploitation de l'ouvrier, il semble que les chambres réunies aient laissé la porte ouverte à des poursuites nouvelles, motivées par d'autres faits et qués, s'il lui était prouvé que ces autres formes de marchandage (le fait de tâcherons payant leurs ouvriers aux pièces tout en les rémunérant, par exemple, à un taux inférieur au prix courant) aient

permis l'exploitation des ouvriers, elle frapperait les coupables.

Au reste, voici cet arrêt qui est, peut-on dire, le point culminant de la jurisprudence.

La cour. — Statuant sur le pourvoi formé par le sieur Loup contre un arrêt de la cour d'appel de Bourges en date du 20 juin 1900, qui l'a condamné comme complice d'un délit de marchandage à 50 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts, pourvoi renvoyé à l'examen des chambres réunies, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1837, par un arrêt de la chambre criminelle du 16 novembre suivant : Vu le décret du 2 mars 1848 ainsi conçu : « Considérant que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ; le gouvernement de la République décrète : Article 2. « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs, ou marchandage, est abolie. Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont pas pour objet l'exploitation d'ouvriers les uns par les autres, ne sont pas considérés comme marchandage ; »

« Vu l'arrêté du 21 mars 1848 ainsi conçu ; « réservant la question du travail à la tâche (1) ; toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la première fois et de 100 à 500 francs en cas de récidive, et s'il y avait double

(1) Ceci doit s'entendre, nous l'avons vu, du marchandage direct entre ouvrier et patron et non du fait du tâcheron faisant travailler aux pièces.

récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller d'un an à six mois ; »

« Vu également l'article 1^{er} du Code Pénal ; — Sur le moyen de la violation du décret et arrêté sus-relatés et de l'article 1^{er} du Code Pénal lequel a déjà fait l'objet, dans la même affaire, d'un précédent pourvoi suivi de cassation à la date du 16 février 1900 :

« Attendu qu'il résulte du texte même, tant du décret du 2 mars 1848 que de l'arrêté du 21 du même mois, que le fait qui a été d'abord interdit, puis puni de peines correctionnelles par le gouvernement provisoire, n'est point l'embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen de ce marchandage, exploitation qui ne consiste, de la part du sous-traitant, qu'à tirer un profit *abusif* (1) de ceux qu'il emploie ; — que l'acte nécessite donc pour devenir délictueux, la réunion de ces trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire et un préjudice causé aux ouvriers ; — qu'en condamnant le demandeur en cassation à raison d'un prétendu délit de marchandage sans constater ni l'existence d'une fraude, ni le caractère dommageable des conditions dans lesquelles les ouvriers avaient été employés, la cour d'appel de Bourges a violé la loi ; — par ces motifs, sans qu'il y ait lieu d'examiner les autres moyens proposés, casse, et pour être statué

(1) La Cour d'appel de Paris a eu l'occasion dans une affaire toute récente, l'affaire Charron, que nous examinerons plus loin, d'interpréter ces mots : « profit abusif » qui semblent comporter l'intention de nuire.

sur le fond, conformément à la loi du 1^{er} avril 1837, renvoie devant la cour d'appel de Rouen (1). »

Ainsi, nous le répétons, en dehors du marchandage direct, c'est-à-dire du travail à la tâche directement débattu entre entrepreneur et ouvriers, et que l'arrêt rappelant le texte des décrets, déclare licite, il est constant que la Cour, toutes chambres réunies, a gardé un silence, à la fois prudent et inquiétant sur les marchands payant leurs ouvriers à la pièce. Elle paraît réserver à la jurisprudence le droit d'examiner dans tous les cas et espèces « le caractère dommageable des conditions dans lesquelles les ouvriers auraient été employés ». Et elle érige ainsi sans le vouloir peut-être les tribunaux en arbitres des conditions du travail.

Il ne lui suffit pas que des ouvriers soient, comme en l'espèce présente, employés à la journée par des marchands ni à plus forte raison (elle ne le dit pas, mais on peut l'inférer de son jugement) qu'ils soient employés aux pièces.

Il faut qu'il y ait une exploitation réunissant ces trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire, un préjudice, qui sont les éléments mêmes du délit correctionnel et qui excluent la bonne foi, compatible avec la simple contravention. Et de cette exploitation, la jurisprudence sera juge ! C'est le triomphe de la thèse interventionniste qui veut que l'Etat réglemente le contrat de travail. Et quand l'Etat intervient, dans des conditions pareilles, quand il fait les tribunaux juges des conventions privées

(1) Dalloz, ann. 1901. Cour de cassation, 1^{re} partie, p. 173.

qui font « la loi des parties », il y a pour tous un danger certain d'arbitraire. Mieux vaut une loi nettement prohibitive qu'une jurisprudence incertaine qui s'arroge le droit de fixer aux patrons le salaire de leurs ouvriers et sous prétexte de bonne ou de mauvaise foi, dit aux uns : « Vous avez exploité », aux autres : « Vous n'avez pas exploité », comme s'il appartenait aux magistrats de diriger les chantiers du haut de leur siège et comme s'il pouvait y avoir en ces matières d'autre réforme souhaitable que la promulgation de délits contraventionnels, connus à l'avance de tous !

Les tribunaux ne sont pas faits pour s'immiscer dans ces questions épineuses où il faut un apprentissage spécial, et nous devons désirer que de jour en jour leur pouvoir diminue et s'efface pour faire place à ces juridictions disciplinaires et professionnelles qui, sous le couvert de lois sûres, la garantie de l'avenir et la marque certaine du progrès de nos mœurs.

En attendant, comme le constate M. Colliard, député du Rhône, dans le très remarquable rapport qu'il a déposé au nom de la commission du travail (1), la jurisprudence de la Cour de Cassation rend très difficile et

(1) Chambre des députés. Neuvième législature. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 26 janvier 1910. La commission du travail était composée de MM. Colliard, président ; Chambon, Groussier, vice-présidents ; Justin, Godart, Zévaès, Normand, secrétaires ; Dron, Sarrazin, Cornand, Jaurès, Charles Benoist, Guillemet, Sandrique, Roblin, Bonnevey, Dubief, Henri Michel, Paul Boncour, Allemane, Goniaux, Brunard, Charonnat, Charles Deloncle, Paul Constant, Merle, François Fournier, Méquillet, Dejeante, Buyat, Péronnet.

très rare l'application des décrets de 1848. L'intention de nuire, en matière de marchandage, ne pourra être prouvée que dans des cas exceptionnels. Sans doute la jurisprudence fixée par les chambres réunies permettra d'atteindre peut-être, indistinctement, les marchands quels qu'ils soient, payant à la journée ou aux pièces qui exploiteront, à l'avenir, leurs ouvriers et tireront d'eux un « profit abusif ».

Mais il faudra un ensemble de circonstances très graves de nature à établir la collusion entre l'entrepreneur et le tâcheron, dans le but soit de soustraire l'entrepreneur au paiement des salaires, soit de provoquer la baisse de ces salaires. Et ces circonstances-là, des textes plus graves aussi, les ont depuis longtemps prévues.

Le premier de ces faits s'appelle l'escroquerie, le second pourrait s'appeler, s'il y avait emploi et concours de plusieurs tâcherons au service de spéculateurs et trusteurs de l'entreprise, arrêtant subitement le travail par un *lock-out* — hypothèse toute théorique — le délit de coalition.

Citons ici ces deux articles dont le premier pourrait s'appliquer dans des cas particulièrement graves, dont le second ne saurait être requis que dans des heures de crise inconnue encore de l'industrie du bâtiment puisque les patrons ont dénoncé d'eux-mêmes les abus du tâcheron.

Article 405 du C. P : Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader

l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura par un de ces moyens escroqué ou tenté d'escroquer tout ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de 5 ans au plus, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 francs au plus. »

Article 414 (loi du 25 mai 1864). — Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Hypothèse toute théorique, disons-nous, nous ne connaissons pas d'exemple d'une coalition pareille, mais s'il est vrai que les tâcherons emploient de préférence les ouvriers les plus robustes qu'ils obligent par toutes sortes de moyens à la surproduction et si les entrepreneurs se servaient ainsi, à un moment donné, des tâcherons pour provoquer la baisse générale du salaire moyen qui résulterait aussi du tâcheronat, combiné peut-

être avec le lock-out, il y aurait là évidemment, une coalition répréhensible (1).

Concluons : les décrets de 1848 étaient insuffisants par eux-mêmes, en outre ils manquaient de clarté. Ils ne condamnaient pas les marchandeurs payant aux pièces.

L'application qu'en a faite la jurisprudence qu'après de multiples revirements des cours appelées à se prononcer, les chambres réunies ont fixée, a enlevé encore à ces décrets une partie de leur force.

Les ouvriers, lésés par le marchandage, ne pourront établir l'intention de nuire. M. Millerand disait à ce sujet, en 1898, au conseil supérieur du travail :

« Toutes les fois qu'on ira devant le tribunal correctionnel, il n'est pas douteux qu'il n'y aura rien de plus facile pour le tâcheron ou le patron que de prouver qu'ils n'ont pas eu l'intention de nuire.

L'un ou l'autre dira qu'il croyait accorder une rémunération suffisante du travail ; que même il a pu penser qu'il était un bienfaiteur en ce sens que sans lui des ouvriers seraient restés sans travail et qu'il a eu l'intention de les servir en se servant lui-même (2), et le tri-

(1) Au sujet de la baisse du salaire moyen résultant du marchandage nous renvoyons encore à la démonstration qu'a faite de ce phénomène M. Raoul Jay (*Revue d'Economie politique*, 1900, p. 126). Dans son exposé des motifs M. le Ministre du travail Viviani a cité cette étude.

(2) Bien mieux : le tâcheron établira qu'il fait à ses ouvriers un salaire supérieur à la moyenne. Et le tribunal négligera de tenir compte (on ne peut lui demander d'ouvrir une enquête générale sur les conditions du travail) que l'ouvrier du tâcheron mieux payé peut-être est, en revanche, plus surmené et concourt ainsi à l'avitissement des salaires.

bunal répondra, et en fait il en sera ainsi très souvent, qu'il n'y a pas eu chez le patron intention de nuire, et si vous faites du délit prévu par le décret de 1848, non pas un délit contraventionnel, c'est-à-dire un délit qui existe par le seul fait que les dispositions du décret ont été transgressées, mais un délit qui exige l'intention de nuire, vous autorisez le marchandage. »

Nous nous rallions entièrement à cette opinion, dit M. Colliard dans son rapport. Nous ne pouvons à notre tour, après l'examen auquel nous venons de procéder, qu'en louer le bien fondé.

Aussi bien, dans l'affaire Loup, l'intention de nuire n'a-t-elle pu être prouvée (1).

Par arrêt du 6 mai 1901, la Cour de Rouen devant laquelle cette affaire avait été renvoyée (2), élargissait la mission de l'expert désigné par le tribunal correctionnel de la Seine et s'en remettait à lui du soin de trouver dans les agissements de l'entrepreneur les faits de nature à établir sa complicité. Cet arrêt qui ne figure dans aucun recueil de jurisprudence doit être cité en entier.

« La Cour, statuant comme cour de renvoi en vertu de l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation en date du 30 janvier 1901.

Sur la recevabilité des appels interjetés par Loup et M. le Procureur de la République de la Seine.

(1) Voir cependant plus loin l'arrêt rendu le 8 juillet 1904 par la Cour de Paris qui définit le projet abusif... mais qui en l'espèce, acquitte, estimant que les éléments n'en sont point réunis et qui déclare en tout cas ne les point apercevoir.

(2) M. Viviani plaidait pour la partie civile et M^e Flamand pour Loup.

« Attendu que le jugement frappé d'appel préjuge le fond, qu'il est interlocutoire, que l'appel est régulier en la forme.

Sur l'abrogation du décret du 2 mars et arrêté du 21 mars 1848, adoptant les motifs des premiers juges ;
Sur l'interprétation de ces décret et arrêté : Attendu que par l'arrêt ci-dessus visé, les Chambres réunies de la Cour de cassation décident :

« Que le fait prévu et réprimé par ces deux textes n'est point tout embauchage d'ouvriers à la journée par un tâcheron, mais seulement l'exploitation des ouvriers au moyen de ce marchandage, exploitation qui ne consiste de la part de ce sous-traitant qu'à tirer un profit abusif de ceux qu'il emploie, que l'acte nécessite donc pour devenir délictueux la réunion de ces trois éléments ; un fait matériel, l'intention de nuire, et un préjudice causé aux ouvriers. »

« Attendu qu'aux termes de l'article 2 de la loi du 1^{er} avril 1837, ce point de droit s'impose à la Cour de renvoi.

« Qu'il consacre au surplus la doctrine du jugement entrepris dont il y a lieu d'adopter les motifs, sur ce point. Sur le caractère et la participation éventuelle de l'entrepreneur au délit :

« Attendu que le décret du 2 mars 1848 porte : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie » et l'arrêté du 21 mars 1848 : « Toute exploitation par voie de marchandage sera punie... »

Que les termes du premier texte ne permettent mani-

festement pas d'englober l'entrepreneur comme auteur ou co-auteur dans une disposition qui ne le vise pas et ne s'applique expressément qu'au tâcheron.

« Qu'il ne convient d'attacher aucune portée juridique aux expressions un peu plus larges du second texte, alors qu'il résulte des travaux préparatoires de la commission du Gouvernement pour les travailleurs, que l'arrêté n'a eu d'autre objet que de donner une sanction pénale au décret sans en étendre les dispositions.

« Que les lois pénales sont de droit étroit et ne sauraient être l'objet d'une interprétation extensive.

« Mais attendu qu'aux termes de l'article 60 du Code pénal, sont punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui auront commis les actes énumérés audit article ;

« Que l'article premier du même code qualifie délit, l'infraction punie de peines correctionnelles.

« Que ces règles sont générales et s'appliquent aussi bien aux délits prévus par le Code pénal qu'à ceux réprimés par des lois spéciales.

« Qu'à raison de l'amende de 50 francs à 200 francs et de l'emprisonnement de un à six mois dont il peut être frappé, le marchandage est un délit ; que de la doctrine exposée ci-dessus, il appert même qu'il constitue non un simple délit contraventionnel, mais un délit ordinaire nécessitant une intention frauduleuse pour son existence.

« Qu'en conséquence si l'entrepreneur ne peut devenir auteur au co-auteur du marchandage, rien ne s'oppose

légalement à ce qu'il soit retenu comme complice du délit dans les termes de l'article 60 du Code pénal.

« Sur l'expertise :

« Attendu qu'elle a pour but de rechercher et de faire apparaître, s'il y a lieu, les événements caractéristiques du marchandage et de la complicité de ce délit.

« Que le rapport de l'arbitre nommé par le tribunal de la Seine dans une instance engagée entre Loup et le tâcheron Martin ne fournit pas des éléments d'appréciation suffisante :

« Que Bœuf et consorts ne figuraient pas dans cette instance, que les faits allégués par eux n'ont point été vérifiés, que les documents versés aux débats ne les ont pas d'ores et déjà démentis, qu'une expertise au cours de laquelle toutes les parties seront régulièrement et contradictoirement entendues est nécessaire.

« Attendu, d'autre part, que si le délit de marchandage a pour base principale le contrat passé entre le tâcheron et les ouvriers et non celui de l'entrepreneur avec le tâcheron, la connaissance des clauses de ce dernier contrat peut être un élément d'appréciation utile et intéressant dans la cause, qu'il n'échet dès lors de modifier la mission donnée à l'expert par le tribunal de la Seine, qu'il y a lieu seulement de la compléter conformément aux principes de droit posés ci-dessus, relativement à la participation au délit de l'entrepreneur.

« Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges.

« La Cour reçoit en la forme les appels ;

« Au fond ;

« Confirme le jugement dont est appel et complétant la mission donnée à l'expert par le tribunal, le charge de rechercher dans les agissements de Loup en cette affaire les faits qui, commis par lui, avec les caractères et dans les conditions que spécifie l'article 60 du Code pénal, pourraient établir sa complicité dans les délits de marchandage. » Cet arrêt ne fut pas levé et les parties en restèrent là. Nous ne savons donc pas, nous ne saurons probablement jamais si M. Loup a permis au tâcheron Martin de réaliser un profit excessif sur les ouvriers que ledit tâcheron employait.

Mais examinons le chemin parcouru par la jurisprudence ! Comme il fut long et hérissé de difficultés. Ce procès Loup, pour employer un mot fameux fut une véritable course à travers le maquis.

Jugement du tribunal de la Seine du 9 avril 1897 nommant Camus expert (1).

Confirmation du jugement par la Cour de Paris le 9 juillet 1897 (2).

Arrêt de cassation du 4 février 1898 (3).

Arrêt de condamnation de la Cour d'Orléans du 11 juillet 1899 (4).

Nouvel arrêt de cassation du 16 février 1900 (5).

Arrêt de condamnation de la Cour de Bourges du 20 juin 1900 (6).

(1) Dalloz, année 1897, 2^e partie, p. 401.

(2) » » 1898, 1^{re} partie, p. 369.

(3)

(4) » » 1899, 2^e partie, p. 392.

(5) » » 1900, 1^{re} partie, p. 209.

(6) » » 1900, 2^e partie, p. 485.

Arrêt des Chambres réunies du 31 janvier 1901 (1).

Arrêt de la Cour de Rouen du 6 mai 1901 (2).

Telles sont les étapes de ce procès fameux.

Mais si comme la chanson célèbre il n'a pas eu de fin et s'il ne nous dit pas en quoi consiste ce *profit excessif, abusif*, réalisé par le tâcheron (voir plus haut l'arrêt des Chambres réunies) et qui dénoterait évidemment l'intention de nuire ou la soulignerait, une affaire toute récente et qui ne figure encore, non plus que l'arrêt de Rouen, dans aucun recueil de jurisprudence va nous donner quelques indications à ce sujet (3). Seulement, remarquons-le de suite, pour ne nous laisser aucune illusion, cette dernière affaire a été solutionnée par un acquittement en sorte que ce profit excessif, abusif, exigé par les Chambres réunies et que la Cour de Paris (Chambre des appels correctionnels : arrêt du 8 juillet 1904) définit, apparaît comme purement imaginaire.

(1) Dalloz, année 1901, 1^{re} partie, p. 169. "

(2) Voir plus haut.

(3) Nous devons le jugement et les explications qui vont suivre à l'obligeance de M^e Flamand.

L'ARRÊT DU 8 JUILLET 1904 OU LA DEFINITION DU « PROFIT ABUSIF »

La Cour de cassation avait dit : Il y a un bon marchandage, qui n'est pas une exploitation. N'y touchons pas. Il y a peut-être un mauvais marchandage, qui constitue une exploitation. C'est un délit. Il faut le condamner.

Mais où commence le mauvais marchandage et où finit le bon ? question délicate. La jurisprudence a erré là-dessus à travers des décisions multiples jusqu'à la découverte par les chambres réunies de ce profit abusif que la cour de Paris, nous allons le voir, va nous montrer dans toute sa nudité... de fantôme. Elle semble ne l'avoir aperçu qu'en rêve.

Comme les Cours varient dans l'appréciation du marchandage, de ses auteurs et de ses éléments !

Pour la cour de Rouen et la cour de Paris (affaire Loup), « le marchandage est délictueux, lorsque l'entrepreneur ne traite pas avec le tâcheron à un prix suffisamment élevé pour que celui-ci puisse donner à ses ouvriers un salaire moyen et ne soit pas obligé de leur

faire faire un travail en disproportion avec le salaire reçu. »

Qui déterminera ce salaire moyen, ce rapport du prix avec le travail ? Le pouvoir judiciaire, après coup et même après... expertise. M^e Flamand s'élève avec raison contre ce contrôle judiciaire du contrat de travail, contrôle d'autant plus dangereux qu'il intervient souvent longtemps après le contrat, au risque de ruiner une entreprise. Il rend les conventions incertaines et ajoute un nouvel aléa aux risques inhérents déjà à l'Industrie des travaux Publics et du Bâtiment.

Pour la Cour de Paris deuxième manière (arrêt du 8 juillet 1904) le marchandage délictueux est tout autre chose. La Cour de Paris, en 1904, s'est mise en contradiction avec la Cour de Paris 1897.

Elle a adopté le système préconisé devant elle par M^e Flamand.

La Cour de cassation toutes chambres réunies avait dit en 1901 : 1^o) Le marchandage est le délit commis par le tâcheron ; 2^o) L'entrepreneur ne peut être puni comme auteur ou co-auteur, mais seulement comme complice ; 3^o) Le marchandage délictueux consiste dans le profit *abusif* réalisé par le tâcheron.

En quoi consiste le profit du tâcheron ? Examinons d'abord ce point.

Prenons le cas d'un entrepreneur de maçonnerie qui a sous-traité une partie des travaux, par exemple le ravalement de la façade (1) de la maison à construire. Ce

(1) Le ravalement consiste dans le fait de tailler la pierre mise en place, de façon à lui donner sa forme définitive.

sous-traitant qui emploie environ autant d'ouvriers, lui compris, qu'il y a d'aplombs ou rangées verticales de fenêtres, est bien un marchandeur. Il ne fournit que son travail et celui de ses ouvriers, il n'assure tout au plus que l'outillage, et encore cela n'est pas indispensable, nécessaire au ravalement des pierres.

Considérons maintenant les bénéfices respectifs de l'entrepreneur général et du marchandeur.

Celui du premier, en tant au moins qu'entrepreneur général consistera dans la différence entre le prix du forfait convenu avec le propriétaire qui fait construire et les sommes payées à son ou à ses tâcherons (1).

Le bénéfice du marchandeur consistera dans la différence entre la somme qu'il reçoit de l'entrepreneur principal et celle qu'il paie à ses ouvriers pour leurs salaires.

Si donc le marchandeur (c'est la théorie émise par la Cour de Paris en 1904) donne peu parce qu'il a peu reçu, il est de bonne foi, il n'a pas intention de nuire. On peut lui reprocher un profit abusif.

Mais si ayant touché beaucoup, il a relativement peu donné, alors il y a mauvaise foi de sa part, profit abusif dénotant (selon la Cour de Paris deuxième manière) intention de nuire. Même s'il donne un salaire moyen, il est coupable, il y a délit.

M^e Flamand, enregistrant avec plaisir cet arrêt qui acquittait son client lequel disait n'avoir pas assez reçu pour beaucoup donner, reconnaît que si ce système est

(1) Il peut en effet, avoir sous-traité de la même façon que le ravalement, telle ou telle autre partie du travail.

plus juridique que celui de l'arrêt de la Cour de Paris de 1897, il n'est guère pratique. En effet, citons l'arrêt du 8 juillet 1904 : On verra combien il est embarrassé.

La Cour :

« Statuant sur l'appel interjeté par X. et le Ministère Public d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine en date du 29 mars 1904 qui :

1° A déclaré Y (le tâcheron) coupable d'avoir commis le délit de marchandage et X (l'entrepreneur) coupable de s'être rendu complice de ce délit.

2° A condamné Y et X chacun solidairement à 50 francs d'amende.

3° A donné acte à Y et X de ce qu'ils étaient prêts à payer la somme de 513 fr. 90 et qui les a condamnés à payer solidairement aux plaignants une somme de 77 fr. 92 à titre de restitution.

4° A condamné solidairement les mêmes à payer à chacun des plaignants une somme de 25 francs à titre de dommages-intérêts.

Considérant que X. entrepreneur général de la construction d'une maison, 18, rue Jean-Jacques Rousseau, à Ivry-sur-Seine, a sous-traité avec Y, moyennant le prix de 1 fr. 50 le mètre de légers, pour l'exécution, de tous les travaux de plâtre à effectuer, et qu'il avait été stipulé que les acomptes qui devaient être versés chaque semaine le mercredi et le samedi d'après l'avancement des travaux, seraient payés aux ouvriers, au domicile de X.

Considérant que Y a fait exécuter ces travaux par C. et autres ouvriers qu'il employait à la journée ;

Qu'il est constant que les sommes qui ont été payées par X. s'élèvent à 2.570 francs et que les ouvriers ne réclament plus que 591 francs, alors que les prévenus ne reconnaissent leur devoir que 513 fr. 90, soit une différence de 77 fr. 90.

Considérant que X est prêt à leur verser la somme de 513 fr. 90 et que le Tribunal lui a donné acte de ses offres à cet égard.

Considérant que dans l'état du débat les ouvriers prétendent dans leurs conclusions :

1° Que le contrat intervenu entre X et Y, constitue le contrat de marchandage et que ce contrat est un délit quand il renferme l'intention de nuire et qu'il a été la cause d'un préjudice.

2° Que le délit est établi définitivement au regard de Y (le tâcheron) qui n'a point interjeté appel du jugement précité et qui a traité avec X le mètre de légers (1) à un prix qui ne lui permettait pas de payer à ses ouvriers le prix convenu.

3° Que X. s'est rendu complice de ce délit, en traitant avec lui alors qu'il le savait failli et insolvable et en lui payant un prix dérisoire le mètre de légers.

Considérant tout d'abord que, s'il est vrai que Y et le ministère public vis-à-vis de ce dernier n'aient point interjeté appel du jugement du 24 mars et qu'il y a chose jugée à l'égard des sous-traitants, il appartient toutefois à la Cour, en présence de l'appel de X (l'entrepreneur), d'examiner si le contrat entre ce dernier et Y (le tâche-

(1) Les « légers » sont de menus ouvrages de plâtre tels qu'une cloison ourdie avec cette matière.

ron) est un contrat de marchandage prohibé par les deux décrets de 1848 ;

« Considérant que le premier décret n'abolit dans son article 2 que le marchandage, c'est-à-dire l'exploitation des ouvriers employés à la journée ou à l'heure par des sous-entrepreneurs et que le second décret ne punit que l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage.

« Considérant que ces décrets ne s'appliquent nullement en conséquence au traité passé entre l'entrepreneur et le sous-traitant, ni non plus au droit du tâcheron d'accepter ce sous-traité et en principe au droit des ouvriers de travailler à des conditions librement débattues avec le tâcheron ;

« Considérant dans ces circonstances que le marchandage ne peut avoir lieu que *dans les rapports des sous-traitants avec les ouvriers qu'il emploie* et que cet acte est prohibé seulement lorsque l'exploitation des ouvriers par ce moyen a consisté de la part du sous-traitant à tirer un *profit abusif* (1) du travail des ouvriers ;

« Considérant dès lors que l'entrepreneur général ne peut point être considéré comme auteur ou co-auteur du délit dont il s'agit (2).

« Considérant toutefois qu'il peut être reconnu comme complice du tâcheron en vertu de ce principe, que quand

(1) Voir l'arrêt des Chambres réunies cité plus haut. Ici la Cour de Paris va s'efforcer de définir le profit abusif. Elle n'y a guère réussi, il nous semble. Et son interprétation nous paraît fort critiquable.

(2) Sur ce point la Cour de Paris de 1904 réfute la Cour de Paris 1897 et se range à l'avis de la Cour de Cassation.

il y a délit il peut y avoir complicité dans les termes des articles 59 et 60 du C. P. et qu'il importe par suite de rechercher s'il y a marchandage prohibé de la part de Y avec ses ouvriers ;

« Considérant que le marchandage, au sens des décrets de 1848, est la convention par laquelle un sous-entrepreneur ou tâcheron embauche des ouvriers à la journée ou à l'heure, et que cette convention ne revêt un caractère illicite qu'autant que le tâcheron a abaissé abusivement le taux du salaire des ouvriers pour réaliser un profit illégitime ;

« Considérant que le tâcheron est libre de traiter avec ses ouvriers, la convention faisant la loi des parties au prix qu'il lui convient, et que le contrat par lui fait ne devient un délit que lorsqu'il y a eu exploitation de l'ouvrier par lui ;

« Considérant que d'après le texte et l'esprit du premier décret de 1848, l'*exploitation* doit, en dehors de toute participation de l'entrepreneur général *s'entendre de l'écart entre ce que le sous-entrepreneur de main-d'œuvre aura touché et ce qu'il aura versé aux ouvriers ;*

« Et qu'il y aura marchandage délictueux toutes les fois que le tâcheron, au lieu de partager dans une juste proportion avec les ouvriers la somme qu'il a reçue, en a conservé la plus grande part et fait travailler ses compagnons à l'heure ou à la journée moyennant un salaire avili ;

« Considérant, ces principes posés, que rien ne révèle dans l'espèce que Y se soit réservé un profit illégitime

et qu'au contraire il résulte des débats que les sommes qui lui étaient dues par X ont été payées pour la plus grande partie aux ouvriers auxquels il ne restait plus dû, à la fin des travaux qu'une somme de 591 francs ;

« Considérant à la vérité que cette somme ne leur a point été versée, mais qu'il est constant qu'une somme de 513 fr. 90 leur a été offerte et que la différence, à supposer qu'elle soit réellement due, ne saurait constituer à l'égard des ouvriers, pris séparément, un préjudice assez sérieux pour que le délit qui est reproché puisse être juridiquement caractérisé *quand surtout l'intention de nuire ne ressort point des faits de la cause.*

« Considérant, par conséquent, que le délit de marchandage n'existant point à l'encontre de Y., X. ne peut avoir été complice de ce délit ;

« Considérant enfin et en admettant par impossible que Y se soit rendu coupable de ladite infraction, il n'est point certain que l'état de faillite du tâcheron fût connu de (l'entrepreneur) au moment où il a traité avec lui, *mais qu'en fût-il autrement*, il ne pourrait en résulter un fait de complicité à son encontre, alors qu'il n'est point contesté que la situation des tâcherons est presque toujours modeste et qu'il n'est point établi qu'un concert frauduleux, une entente préjudiciable aux ouvriers, ait existé entre le prévenu et le sous-entrepreneur.

« Considérant d'autre part que le prix de 1.50 stipulé dans le traité n'est point un prix avili, ne pouvant permettre de donner aux ouvriers un salaire rémunérateur, et que cela est si vrai, que ces ouvriers savaient que ce

prix n'était pas celui de la série de la ville de Paris, mais un prix dont il se rapprochait (1) ; qu'il l'avaient accepté et ne se sont plaints qu'à l'audience correctionnelle de sa vilité après avoir purement et simplement réclamé devant le Conseil de Prud'hommes le solde de ce qui leur était dû.

« Par ces motifs :

« Déclare les parties civiles mal fondées en leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute ;

« Infirme le jugement dont est appel ;

« Décharge X. des condamnations tant pénales que civiles contre lui prononcées.

« Emendant et statuant à nouveau :

« Le renvoie des fins de la poursuite sans dépens.

« Condamne les parties civiles en tous les dépens de première instance et d'appel. »

Tel est cet arrêt qui sépare soigneusement, on le voit, les deux contrats dont la synthèse forme la combinaison « marchandage » et qui, au nom de la liberté du travail, les déclare libre en soi tous deux, indépendants et distincts, alors que leur amalgame prête, nous l'avons fait observer, à une tromperie, à une duperie, alors que l'un n'est souvent là que pour annuler l'autre, le rendre inefficace et inopérant (2).

(1) *sic.*

(2) M. Victor, ancien secrétaire de la Chambre syndicale ouvrière de la maçonnerie et de la pierre a signalé dans le *Travailleur du Bâtiment* de février 1909, une pratique des entrepreneurs du bâtiment qui prouve combien les deux contrats (entre l'entrepreneur et le tâcheron d'une part, entre le tâcheron et les ouvriers d'autre part) sont liés et solidaires.

« Les patrons, dit-il, remettent aux ouvriers des cartes de

Sans doute, cette théorie assimile le marchandage à une sorte d'abus de confiance, de détournement commis par le tâcheron, sorte de caissier de l'entrepreneur, à l'égard de ses frères ouvriers.

Mais elle voit difficilement l'intention de nuire et la collusion. Et le cas même d'un tâcheron failli n'est pas suffisant, selon elle, à constituer le délit, quand par ailleurs, il y a : 1° emploi d'ouvriers à la journée ; 2° tarif inférieur à la série des prix de la ville de Paris ; 3° un solde de salaires restés impayés.

Bien mieux, dans cette théorie de la Cour de Paris... deuxième manière, l'entrepreneur sera difficilement complice.

Peu importe qu'il ait employé un tâcheron failli ! il est censé ne pas le savoir... pouvait-on lui demander de se renseigner, de connaître la situation exacte de son employé, de son... caissier, de son comptable, puisque, enfin, l'arrêt assimile le tâcheron réalisant une trop grosse différence à un comptable infidèle ?

Mais à ce compte, le tâcheron est beaucoup moins coupable encore. Il peut avoir reçu de l'entrepreneur des sommes suffisantes pour payer à ses ouvriers un juste salaire. Mais il a pu aussi les dissiper, les prodiguer. Et peut-être ne connaissait-il pas bien les ouvriers qu'il employait, leur valeur !

Cet arrêt qui permet à l'entrepreneur de se désinté-

travail, comme si ces derniers étaient directement à leur service ». Ceci, pour affermir le crédit souvent illusoire du tâcheron, qui peuvent être des faillis, des hommes par conséquent d'une situation plus que modeste, irrégulière...

resser des faits et gestes du tâcheron, de sa solvabilité, de sa situation judiciaire, est vraiment gros de conséquences. Où trouvera-t-on après cet arrêt, tel du moins qu'il a été rendu (nous faisons toutes réserves sur les faits exacts) le préjudice et l'intention de nuire ?

Lorsqu'un individu affamé fouille dans la poche du passant il n'a pas précisément l'intention de nuire à sa victime, mais celle d'assouvir sa fringale (1).

Il ne serait que juste, au moins dans ce cas, d'appliquer au patron employant un tâcheron insolvable, les articles 1.382, 1.383, 1.384 du Code Civil et 1797, qui corrobore ce dernier !

Au lieu qu'avec la théorie de la Cour de Paris le patron ne sera complice et responsable que lorsqu'il aura hypothèse, absolument théorique, prêté son assistance pour faire croire aux ouvriers que si le tâcheron leur donne peu, c'est que les conditions du marché ne permettraient pas à celui-ci de donner davantage.

De sorte que l'emploi des tâcherons permettrait aux entrepreneurs, s'ils le voulaient, de tourner la loi sur les accidents du travail en employant, comme prête-nom, des tâcherons insolvable en faillite.

Ainsi seraient violés les principes élémentaires du

(1) Article 1797. L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie. Mais l'application de cet article a été refusé aux ouvriers du tâcheron qui avaient assigné l'entrepreneur principal (jugement du 20 avril 1898), *Gazette des Tribunaux* 6 mai 1898.

Code du travail en élaboration, et celui important entre tous, du risque professionnel.

Cet arrêt du 8 juillet 1904 est un des meilleurs arguments que l'on puisse invoquer en faveur d'une loi nettement prohibitive du marchandage.

LA CAMPAGNE SYNDICALE CONTRE LE MARCHANDAGE

Dès avant la loi du 21 mars 1884 qui allait donner aux ouvriers le droit syndical et développer ainsi le droit de coalition qui leur avait été accordé en 1864, les travailleurs du Bâtiment avaient commencé contre le marchandage une lutte ardente.

Une première satisfaction leur avait été donnée par ces décrets de 1848. Mais, nous l'avons constaté, ces décrets étaient restés inopérants.

Leur imprécision, leur sens douteux peut-être, peut-être aussi les événements qui se déroulèrent lors de l'année qui les vit naître, et des années qui les suivirent, firent qu'ils tombèrent promptement dans l'oubli ; à tel point qu'on put se demander plus tard s'ils n'avaient pas été abrogés par désuétude. (1)

La loi du 9 septembre 1848 qui abrogea la partie du décret du 2 mars, relative à la réduction des heures de travail, s'entendit aussi, il se peut bien, de la question

(1) Voir plus haut à ce sujet la note de M. Raoul Jay. *Revue d'Economie Politique*, 1900, p. 126.

qui nous occupe. Et on put croire qu'elle avait, par un même coup, détruit les dispositions spéciales au marchandage.

Mais si au point de vue jurisprudentiel, les ouvriers attendirent jusqu'en 1881 pour citer les marchandeurs devant les Prud'hommes, jusqu'en 1897 pour les traduire en correctionnelle, jamais dans toutes les manifestations de leur vie corporative, ils ne cessèrent de protester contre leurs agissements.

En mai 1882, car déjà les syndicats, dans le Bâtiment, existaient en fait (1), « la chambre syndicale des ouvriers menuisiers de Paris » adresse à l'administration municipale et aux patrons une demande de suppression du marchandage.

En 1884, devant la commission d'enquête parlementaire, plusieurs ouvriers se plaignent du marchandage.

(1) Voir à ce sujet l'étude de M. J. Drioux, aujourd'hui Juge d'instruction au Tribunal de la Seine. « Les coalitions d'ouvriers et de patrons de 1789 à nos jours », 1884, (étude antérieure de quelques mois à la loi du 21 mars) : « Depuis le Congrès ouvrier de Marseille de 1879, il existe une fédération générale des syndicats ouvriers, et, dans ce même Congrès, la France a été divisée en un certain nombre de régions industrielles, toutes reliées à un Comité central composé de délégués du Congrès général. »

« Voilà la situation en présence de laquelle on se trouve : des Associations syndicales existant depuis longtemps, mais forcément imparfaites : une existence de pur fait que l'on veut remplacer par une existence légale... »

Quelques unes, de ces Chambres syndicales ouvrières ou patronales ont un grand nombre d'adhérents. M. Drioux mentionne la préexistence à la loi de 84 de l'*Union syndicale ouvrière*, créée en 1872, et d'ailleurs dissoute peu de temps après, sorte de Fédération, embryon de la C. G. T. actuelle.

L'un d'eux, le citoyen Desfarges, délégué de la chambre syndicale des maçons, ouvrier-prud'homme, devenu depuis député de la Creuse et entrepreneur à son tour, réclama même l'application des décrets de 1848. Il ne fut pas écouté. Mais l'organisation des syndicats actuels avec leurs prérogatives, allait donner aux revendications ouvrières une force nouvelle. Le 26 janvier 1885, les ouvriers faisaient déposer au conseil municipal de Paris, à la séance du 26 janvier, la pétition suivante :

La Commission des ouvriers sans travail au Conseil municipal de Paris.

Au nom des Travailleurs de Paris et des corporations ouvrières représentées à la Commission des ouvriers sans travail par 80 délégués, les citoyens Boulé, tailleur de pierre, Faulquier, bijoutier en or doublé, etc. ; ont mandat de présenter et de mettre le Conseil municipal en demeure de voter toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application immédiate des revendications ci-dessous :

1^o Diminution de la journée à 8 heures de travail ;

2^o Suppression complète et absolue du marchandage (décrets des 2-21 mars 1848).

M. Vaillant, alors conseiller municipal de Paris, fut chargé de défendre la pétition devant l'Assemblée. Il présenta une proposition ainsi conçue (séance du 30 janvier 1885) :

Article 1^{er}. -- Dans tous les travaux de la ville, la journée de travail sera réduite à 8 heures, et le marchandage sera interdit conformément au décret de 1848.

Cette proposition fut renvoyée à la Commission du Travail.

Le 31 juillet 1885, M. Gernesson, au nom de cette Commission, déposa un rapport, nettement hostile au marchandage. Nous y lisons : « Le marchandage est prohibé par la loi : il n'y a qu'à en demander la rigoureuse application ; malheureusement le marchandage se fait d'une *façon si déguisée* (1), qu'il est souvent impossible d'atteindre les délinquants qui devraient être signalés à la vindicte publique. Dans les cahiers des charges de la ville, le marchandage est prohibé de la façon la plus absolue. »

Comme conclusion, le projet de délibération portait :

Article 5. — Le Conseil invite l'administration à faire exécuter rigoureusement la loi en ce qui concerne le marchandage.

Cette proposition fut mise en discussion aux séances des 2 décembre, 7, 9, 11, 15 et 16 du même mois 1885.

Le marchandage eut ses partisans et ses adversaires. Au nom de ces derniers, M. Sauton disait : « Par le marchandage, le patron n'a plus à s'occuper de ses ouvriers, il ne les connaît pas... Nous devons supprimer tout intermédiaire entre patrons et ouvriers. »

M. Davoust répliquait, reprenant l'argumentation de M. Thiers et de M. Buffet : « Si on supprime le marchandage, on supprime du même coup le travail intelligent de l'ouvrier qui est plus capable que les autres. »

Le rapport ne fut pas adopté. La discussion fut close

(1) C'est ce que nous avons fait remarquer nous-même dans notre analyse du marchandage.

par le vote d'un amendement de M. Lyon-Alemand ainsi conçu :

Le Conseil :

« Considérant que les conclusions de la Commission seraient un danger pour l'Industrie française et pour la population française qu'elle emploie...

Passe à l'ordre du jour sur les conclusions de la Commission. »

Cependant, le projet ne fut pas enterré ainsi. A la séance du 18 décembre, le Conseil municipal décidait « que le rapport de M. Cernesson serait renvoyé à la Commission du travail, afin qu'un rapport complémentaire fût fait. »

A la séance du 25 avril 1887, la question revenait sur le tapis.

M. Joffrin fut au nombre des orateurs qui s'élevèrent contre le marchandage. « Croyez-vous, dit-il, que ce n'est pas une chose inique qu'un homme qui entre dans un chantier et qui n'y apporte rien que sa surveillance, puisse prélever un salaire sur les salaires de ses camarades ? J'ai travaillé dans des ateliers où le marchandage était en vigueur, eh bien ! j'ai constaté que le marchand ou le tâcheron n'était pas toujours le plus intelligent, c'est en général le plus simple, le plus plat, celui qui sert à faire ce qu'en termes d'atelier on appelle la « casserole » du patron.

Le marchandage est plus inique que le patronat lui-même ».

Le 27 avril 1887, le Conseil municipal se prononça pour la suppression du marchandage dans l'article suivant :

« Le Conseil invite l'administration à faire exécuter la loi sur le marchandage. »

Mais un décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, annula, le 17 mars 1888, la délibération du Conseil Municipal qui, outre la suppression du marchandage, adoptait des résolutions relatives à l'application d'un salaire minimum et à la limitation du nombre des ouvriers étrangers.

Aucun des considérants ne visait le marchandage mais les termes du décret d'annulation étaient généraux et frappaient, dans son ensemble, la délibération du 27 avril, jugée illégale.

Une nouvelle délibération du 31 mars 1880, vint, néanmoins, confirmer la précédente. M. Sauton, au cours de cette dernière séance, s'autorisa du silence du décret d'annulation sur la question du marchandage pour sommer le Conseil d'Etat de s'expliquer clairement. Ou disait l'orateur, la suppression du marchandage votée par le Conseil Municipal sera respectée, ce qui constituera une contradiction avec le décret du 17 mars, annulant, dans son entier, la délibération du 27 avril ; ou la suppression du marchandage sera formellement annulée et alors le décret se mettra en opposition avec les décrets-lois de mars 1848.

Sur ces observations, le Conseil Municipal vota la délibération suivante :

« Le Conseil,

Considérant que l'intermédiaire entre les entrepreneurs et les ouvriers de marchandeurs ou tâcherons a pour résultat la mauvaise exécution des travaux, qu'il importe

que les rapports entre patrons et ouvriers soient directs, de façon qu'aucun prélèvement ne puisse être fait sur les salaires des ouvriers au profit de qui que ce soit, vu le décret-loi encore en vigueur du 2 mars 1848 qui porte : « L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs au marchandage est abolie. »

Délibère :

Article unique. — Dans les cahiers des charges des travaux exécutés pour le compte de la ville de Paris, il sera ajouté un article additionnel ainsi conçu :

« L'adjudicataire doit occuper à son compte personnel les ouvriers employés dans les travaux présentement soumissionnés. L'emploi de tâcheron ou marchandeur est formellement interdit.

Toute infraction à cette clause entraînera de plein droit la déchéance de l'adjudicataire, et l'administration fera exécuter les travaux, soit par la voie d'une nouvelle adjudication, soit par tout autre moyen et à tout prix, le tout aux frais et risques et périls de l'adjudicataire déchu. »

Sur ces entrefaites le ministre Floquet succéda au ministre Tirard. Les dispositions de l'administration s'en trouvèrent modifiées.

Le Gouvernement et la Commission du travail du Conseil municipal entrèrent en pourparlers.

Le 2 mai 1881, le Conseil municipal prenait la délibération suivante qu'approuvait cette fois l'autorité administrative :

« Le Conseil.

Vu le rapport de la Commission du Travail faisant

connaître les termes de l'accord établi avec l'administration au sujet des conditions du travail.

Délibère.

Article 1^{er}. — Les conditions du travail des ouvriers seront réglées de la manière suivante dans les cahiers des charges servant de base aux adjudications de la ville de Paris. L'emploi de sous-entrepreneurs tâcherons ou marchandeurs est formellement interdit.

Les ouvriers employés aux travaux de la ville devront être occupés pour le compte direct de l'adjudicataire...

Cette prohibition du marchandage fut renouvelée, bientôt après, à l'occasion des travaux de la Bourse du commerce, lors de la séance du 20 juillet 1881.

Le Conseil d'Etat qui avait jugé illégales deux des conditions du travail imposées par la ville à ses entrepreneurs, la réduction à 9 heures de la journée de travail, et l'application d'un tarif minimum de salaires, avait paru reconnaître que la clause portant interdiction du marchandage n'avait, en soi, rien d'illégal, puisqu'il n'en avait rien dit, craignant sans doute de se mettre en opposition avec les décrets de 1848. Quant au préfet de la Seine et au ministre de l'Intérieur, animés alors de sentiments très favorables aux revendications ouvrières, ils avaient validé le vote sur ce point, du Conseil municipal. Si le Conseil d'Etat, dans son décret d'annulation, avait visé le marchandage en même temps que les autres résolutions adoptées au cours de la séance du 27 avril, ils n'auraient pu prendre cette attitude.

La prohibition du marchandage dans les chantiers de la ville de Paris était donc un fait acquis.

Mais a-t-elle été observée ? Non certes. Déjà en 1898, dans son intéressante thèse sur le marchandage dans le Bâtiment, M. Brodu écrivait à propos de l'article 9 du cahier des charges de l'Exposition de 1900 qui stipulait l'interdiction du marchandage (1). « Il est permis de penser que cette interdiction ne sera guère mieux observée sur les chantiers de la future Exposition qu'elle ne semble l'avoir été jusqu'ici sur les chantiers (2) de la

(1) Les cahiers des charges de grands services publics, comme les Ponts et chaussées, ou des grandes compagnies, chemins de fer et autres, contiennent également une interdiction du marchandage. L'administration (c. f. décrets de 1899 relatifs aux clauses des marchés de l'Etat) se réserve bien d'autoriser les sous-traités, mais elle rend l'entrepreneur responsable.

(2) La lettre suivante adressée au Préfet de la Seine et affichée sur les murs de Paris en fait foi.

Monsieur le Préfet,

« Malgré les décrets des 2 et 31 mars 1848, portant interdiction du marchandage, malgré le cahier des charges de la Ville de Paris et du département de la Seine renouvelant cette interdiction, le marchandage sévit plus que jamais dans les différents travaux de l'administration.

« Pourquoi les divers services auxquels ces travaux se rattachent laissent-ils ces pratiques se continuer ? Est-ce par indifférence, par négligence ? N'est-ce pas plutôt par complicité ?

« Quoi qu'il en soit, c'est un fait que le tâcheron règne en maître sur presque tous les travaux de constructions administratives. Aussi nous nous permettons de vous signaler quelques infractions entre toutes :

« 1^o Construction de la nouvelle Ecole des Arts et Métiers, boulevard de l'Hôpital. Le ravalement est marchandé par le tâcheron X, la taille de la pierre par le tâcheron Y.

« 2^o Différents groupes scolaires, rue de Tolbiac. Le tâcheron X fait la taille de la pierre.

« 3^o Au groupe scolaire de la rue Lacordaire (15^e arrondisse-

ville de Paris. Et les syndicats n'ont cessé de s'éle-

ment), une soi-disant association ouvrière, association sans doute subventionnée, dans tous les cas privilégiée au point de vue adjudication, n'a pas hésité, tant la confiance en l'inertie de l'administration est grande, à sous-traiter sa taille de pierre à un tâcheron.

« Nous venons donc, au nom de la Chambre syndicale des tailleurs de pierre et ravaleurs du département de la Seine, protester contre cet état de choses.

« Non seulement le marchandage porte atteinte à notre corporation, mais il est gravement préjudiciable aux intérêts des contribuables ; sa conséquence naturelle fatale, c'est le sabotage des travaux avec le manque de sécurité qu'il entraîne.

« Le sabotage est d'ailleurs la seule raison d'être, la condition même d'existence du tâcheron.

« Cette situation ne peut durer, elle a déjà trop duré. Dans notre intérêt professionnel, comme dans l'intérêt des contribuables, nous sommes résolus à faire l'action nécessaire pour y mettre fin, si votre administration ne croit pas devoir faire respecter ses conventions.

Le Secrétaire,

TRIOULEYRE, du Syndicat des tailleurs de pierres
et ravaleurs.

(*Humanité* du 30 juin 1911).

Le 11 juillet 1911, M. Jean Varenne, conseiller municipal, posait à nouveau la question à l'Hôtel-de-Ville dans les termes suivants :

JEAN VARENNE. — Messieurs, la proposition que j'ai l'honneur de déposer vise une question d'actualité. Vous le savez, les ouvriers du bâtiment de l'industrie privée engagent en ce moment la lutte pour la suppression du tâcheronat qui sévit actuellement, malgré la protestation ancienne et continuelle des ouvriers.

Je ne veux pas rappeler longuement ici tous les arguments contre le travail à la tâche, condamné depuis longtemps par la classe ouvrière, par les hygiénistes, les médecins. Ouvriers ou savants se sont élevés contre cette exploitation du travail ; l'expérience leur ayant démontré qu'elle était une des causes de la surproduction et qu'elle engendrait trop souvent une dégradation morale et physique de l'ouvrier.

Le tâcheronat a pour conséquence directe deux maux, qui

ver, en effet, contre la violation du cahier des charges.

peuvent porter une atteinte grave à toute société organisée : le chômage, avec son cortège de souffrances et de misères, et le surmenage, qui paralyse l'énergie et qui détruit la santé de l'ouvrier.

Le tâcheronat a été condamné formellement par les décrets de 1848. Il n'en a pas moins continué à exercer ses ravages.

Un grand nombre d'ouvriers du bâtiment travaillant pour le compte d'adjudicataires de la Ville m'ont signalé à maintes reprises que des travaux de la ville sont sous-traités. Et le contrôle de l'administration chargée de faire respecter le cahier des charges est souvent trompé, grâce à un stratagème déjà connu, employé par les adjudicataires.

Le tâcheron est inscrit sur les rôles de paie de l'entreprise comme chef de chantier pour la spécialité, et si le sous-traitant a en cours des travaux pour plusieurs entrepreneurs, on l'indique alors comme étant chargé d'une surveillance journalière de quelques heures.

Grâce à ce système, le contrôle de l'administration est illusoire et celle-ci, si bien intentionnée soit-elle, se trouve dans l'impossibilité de faire la preuve qu'il y a un sous-traitant.

Il nous faut donc donner des armes nouvelles à l'administration pour assurer le respect du cahier des charges et pour supprimer le plus possible dans les travaux de la ville cette forme de travail condamnée, je le répète, par les médecins, les hygiénistes, les ouvriers et par le Conseil municipal lui-même.

C'est pour ces raisons, messieurs, que je dépose la proposition suivante :

« Le Conseil,

« Délibère :

« Décide d'introduire dans le cahier des charges général de la ville un nouvel article ainsi conçu : « Nul adjudicataire des travaux de la ville ne pourra, en aucun cas prendre un chef de chantier ou un contremaître ayant exercé pour son compte le marchandage depuis moins de trois ans. »

Sur la demande du citoyen Varenne, le renvoi de sa proposition à la commission et à l'administration a été adopté.

(Humanité du 11 juillet 1911).

LES GRIEFS CONTRE LE MARCHANDAGE

Quels griefs les syndicats ouvriers organisés depuis la loi de 1884 font-ils au marchandage ? Nous allons les examiner un à un, d'après les publications et organes syndicalistes mêmes, nous réservant toutefois d'opposer à certains de ces griefs les objections qui s'imposent pour n'en retenir que ce qui nous paraîtra vrai (1).

(1) A ce sujet, on nous permettra d'exprimer ici notre surprise en ce qui concerne la documentation de la Fédération du Bâtiment et du syndicat de la Maçonnerie-Pierre. Cette Fédération et ce syndicat pourtant des plus riches, n'ont à leur disposition qu'une bibliothèque rudimentaire, faite de quelques brochures comme celle intitulée « Sus à la pieuvre tâcheronale » et de collections de journaux corporatifs. Aucun ouvrage de fonds, aucune revue. On paraît ignorer, dans ces syndicats, les économistes qui se trouvent de l'autre côté de la barricade. On ne connaît même pas les sociologues intermédiaires. Seuls, les *annuaires* sont vraiment rédigés dans un esprit critique, exempt de polémique pure.

En revanche, on y subventionne des œuvres comme le *Sou du Soldat*, à tendances nettement antimilitaristes.

Quelle différence avec la documentation des *Trades-Union* et même des syndicats allemands, ceux-ci laissant à la *Social Democrat Fédération* et à la *Social Démocratie* le soin de traiter des questions politiques.

Les syndicats reprochent au marchandage

1° de constituer une *exploitation de l'ouvrier*.

Ce grief est celui-là même que le socialisme élève contre le courtage (et nous avons vu que le tâcheron est un courtier de main-d'œuvre). Le marchandeur est un intermédiaire qui retient sur le salaire promis par le patron un bénéfice qui ne correspond à rien et qui est prélevé uniquement sur la main-d'œuvre, sur le travail. Le produit de son travail devrait aller tout entier à l'ouvrier (1), tel est le raisonnement syndicaliste.

Voici comment les syndicats exposent la façon dont le marchandeur « exploite » l'ouvrier :

« Quand un entrepreneur se dispose à construire un immeuble, il mande ses tâcherons. Il en convoque un grand nombre de toutes les spécialités : les *tâcherons-briqueteurs*, les *ferrailleurs*, (*monteurs-levageurs*), les *scieurs de pierre*, les *tailleurs de pierre*, les *bardeurs*, les *plâtriers-maçons*, les *parqueteurs*, les *poseurs de menuiserie*, les *poseurs de lambourdes*, les *ravaleurs*, les *carreleurs* et, au besoin, les *sculpteurs*.

Chacun des tâcherons, les plans à la main, « fait son prix », celui dont les prétentions sont les plus modestes obtient la commande pour sa spécialité. Par le jeu de la

(1) Il y a là la même erreur que celle qui consiste à reprocher à l'entrepreneur son profit. Le tâcheron a, lui aussi, un travail de direction qui mérite salaire. Et il est responsable de ses malfaçons vis-à-vis de l'entrepreneur qui peut l'obliger à recommencer le travail à ses frais ou à subir un rabais, responsabilité d'ailleurs tout à fait distincte de celle que la loi (art. 1799 du c. civ.) fait peser sur l'entrepreneur. Une fois les travaux acceptés et payés, le tâcheron cesse d'en être responsable.

concurrence qu'ils se font, les tâcherons consentent à d'énormes rabais.

Le sous-entrepreneur forme ses équipes, choisissant les ouvriers les plus robustes, les plus actifs, les mieux entraînés, écartant impitoyablement les autres et voici « l'exploitation » qui apparaît.

L'entrepreneur s'est arrangé pour ne donner au tâcheron que la somme à peu près strictement nécessaire pour payer la main-d'œuvre, 20.000 francs par exemple.

Le tâcheron, au lieu de distribuer cette somme intégralement, pourtant fixée par l'entrepreneur au plus juste prix prélèvera sur ses 20.000 francs son profit personnel. Il rognera, à son tour, le plus possible sur le prix de la main-d'œuvre accordé à forfait par l'entrepreneur.

Et si, le fait se produit assez souvent, ce premier tâcheron sous-traite le marché à un second, le second à un troisième, etc., chacun prélevant, à tour de rôle, son profit sur les 20.000 francs alloués par l'entrepreneur pour la rémunération de la main-d'œuvre on voit ce qui restera à celle-ci, au bout de ces marchandages successifs.

En réalité, disent les adversaires du marchandage, le tâcheron est un adjudicataire de main-d'œuvre au rabais.

L'entrepreneur s'adresse à plusieurs tâcherons et ne traite qu'avec celui qui lui offre de la main-d'œuvre qu'il lui apporte le prix le plus bas. Et c'est toute l'opération que définit admirablement le mot marchandage.

Or, le sous-entrepreneur ne fait entreprise que de main-d'œuvre. Il sera donc amené à prendre pour

1.000 francs, par exemple, une main-d'œuvre qui en vaut 1.200 ou 1.300.

Comment fera-t-il, dans ces conditions, pour « s'y retrouver » car il lui faut assurer un double bénéfice, d'abord celui de l'entrepreneur, soit 200 ou 300 francs, soit la différence entre la valeur réelle de la main-d'œuvre et le prix que l'entrepreneur en a donné, après marchandage, ensuite son propre bénéfice, à lui tâcheron et courtier.

Où prendra-t-il ces deux bénéfices ? Qui fera les frais du premier d'abord ?

L'ouvrier.

Qui fera les frais du second ?

L'ouvrier encore.

Et au cas où ce dernier serait, néanmoins, bien payé, il ne le serait qu'en apparence car on lui imposerait un travail intensif, un surmenage considérable, doublant ou triplant la valeur moyenne et la somme de la journée de travail.

2°) Les syndicats reprochent au marchandage de favoriser, tout au moins par la surproduction, le *chômage* et l'*avilissement des salaires*.

Il est un fait reconnu de tous qui détruirait, en effet, la force de ce premier argument (qui consiste à dire que le marchandeur rogne sur les salaires) c'est précisément la supériorité de la moyenne des salaires chez les ouvriers des tâcherons.

Il n'en était pas ainsi, sans doute en 1848, à l'époque où Louis Blanc montrait le marchandage abaissant les salaires « au niveau marqué par la faim ». Et jusqu'à

ces derniers temps les tâcherons s'appliquèrent à réduire les salaires, en s'entendant entre eux.

En 1882, les salaires de la *Série centrale*, établie entre architectes et entrepreneurs parisiens, étaient fixés à 1 fr. 20 l'heure pour les ravaleurs. En 1906, les tâcherons étaient parvenus à faire tomber ce taux à 0 fr. 90, l'ouvrier subissait une diminution de 3 francs par jour.

Le prix de série de 1882 était, pour les tailleurs de pierre, de 7 fr. 50 le mètre-carré de pierre tendre. Les tâcherons le firent baisser à 3 fr. 50 en 1906.

Mais aujourd'hui c'est le contraire. Le tâcheron paie généralement ses hommes, mieux que l'entrepreneur ordinaire. (Déclaration de M. Triouleyre, secrétaire de la chambre syndicale des tailleurs de pierre et ravaleurs. *Humanité* du 8 juillet 1911). Le secrétaire de la chambre syndicale de la maçonnerie et de la pierre proprement dite, avait écrit de même dans l'*Humanité* du 16 janvier 1909 que « le tâcheron attire les ouvriers par le vin qu'il leur offre et surtout le sou ou les deux sous qu'il donne de plus que le patron ». Dans d'autres articles du même journal (13 et 14 janvier 1909) le même fait était constaté.

Enfin, dans la publication de l'*Office du Travail* (les associations Professionnelles. Tome IV, Bâtiment) on cite également des cas où les ouvriers employés par les tâcherons gagnent des journées supérieures.

Mais il n'y a là, répondent les ouvriers, qu'une apparence. Qu'importe que l'ouvrier du tâcheron reçoive de sa journée un prix double de celui de ses camarades, employés chez l'entrepreneur, si dans cette même journée il

fournit un travail trois fois, quatre fois plus considérable. Il y aura, de ce fait, avilissement réel de la moyenne des salaires et par l'emploi d'ouvriers robustes et sélectionnés misère générale, chômage pour la masse (1).

Cet avilissement réel des salaires moyens qui est le résultat de la pratique des tâcherons, a été exposé par M. J. Péricat, secrétaire de la Fédération du Bâtiment. Dans un article théorème l'auteur blâme les ouvriers travaillant au service des tâcherons. Et il blâme surtout ceux qui travaillent à la journée, fournissant ainsi un labeur beaucoup plus intensif. Il leur montre que la surproduction dont il se font ainsi les « complices » a pour conséquence, le chômage de leurs camarades.

« Quand nous préconisons la diminution des heures de travail, quand nous exigeons l'application absolue du repos hebdomadaire, nous apportons différents arguments ; un des principaux est sinon la disparition du chômage, du moins sa diminution dans la plus grande proportion possible.

« En effet, à côté de la diminution des heures de travail nous avons préconisé aussi la diminution de la production, et j'ose dire qu'à mon point de vue c'est vers cette propagande que doivent se porter nos efforts, c'est vers cette action que nous devons porter notre énergie.

« Je sais bien que depuis la grève de 1906 nous avons obtenu en ce sens des résultats appréciables, mais néan-

(1) M. Raoul Jay a fait cette démonstration dans l'étude que nous avons déjà citée et que signale en note l'exposé des motifs du projet Viviani. Voir également l'ouvrage de M. Ferrette sur la législation du travail.

moins il est absolument nécessaire que nous en obtenions encore de plus considérables et surtout de plus généraux car il faut malheureusement le reconnaître, beaucoup de camarade ont lutté, luttent pour l'augmentation de salaire, mais non pour la diminution de la production.

« Et cela principalement dans les chantiers de tâche. Je dis principalement dans les chantiers de tâche, parce que ce fait se produit quelquefois à la journée, mais néanmoins il est incontestable que les ouvriers tâcherons qui travaillaient avant la grève chez les différents tâcherons de Paris et du département de la Seine sont restés dans ces mêmes maisons et continuent à produire dans les mêmes conditions qu'auparavant, ce qui fait qu'à l'heure actuelle les tâcherons au lieu de disparaître augmentent de jour en jour (ils pullulent) alors que si réellement l'action syndicale avait eu une portée tangible sur les ouvriers tâcherons, un résultat réel dans leurs chantiers, nous n'aurions plus à discuter sur leur compte, puisqu'ils auraient complètement disparu.

« Selon moi, l'augmentation de salaire n'est qu'une question d'ordre secondaire, elle est subordonnée à d'autres revendications. Lorsqu'un camarade qui travaille à tâche cherche à nous démontrer qu'il fait du bon travail syndical, parce que du moins s'il produit beaucoup il est par contre payé davantage, on peut, on doit lui répondre qu'il se trompe, et on doit surtout chercher à le lui prouver.

« Pour mon compte l'argumentation qui devrait prévaloir est la suivante :

« Tu touches un salaire supérieur, c'est entendu, mais le supplément de salaire on te le donne en récompense du supplément de travail que tu as fourni ; tu es inconscient, parce que ce supplément de travail et de salaire, c'est la part qui devrait revenir à un camarade qui chôme. Cependant ce chômeur a des enfants qui ont faim et qui souffrent. Produis moins ! Le camarade aura du travail et ses enfants auront du pain.

« Tu es un exploiteur au même titre que ton tâcheron, parce que pour produire davantage tu exploites la force de production de ton camarade garçon qui, soit par bêtise, soit par nécessité t'aide à faire de la surproduction.

« En réalité si tu gagnes 9 francs par jour à tâche et ton garçon 6 fr. 50, tu produis une somme de travail se rapportant au carré T et si tu examines avec moi le cas d'un camarade travaillant à la journée à raison de 8 frs 50 par jour et son garçon 6 francs, sa production équivaldra au carré J.

Le carré T est payé $9 \text{ fr.} + 6 \text{ fr. } 50 = 15 \text{ fr. } 50$.

Le carré J est payé $8 \text{ fr. } 50 + 6 \text{ fr.} = 14 \text{ fr. } 50$.

Tu vois que le carré T est plus du double grand que le carré J et que par conséquent l'ouvrier à la journée aura produit une somme de travail équivalente au carré T ; il aura gagné $8 \text{ fr. } 50 + 6 \text{ fr.} = 14 \text{ fr. } 50 \times 2 + 29 \text{ francs}$. Son travail vaudra donc $29 \text{ fr.} - 15 \text{ fr. } 50 = 11 \text{ fr. } 50$ de plus que le tien.

Donc, je résume, du côté tâcheron, carré T, il y a : surproduction, avilissement de la valeur travail, chômage pour les camarades.

Du côté ouvrier à la journée, carré J, il y a : dimi-

nution de la production, augmentation de la valeur travail, diminution du chômage.

Donc, action syndicale nulle, ce qui fait que l'augmentation de salaire ainsi comprise est néfaste au Syndicat.

Or, il faut dire que tant que l'unification des salaires n'existera pas, il y aura conflit entre les individus suivant les différentes catégories de salaires et à cause même de ces différences de salaires, car pour que la valeur du travail à salaire élevé ne diminue pas, il ne faut pas qu'il soit exécuté par des camarades à salaire inférieur, car alors il y a forcément dépréciation de la valeur travail.

Par la différence des salaires, le patronat entretient parmi nous un antagonisme continu. Cet antagonisme est maintenu par la majorité des salariés eux-mêmes qui gardent jalousement contre les autres salariés les avantages pécuniaires et moraux qu'ils ont conquis.

RAYMOND PÉRICAT,

*Secrétaire de la 16^e section de la
Maçonnerie-Pierre de la Seine (1).*

A la démonstration de M. Péricat, il convient d'ajouter celle de M. J. Baconnat qui écrit au sujet de la situation faite aux forgerons d'art par le marchandage.

« Le salaire normal d'un forgeron d'art ou de grande forge est de 0 fr. 90 à 1 franc de l'heure, le prix offert généreusement et trop souvent accepté varie entre 0 fr. 75 et 0 fr. 80 ; la différence est sensible.

(1) *Le Travailleur du Bâtiment* ; 15 octobre 1907.

« Les forgerons d'art sont relativement peu nombreux dans le département de la Seine, donc il leur est très facile de se syndiquer afin de s'entendre pour ne plus prêter leurs bras à des prix dérisoires (il y a toutefois des exceptions) pour un travail dans lequel il faut autant de goût et de finesse d'exécution que de résistance musculaire, ce qui nécessite une alimentation soignée.

« Ce sont surtout les façonniers ou marchandeurs patentés qui sont la cause de l'avilissement du salaire du forgeron.

« Leur marotte est d'arracher à n'importe quel prix et en deuxième, troisième et même quatrième main les travaux de fer forgé que les grandes maisons de serrurerie et charpente sont bien aises de leur donner, attendu qu'elles en tirent toujours un beau bénéfice sans y avoir touché. (Dans un article ultérieur, nous reviendrons sur la façon dont les travaux, ainsi traités, sont exécutés.)

« Il répugne très souvent aux forgerons de métier de travailler pour ces marchandeurs insatiables (l'on n'en fait jamais assez) et comme ils n'en trouvent pas toujours, ils prennent un compagnon serrurier, un inconscient quelconque qui, tout heureux de gagner 1 ou 2 sous de plus de l'heure (c'est-à-dire 0 fr. 75 ou 0 fr. 80, jamais plus) s'en tire tant bien que mal (c'est du sabotage patronal). Ça ne fait rien, une fois le travail monté sur des tréteaux, l'on bouche les trous avec des kilos de mastic, de plomb ou d'étain, on donne une couche de minium, la farce est jouée, le client volé.

« Seulement pendant ce temps, le forgeron a été réduit

au chômage, parce qu'il n'a pas voulu travailler à un prix dérisoire ayant conscience de sa valeur technique et ne voulant pas surproduire (1). »

Comment procède, en effet le tâcheron ? Nous avons vu qu'il formait ses équipes des ouvriers les plus robustes, les mieux entraînés, laissant les autres sur le pavé.

Voici le détail des moyens qu'il emploie pour réaliser le maximum de bénéfices et assurer sur ses chantiers (2) un travail si intensif, si rapide qu'il puisse, à la fin, « s'y retrouver » et sans oublier un bon bénéfice personnel, assurer celui de l'entrepreneur qui ne l'emploie pas sans motifs, confiant en son expérience des ouvriers.

« Il choisit les ouvriers les plus jeunes qu'il pourra rencontrer et cela pour deux raisons : d'abord parce que les hommes très jeunes (dix-sept à vingt-cinq ans), remplis d'ardeur, peuvent fournir des efforts soutenus, ensuite parce qu'ils se laissent plus facilement circonvenir que des hommes expérimentés. Dans les équipes, dans les coteries, on dissémine des ouvriers connus pour exécuter rapidement la besogne — au détriment toujours de la solidité des ouvrages — on leur attribue secrètement un salaire plus élevé que celui de leurs compagnons : ce

(1) *Travailleur du Bâtiment* ; 13 juillet 1907.

(2) Au sujet du travail intensif dont se plaignent les syndicats nous ferons remarquer ceci : la durée légale de la journée de travail est de 12 heures (décret du 9 septembre 1848 précisément). Or, dans les industries du Bâtiment, la journée est de 10 heures en moyenne. Les couvreurs ne font que 9 heures en été et 8 heures en hiver. Et parallèlement à la suppression du marchandage, les syndicats réclament la journée de 9 heures.

sont les forts à bras, les entraîneurs chargés de provoquer l'émulation du commun. La production de ces entraîneurs sert de base de comparaison : tout compagnon qui n'abat pas en sa journée une tâche égale à la leur *reçoit son sac* », il est renvoyé à la fin du jour. Mais, pour travailler si activement, il faut boire, beaucoup boire : « Plus on boit, plus on travaille » ; aussi, dans chaque chantier, l'entraîneur fait le prêt deux fois par jour, à midi et le soir. L'on comprendra facilement qu'avec cette manière de faire, il ne reste rien chaque jour au malheureux travailleur. Si l'on ajoute que de nombreux tâcherons sont encore cabaretiers, logeurs, nourrisseurs, et n'embauchent que des ouvriers logeant dans leurs maisons, y prenant leurs repas, s'y alcoolisant abondamment, ainsi, par l'alcoolisation et le travail intensif... d'autrui, le tâcheron s'achemine rapidement vers la fortune. Aussi les organisations ouvrières du Bâtiment luttent-elles avec énergie et ténacité pour arracher les travailleurs à l'exploitation des tâcherons, en essayant de leur inspirer l'horreur de l'alcoolisme. Des résultats notables ont été obtenus ; mais, soutenus et encouragés par le gros patronat, les tâcherons, depuis quelque temps, font leur réapparition sur les chantiers. Il faut espérer que les travailleurs du Bâtiment, par une organisation toujours plus forte et plus puissante, sauront exterminer la pieuvre tâcheronnale (1). »

Cet article fait apparaître deux nouveaux maux que les syndicats reprochent au marchandage :

(1) *Travailleur du Bâtiment*, 1^{er} février 1911.

3° *Les malfaçons ;*

4° *L'alcoolisme ;*

3° *Les syndicats reprochent au marchandage de provoquer les malfaçons, le sabotage patronal.*

Stimulés, disent-ils par le tâcheron, alcoolisés même, les ouvriers du marchandeur vont trop vite en besogne. C'est sur les chantiers des tâcherons que les accidents, affirment-ils, sont le plus nombreux. Un travail exigeant six semaines, est abattu en quatre. Ce sera tant de gagné pour le marchandeur qui n'aura point à payer la différence de salaires résultant de cette différence de temps. C'est ainsi que le tâcheron « s'y retrouve ». Mais la solidité de la bâtisse, du pont, du tunnel en souffrira.

Un ouvrage exigeait-il six *assises* pour que la sécurité en fût parfaite, on n'en aura mis que trois.

Telles pierres devaient-elles être placées sur leur *lit de carrière*, on les aura disposées dans un autre sens.

L'économie de temps aura entraîné avec elle une économie de matériaux. Telle pierre de qualité supérieure aura été remplacée par une pierre, d'aspect analogue, mais de solidité beaucoup moindre ; nouveau profit. C'est ce que les syndicats appellent le *camouflage*.

Un article du *Travailleur du Bâtiment* prétend nous révéler l'étendue de ce sabotage.

« Nous disons, nous, que les responsables de tous ces accidents sont les entrepreneurs et leurs tâcherons ; c'est la course aux rabais, ce qui veut dire course à la mort ; c'est l'appât du gain : c'est la surproduction. L'emploi de ciment armé dans la construction nécessite l'emploi de matières de bonne qualité qui, au dosage par mètre

cube, y compris sable, gravillons et ciment doit atteindre un poids minimum de 400 kilogrammes et être entièrement préparé à la main. Tandis que dans la plupart des entreprises actuelles, l'on n'emploie que des matières de mauvaise qualité et faites au manéxeure, actionné par une machine, et noyé d'eau, et par mètre cube un poids maximum de 150 kilos de ciment.

« Le pilonage exige une connaissance professionnelle très approfondie, ce dont MM. les entrepreneurs se moquent un peu, attendu qu'ils emploient pour exécuter ce genre de travail des aides qui ignorent le premier mot du métier, pas trop exigeants sur le salaire. La ferraille n'est plus placée dans les règlements ; les ligatures ne figurent que sur les devis ou cahiers des charges ; ce qu'il importe, c'est de faire vite ; tant pis pour les victimes ; l'assurance n'est-elle pas là. Des sanctions s'imposent contre de tels crimes, mais le gouvernement n'en a cure ; s'il avait réellement le souci de la classe qui produit, peine et souffre, les grands saboteurs patronaux n'auraient déjà plus envie de recommencer.

« Hier, nous n'avions que deux blessés ; aujourd'hui, nous en avons quinze et six morts ; demain... c'est l'inconnu.

Il est grand temps qu'une surveillance effective soit faite autour de ces entreprises ; que les règlements soient appliqués ; que les tâcherons qui, sous le masque de chef de chantier, n'ont d'autre but que de faire surproduire, sans aucun autre souci de la solidité des travaux, ni de la vie des travailleurs, soient mis dans l'impossibilité de continuer ce sabotage, qui met en danger la vie

de milliers d'êtres humains. En Angleterre, les délégués des organisations ouvrières surveillent les exécutions de ces travaux ; il suffirait qu'en France, les organisations syndicales aient les mêmes droits, alors là nous n'aurions pas à regretter des morts, et tout le monde, propriétaires et travailleurs, y trouveraient leur compte ; ce serait la fin des compromissions et des pots-de-vin, ainsi que du tâcheronat, parasites, buveurs de sang (1). »

A la vérité, ce second grief ne nous paraît pas sérieux. La responsabilité décennale très lourde qui pèse sur l'entrepreneur, la surveillance et le contrôle constant des ingénieurs de l'Etat ou de la Ville, ou des inspecteurs que les compagnies concessionnaires adjoignent aux entrepreneurs adjudicataires sont, à notre avis, des garanties assez sérieuses. Et ce souci de la chose publique que manifestent les syndicats ouvriers nous paraît quelque peu intéressé.

Mais ils reprochent aussi au marchandage de favoriser

4° *L'alcoolisme.*

Nous venons de voir que pour stimuler le zèle de leurs ouvriers, les tâcherons leur donnent des rations de vin, d'alcool.

Cela est vrai et on ne saurait trop s'élever contre cette pratique qui épuise rapidement les ouvriers.

Mais il y a plus triste encore :

Dans certaines villes, il est d'usage de payer les ouvriers avec des jetons.

(1) Article de M. Moussy. Le Travailleur du Bâtiment 13 septembre 1908.

Quand ceux-ci veulent transformer cette monnaie en monnaie réelle il faut qu'ils aillent dans le cabaret tenu par le tâcheron, transformé en marchand de vin et liqueurs et qu'ils lui achètent une consommation souvent douteuse : trois-six, absinthe.

L'alcoolisme est rendu ainsi absolument obligatoire.

Cet usage, heureusement, n'est pas général.

5° Un cinquième grief des syndicats contre le marchandage consiste dans *l'insolvabilité des tâcherons*.

Nous nous sommes, au point de vue juridique, longuement étendu, sur ce point, et nous avons montré combien il était facile aux tâcherons de duper leurs ouvriers et difficile à ceux-ci, en vertu de l'adage *res inter alios acta* de se faire rendre justice.

Les marchandeurs qui font faillite, qui « lèvent le pied » laissant leurs ouvriers employés, sont, hélas ! fort nombreux. Dernièrement encore en juillet 1911, la chambre syndicale des Briqueteurs affichait sur les murs de Paris le nom de deux tâcherons qui avaient fui, enlevant à leurs ouvriers plusieurs milliers de francs de salaires.

D'autre part, nous l'avons vu, l'interprétation des décrets de 1848 ne laisse guère, en ce moment, depuis surtout l'arrêt de 1904 d'espoir aux ouvriers.

Mais, à notre avis, le grief fondamental qu'on peut faire au tâcheronat et que des patrons aussi autorisés que M. Villemin ont dénoncé, est de favoriser la *fièvre d'adjudications* dont se plaignaient déjà les ouvriers en 1848 et qui n'a fait que croître, depuis, occasionnant ces crises incessantes dont souffre l'industrie du Bâtiment et qui sont dues en partie à :

6° *La spéculation*, le mal le plus grand peut-être qu'engendre le tâcheronat.

Dans les *Etudes professionnelles*, organe de la chambre syndicale patronale de la Maçonnerie, M. Villemin, Président de cette chambre et du syndicat général de garantie du Bâtiment a écrit, à ce sujet, ces lignes courageuses et définitives :

Le tâcheronat est une des principales causes de la crise que subit notre industrie. Il a, en effet permis « à certains entrepreneurs d'exécuter beaucoup plus de travaux « qu'ils n'auraient pu en traiter s'ils avaient dû effectivement s'en occuper et diriger en personne leurs chantiers. »

« Grâce aux tâcherons, d'ingénieurs spéculateurs, entrepreneurs seulement de nom, n'ayant ni compétence technique, ni personnel, ni organisation, enlevaient des affaires à des prix rémunérateurs pour eux « qui n'avaient aucuns frais généraux, et qui se souciaient « peu de la qualité du travail fourni par leur marchand, mais qui auraient été ruineux pour des confrères « consciencieux. »

« Il est contre le tâcheronat un autre motif qu'on ne saurait contester, c'est qu'il a toujours empêché la stabilité des salaires pendant l'exécution des travaux. En effet, chaque fois que les prix ont été fixés et que les entrepreneurs ont passé des marchés en se basant sur lesdits salaires, les tâcherons les ont aussitôt surélevés d'un dixième environ et cette majoration a été immédiatement réclamée par les ouvriers non employés par les tâcherons troublant ainsi les prévisions faites au moment de la

conclusion des marchés au grand dommage des entrepreneurs. Cette surélévation des prix est inéluctable pour les tâcherons ; sans elle, il ne pourraient accaparer les ouvriers les plus forts et les plus habiles au détriment des entrepreneurs qui ne sous-traitant pas leurs travaux, ne trouvent à embaucher que des ouvriers moins robustes et moins capables, auxquels ils sont contraints, par l'égalité des prix imposés par les ouvriers dans chaque spécialité, de payer un salaire supérieur au rendement de leur travail.

« Non seulement le tâcheronat dans la maçonnerie, empêche la stabilité des salaires, mais il a causé les différences considérables des prix payés aux diverses spécialités.

« La première spécialité tâcheronnée a été le ravalement et les prix payés aux ravaleurs sont les plus élevés de la maçonnerie, soit en prenant les prix payés jusqu'en 1909, l'heure. 1 30

La 2^e : taille de pierre, l'heure 0 95

La 3^e : briquetage, l'heure 0 95

La 4^e : plâtrerie, l'heure 0 90

La 5^e : limousinerie, l'heure 0 70

« Il est impossible de dire que ces différences de prix sont motivées par des valeurs et des capacités professionnelles moindres dans une spécialité que dans l'autre.

« Aucun de ces graves inconvénients n'était du reste méconnu des entrepreneurs de maçonnerie, et si un certain nombre d'entre eux se résignaient à recourir aux tâcherons, c'est parce que ce mode de travail paraissait seul pouvoir assurer l'équivalence du travail au salaire :

du moment que le contrat collectif permet d'atteindre directement ce résultat, le tâcheron n'avait plus aucune raison de subsister (1). »

On ne saurait mieux préciser qu'en ces lignes le grief que patrons et ouvriers, on le voit, s'accordent à reprocher au marchandage. Cette spéculation qui s'opère au grand préjudice des entrepreneurs consciencieux, vraiment du métier, du Bâtiment comme on dit, par le moyen des tâcherons.

C'est là, certes, un argument contre le marchandage qui compense, et de beaucoup, celui que ses partisans ont toujours invoqué en faveur de son maintien : l'accès au patronat, le tâcheron étant le degré intermédiaire qui permet à l'ouvrier de s'élever jusqu'au rang d'entrepreneur. Le marchandage, c'est M. Villemin qui nous le dit, fait surtout l'affaire des spéculateurs de l'entreprise, ne sortant pas du métier « sans compétence technique et n'ayant d'entrepreneur que le nom ».

M. Villemin — il convenait que le représentant le plus autorisé du patronat du Bâtiment le déclarât — reconnaît que la spéculation qui s'est exercée sur le monde de l'entreprise par le moyen du marchandage, a troublé le jeu naturel des grandes lois économiques.

Trop de travaux ont été adjugés à la fois, au hasard, au même entrepreneur, servi par des nuées de tâcherons. La loi de l'offre et de la demande a cessé de jouer. On a trop bâti, on bâtit trop encore. On spéculé trop sur les terrains et sur les entreprises. Cette pléthore de travaux

(1) *Etudes professionnelles*, octobre 1909.

exécutés en même temps, d'un seul coup, dans la capitale, coïncidant avec la construction du métropolitain, puis du Nord-Sud, au lendemain presque de l'exposition de 1900, a introduit cet élément de désordre et d'anarchie qui du côté patronal est une cause de ruines, du côté ouvrier une cause d'exaspération et de misère : l'incertitude.

Cette situation a abouti logiquement, rationnellement peut-on dire, à la grève d'abord, au lock-out ensuite, par suite du flux et du reflux de la loi de l'offre et de la demande, troublée par la venue subite dans la capitale de milliers de maçons et de terrassiers, attirés par l'appât du gain, souvent illusoire en raison de la cherté de la vie et des séductions de la cité parisienne (1).

Ces ouvriers venus du Limousin, d'Auvergne, de Bretagne, d'Italie, de tous les points de la province et de l'étranger se sont encore malgré la multiplicité des travaux, trouvés en surabondance sur le marché de la main-d'œuvre. Il y a eu des à-coups incessants. La tactique syndicale s'est employée à y parer.

Or, c'est à ce moment que le tâcheron pullule. Il apparaît aux heures de crise où le petit et moyen entrepreneur manquent de capitaux, où il ne peut lutter contre ses grands confrères qui, d'ailleurs, eux aussi, pour accroître leur champ d'action et de travaux, ont recours à lui.

Le malaise augmente. Les syndicats veulent rétablir à

(1) Ces réflexions nous ont été suggérées par M. S. entrepreneur de travaux publics (Nord-Sud) lors du lock-out du Métropolitain en 1908.

leur profit le jeu de la loi de l'offre et de la demande, troublée par la surabondance de bras, nous l'avons dit et en raison surtout de ce fait que les tâcherons écartent de leurs chantiers la multitude des ouvriers insuffisamment robustes ou habiles, pour n'utiliser que les meilleurs, poussés, eux, à la surproduction.

Alors les syndicats mettent en honneur, pour obvier au chômage, habilement entretenu par les patrons, secondés par les tâcherons, divers modes de diminution de la production.

C'est d'abord la *grève perlée*, préconisée par M. Victor, qui consiste à si bien « polir » et « finir » le travail qu'il ne finisse jamais, la *grève-tampon* qui consiste à mettre tour à tour à l'interdit, à l'index, les chantiers de l'Entreprise, de telle sorte que la loi de l'offre et de la demande joue au profit des ouvriers et que le nombre des bras offerts ne soit jamais en surabondance, que la main-d'œuvre se retire d'elle-même et se « fasse prier », qu'il y ait toujours sur les chantiers un vide volontaire.

Dans la *Voix du Peuple* du 23 février 1908, M. Victor, secrétaire du Syndicat ouvrier, reconnaissait que la tactique de la grève par chantiers avait pleinement réussi et il la rappelait à nouveau :

« Une équipe d'un chantier réclamait, tous étaient débauchés ; ceux qui venaient ensuite faisaient la même réclamation et plus souvent avaient le même sort que leurs devanciers et cela jusqu'à se renouveler cinq et six fois et même plus. Vous me direz : que perdait le patron ? Il changeait de personnel et c'est tout ; si ce n'était que cela nous n'aurions rien obtenu, mais comme la récla-

mation se faisait à la première heure, c'était la journée qu'il fallait payer, ou si la paie ne se faisait à ce moment, les ouvriers attendaient le soir et travaillaient juste pour dire ; ce qu'ils faisaient pouvait-il porter profit à l'employeur, je n'ai pas à l'examiner, et comme les us et coutumes comportent trois heures de grève payées à chaque embauche, cela faisait je suppose, sur un chantier de 10 compagnons et de 10 garçons, les sommes suivantes :

10 compagnons à 3 heures = 30 heures à 0 fr. 80 = 24 francs.

10 garçons à 3 heures . . = 30 heures à 0 fr. 50 = 15 francs.

En tout 24 francs + 15 francs = 39 francs, ajoutez à cela la non production et par suite manque de bénéfice. A ce train l'entrepreneur arrivait de « bonne grâce » à consentir au bout de quelques jours à l'augmentation demandée.

Un autre stratège de la C. G. T. M. Pouget exposait ainsi les résultats obtenus qu'il convient d'opposer à la méthode des tâcherons développant, ainsi que nous l'avons vu, la surproduction.

Dans le bâtiment, les résultats n'en sont pas moins appréciables : les tailleurs de pierre qui avaient 75 centimes de l'heure ont obtenu 85 et même 90 centimes. Les ouvriers du ravalement ont obtenu neuf heures au lieu de dix et même salaire (12 francs). Les maçons limousinants, qui avaient 0 fr. 60 à 0. fr. 65, ont monté au minimum de 0 fr. 70 et la majorité à 0 fr. 75 de l'heure. Les maçons-plâtriers touchaient de 0 fr. 75 à 0 fr. 80, et de façon générale, ils ont un sou d'augmen-

tation par heure, allant même jusqu'à 0 fr. 95. Les « garçons » de ces corporations ont tous obtenu une augmentation oscillant entre 0 fr. 05 et 0 fr. 10 ; ceux qui avaient 0 fr. 45 sont passés à 0 fr. 50 et 0 fr. 55 ; ceux de 0 fr. 50 à 0 fr. 55. En outre, le repos hebdomadaire, de façon générale, a été obtenu, et ce, avant la mise en vigueur de la loi.

Mais outre ces satisfactions matérielles, il y a pour le bâtiment d'autres observations à noter : avant le mouvement de mai, sur les chantiers, les ouvriers se modelaient sur le « bûcheur » : celui-là était l'entraîneur qui poussait à « abattre ». Aujourd'hui, c'est le contraire : on se modèle sur celui qui travaille le plus lentement, c'est lui qui est l'entraîneur, si on peut s'exprimer ainsi. La conséquence est que, pour les entrepreneurs, il y a diminution de rendement d'environ 20 à 25 %. Outre cela, il y a désormais, chez les ouvriers du bâtiment, un élan syndical superbe. »

LA CRISE DU BATIMENT DE 1908-1909.

La diminution, le ralentissement de la production, seul moyen d'obvier au chômage, de faire obstacle au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande qui eût laissé sur les chantiers parisiens trop de bras inoccupés, contraints de s'offrir à vil prix et d'abaisser le niveau des salaires ou du moins de l'empêcher de s'élever en proportion de l'augmentation générale du coût de la vie, tel est, en effet, le but énergiquement poursuivi (1).

Pour l'atteindre, il fallait abattre les tâcherons sur les chantiers desquels sévit la surproduction, le travail intensif. Nous allons voir que c'est la suppression du mar-

(1) Voici ce que gagnaient et ce que gagnent les ouvriers parisiens de diverses catégories du Bâtiment, d'après l'*Humanité* du 11 Janvier 1911 (article de L. Boneff).

	1898	1911
	—	—
Menuisiers, par heure.	0,70	0,80
Serruriers, »	0,70	0,80
Terrassiers, »	0,45 à 0,50	0,80
Peintres, »	0,80	0,85

D'après ces chiffres, l'augmentation moyenne des salaires aurait été égale à un cinquième environ. Dans le même temps les

chandage qui fera l'objet de la première discussion entre ouvriers et patrons, lors des pourparlers qui seront entamés pour mettre fin à une crise dont de part et d'autre on souffrait et à l'état de guerre ainsi dépeint par l'annuaire de 1910 de la Fédération du Bâtiment :

« A Paris, profitant de l'abondance momentanée des travaux, les maçons résolurent de faire une chasse éner-

denrées alimentaires s'élevaient aux taux suivants, dernièrement encore dépassés.

	En 1905	En 1911
<i>Pain</i> . . . les 2 kil.	70 cent.	85 cent.
<i>Viande</i> { Bœuf (pot-au-feu).		
La livre	70 cent.	95 cent.
Veau »	1 10	1 50
<i>Pommes de terre</i> (qualité ordinaire), pommes rouges. Le kil . . .	» 15	» 25
<i>Lait</i> ordinaire. Le litre	» 20	» 30
<i>Café</i> . . . Les 500 gr.	1 60	2 »
<i>Vin rouge</i> ord. Le litre.	» 20	» 55

Les chiffres indiqués par M. Boneff sont rigoureusement exacts en ce qui concerne les salaires.

Pour les denrées alimentaires, ils s'appliquent aux produits de moyenne ou dernière qualité. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les 2 kilos de pain se vendent 90 et non 85 centimes. Le lait se vend couramment 30 centimes le litre. Il faut tenir compte aussi de la progression constante du prix des loyers dû précisément en partie à la spéculation tant sur les terrains que sur les entreprises, que favorise le marchandage. De 1898 à 1911, le prix des loyers a augmenté d'au moins 25 0/0.

Fin août dernier, des troubles ont eu lieu dans la région du Nord : notamment à Douai, Valenciennes, Roubaix, Tourcoing,

gique aux Tâcherons, des délégations volontaires s'improvisent et en deux jours font vider la moitié des chantiers de tâche » (1).

Dunkerque, St-Quentin, etc., pour protester contre la cherté croissante des denrées. Les boutiques des bouchers, boulangers, épiciers de la région, ont été mises à sac par les ménagères révoltées, demandant la diminution du prix de la viande, du pain, du beurre, des œufs et du lait. A Douai les boulangers ont refusé d'abaisser le prix du pain au-dessous de 1 fr. 03 les 3 kilogr. (D'après *Paris-Journal* du 1^{er} Sept. 1911).

(1) C'est ce qu'on appelle, en argot syndical, la chasse aux renards, (le renard est le second degré du compagnonnage). A ce propos, il convient de citer l'opinion de Louis Blanc, le père du Décret de 48, sur la pratique analogue du *picketting* dont il avait été le témoin en 1861, en Angleterre, où il avait été chercher un refuge, après l'insurrection de juin et les poursuites dirigées contre lui.

Louis Blanc dans une de ces *Lettres sur l'Angleterre* dont la collection a été publiée en 1866, écrivait alors :

« Toutefois, la vérité défend de taire que les coalitions, dans l'esprit des ouvriers anglais, s'associent en général, à une pratique qui nuit à leur cause, parce qu'elle la rabaisse. Vous savez que dans une armée, on appelle *piquets* un certain nombre de cavaliers ou de fantassins toujours prêts à marcher au premier ordre ; et bien, les ouvriers associés pour une grève, en Angleterre, ont eut aussi leurs piquets, dont la mission est d'aller rôder dans le voisinage des lieux où s'exécutent les travaux frappés d'interdit, et de veiller à ce que cet interdit ait son plein effet. Il en résulte, que ceux qui sont surpris travaillant, lorsque la suspension des travaux se trouve avoir été décidée courent risque d'être insultés ou maltraités, tristes désordres, qui bien que partiels, ont cela de fâcheux que les travailleurs du peuple après les avoir exagérés outre mesure en prennent avantage pour crier à la violation de la liberté individuelle et à l'oppression.

Que voulez-vous, tel est le sentiment d'antagonisme nourri par l'opposition des intérêts, que les ouvriers d'une même profession, quand ils se coalisent contre les entrepreneurs se con-

Cette lutte contre le tâcheronats est encouragée par les journaux syndicalistes. Les extraits suivants en font foi.

« *L'Humanité* » du 17 décembre 1907 :

L'Agitation dans la Maçonnerie.

Au chantier de M. X. rue de la Paix, où opère le tâcheron Y. les garçons maçons, au nombre d'une vingtaine, *conscients de la nouvelle tactique syndicale*, baissèrent la production et réclamèrent 75 centimes de l'heure. Compagnons et garçons furent réglés.

Ils invitent les camarades qui les remplaceront à bien se pénétrer que la suppression des tâcherons est à l'ordre du jour de la Chambre syndicale de la Maçonnerie.

« *L'Humanité* » du 20 décembre 1907 :

Dans la Maçonnerie.

En conformité des décisions prises par la Chambre syndicale de la Maçonnerie et de la pierre le 24 décembre, les garçons-maçons travaillant sur le chantier de M. X. pour les tâcherons Y. et Z. rue Raynouard, *ont complètement supprimé la surproduction.*

Les tâcherons, devant cette tactique pour eux intenable, ont congédié garçons et compagnons.

sidèrent comme une armée, se croient en droit d'appliquer à à ceux de leur classe qui se séparent de la cause commune, le principe qui dans une armée, autorise la violation de la liberté individuelle des déserteurs. »

Louis Blanc constatait, d'ailleurs, que ces violences étaient rares en Angleterre seul pays du monde, disait-il, où les ouvriers en grève ne songent pas à troubler la paix publique. Paroles contre lesquelles, malheureusement, s'est inscrite en faux la récente grève des dockers.

Avis à ceux qui iraient les remplacer de continuer le mouvement avec énergie. Tous les marchands de soupe doivent être supprimés.

La *Voix du Peuple* du 15 novembre 1907.

Les camarades maçons occupés par MM. X. et Z. entrepreneurs, rue du Rocher, » s'étant rendus tous solidaires, invitent les camarades qui les remplaceront à ne pas se faire les complices du pseudo-tâcheron, marchand de soupe. (1) Ils rappellent qu'à ce chantier la tâche dite « banale » a été combattue avec énergie. Aux camarades qui continueront les travaux, à se faire payer *les prix suivants obtenus sans surproduction* : compagnons 0 fr. 95 l'heure ; garçons 0 fr. 70.

Mais la campagne contre le marchandage en général (tâcheronat proprement dit, tâche banale et travail aux pièces) ne reste pas confinée à Paris. Elle s'étend au cours des années 1908-1909 à toute la France et revêt partout une grande intensité, occasionnant des grèves, des bagarres, des *lock-out* et se terminant souvent par des contrats collectifs qui, malheureusement, sont bientôt violés tant d'un côté que de l'autre.

Cette campagne est dirigée par la *Fédération du Bâtiment* qui n'a cessé, depuis sa constitution, décidée le 1^{er} avril 1907, lors du Congrès de Paris, par les diverses corporations faisant partie de cette Industrie, d'organiser la résistance au marchandage.

(1) Les syndicats reprochent, en effet, aux tâcherons, de tenir cantine, soit par eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de leurs femmes et d'y absorber ainsi leurs salaires. Mais il ne tiendrait qu'aux ouvriers d'éviter ces débits et les autres.

Voici l'article 3 des statuts de cette Fédération :

« Le but de la Fédération est d'arriver à constituer le travail libre, affranchi de toute exploitation capitaliste, par la socialisation des moyens de production, au bénéfice exclusif des producteurs et collaborateurs des richesses nationales. Dans l'action journalière, elle se donne pour but : 1° de représenter et de défendre les organisations adhérentes dans toutes les questions ayant un caractère d'intérêt général ; de resserrer étroitement les liens de solidarité et unir dans un seul bloc tous les travailleurs de l'Industrie du Bâtiment, sans distinction de sexe ni de nationalité ; 2° organiser partout où il sera possible, des Syndicats de métier, ou des Syndicats d'industrie ; 3° de *lutter pour la suppression du marchandage et du travail aux pièces* ; 4° de poursuivre la diminution des heures de travail par tous les moyens en son pouvoir ; 5° empêcher l'avitissement des salaires par la fixation d'un minimum établi d'après les besoins de la vie locale (1). »

Du Congrès de Saint-Etienne (1908) au Congrès d'Orléans (1909) l'histoire de cette Fédération n'est qu'une longue suite de grèves, plus ou moins heureuses, parfois sanglantes comme celle de Draveil-Vigneux et où la suppression du marchandage figure comme une revendication essentielle, parallèlement à la journée de neuf heures qui n'est qu'un corollaire, puisque les tâcherons ont

(1) Dès les deux premiers mois de sa fondation, la nouvelle Fédération pouvait établir (1^{er} juin 1907) un bilan de 1,438 francs de recettes. Son avoir net se chiffrait par 943 francs. Son organe le *Travailleur du Bâtiment*, dont le 1^{er} numéro parut le 15 Mai 1907 fut tiré à 15,000 exemplaires dont 13,000 souscrits et payés d'avance pour le 2^e numéro.

tendance à augmenter soit la durée soit l'intensité de la journée de travail (1).

A Grenoble la convention suivante intervenait, en octobre 1908, entre les patrons et la chambre syndicale des ouvriers-sculpteurs et mouleurs.

« 1° La durée maximum de la journée de travail est de dix heures. Elle devra finir, soit en hiver, soit en été, à sept heures du soir ;

2° Le tarif minimum de l'heure des ouvriers mouleurs, poseurs et estampeurs, ne sera pas au-dessous de soixante centimes. Pour les réparateurs, soixante-dix centimes ; pour les modeleurs, quatre-vingts centimes. Toutefois, il sera fait une distinction pour tout ouvrier sortant d'apprentissage ou dont la capacité ne sera pas suffisamment reconnue par le patron pour avoir droit au maximum comme salaire. Il recevra un salaire basé sur une entente entre le Syndicat, l'intéressé et le patron.

3° Il sera fait une augmentation de vingt-cinq pour cent pour les heures supplémentaires ; pour les heures de nuit, cette augmentation sera de cinquante pour cent ; ces heures partent de dix heures du soir à cinq heures du matin. Les heures du dimanche seront comptées comme heures supplémentaires. Il ne sera compté comme heures supplémentaires que les heures dépassant la cent-vingtième, excepté toutefois celles du dimanche qui seront toujours comptées comme heures supplémentaires.

4° Les patrons s'engagent à ne pas donner sous aucun

(1) La réduction à neuf heures de la journée de travail est surtout un usage pour les syndicats comme un moyen de remédier au chômage.

prétexte, du travail à un tâcheron. Les ouvriers de leur côté s'engagent à n'accepter aucun travail d'un tâcheron.

5° Le travail aux pièces sera toléré et le prix sera tranché entre le patron, l'ouvrier d'une Commission d'atelier composée selon la valeur du travail et prise parmi les ouvriers compétents à ce travail. »

Un peu avant, à Evian-les-Bains, un contrat collectif signé entre les patrons-plâtriers-peintres et le syndicat ouvrier, avait aboli le travail aux pièces et le marchandage (juillet 1908).

A Nantes, les granitiers luttèrent 70 jours, la même année, pour arracher à leurs patrons la suppression du marchandage et une augmentation de 8 0/0.

A Oullins, les tailleurs de pierre et carriers faisaient grève pendant 40 jours pour obtenir la suppression du travail aux pièces et une augmentation. Ils triomphèrent.

A Ancy-le-Franc, les tailleurs de pierre qui avaient demandé la suppression du travail à la tâche et la journée de 10 heures, obtinrent d'importantes concessions. Quelque temps après cette transaction, un tâcheron qui voulait imposer 12 heures et avait renvoyé, de ce chef, trois ouvriers dut réintégrer ceux-ci.

Signalons enfin, au cours de cette année 1908, les lock-out de Marseille, de Rodez, d'Albi et de Brive, par lesquels les patrons répondirent aux revendications de leurs ouvriers réclamant l'abolition du travail aux pièces.

Notons que le congrès de la Fédération du Bâtiment tenu à Orléans, le 31 mars 1909, adopta la notion suivante, analogue à celle votée, un an plus tôt par le Congrès de Saint-Etienne.

« Le Congrès déclare que le marchandage et le travail aux pièces constituent *des modes de travail inconciliables avec les courtes journées* et donne mandat au Comité Fédéral d'en poursuivre la disparition, seul moyen de réaliser la réduction des heures de travail ».

Le Congrès de Lyon, tenu les 11 et 12 avril 1909, décidait, à son tour :

« Le Congrès chargera la Ligue d'action du Bâtiment de la région Lyonnaise de veiller à ce que dans toutes les corporations, le nécessaire soit fait pour la suppression complète du marchandage et du travail aux pièces ».

A Marseille, l'*Union du Bâtiment* dont les assises eurent lieu les 30, 31 mai et 1^{er} juin et où 21 organisations de la région étaient représentées, votait une résolution analogue.

« Le Congrès décide d'inviter les organisations de la région à s'entendre et s'organiser sérieusement, afin d'être prêtes pour que la suppression du marchandage et des travaux aux pièces soient un fait accompli le 1^{er} avril 1910. »

LE MARCHANDAGE A PARIS ET DANS LA BANLIEUE PARISIENNE

Mais nulle part, au cours de ces années de crise 1908-1909, la lutte contre le marchandage ne fut plus vive qu'à Paris et dans la banlieue parisienne.

Le 1^{er} mai 1908, les terrassiers et débardeurs des sablières de Draveil-Vigneux et Villeneuve-le-Roi formulèrent deux revendications principales : une augmentation de salaires et la suppression du travail à la tâche. Ils se mirent en grève.

Le patronat, à la suite de violences et d'atteintes à la liberté du travail, fit appel au gouvernement qui envoya les gendarmes, puis la troupe.

Le 2 juin, à la salle Ranque, un premier incident entre les grévistes et la gendarmerie se produisait. Un jeune homme, presque un enfant, Geobelina, fut tué.

Le syndicat local fit appel au concours de la Fédération du Bâtiment qui répondit aux menaces de poursuites par la menace d'une grève générale de 24 heures.

Le 27 juillet, une dizaine de grévistes ayant été arrêtés la Fédération lança un manifeste dont nous extrayons le passage suivant qui allait provoquer une émeute :

« Les travailleurs de toutes les corporations du Bâtiment doivent abandonner le travail mercredi soir pour ne le reprendre que vendredi matin et se rendre à la manifestation qui aura lieu le jeudi, 30 juillet, à deux heures de l'après-midi, à Draveil-Vigneux.

La Fédération compte sur la discipline de tous pour donner à cette manifestation le caractère qu'elle comporte.

Vive la solidarité ouvrière !

Le bureau de la Fédération :

Rousselot, Péricat, Clément. Suivaient les noms de toutes les organisations parisiennes du Bâtiment.

Plus de 10.000 terrassiers ou maçons répondirent à cet appel et, en long cortège, se dirigèrent sur Ville-neuve-Saint-Georges, tournant ainsi le dos aux Sablières où 13.000 hommes de troupes étaient rassemblés.

Les manifestants ne gardèrent pas tous le calme qui eût évité la collision prochaine. Quelques-uns lancèrent des pierres sur la troupe où invectivèrent les officiers postés là par devoir. Alors commença une véritable scène de guerre civile. Les dragons dégainèrent et sabre au clair chargèrent contre les manifestants.

De part et d'autre il y eut des morts et des blessés.

La C. G. T. décréta, à la suite de ces pénibles événements, la grève générale pour le lundi 3 août.

Le Ministère Clémenceau craignant de nouveaux troubles fit arrêter 11 militants ou secrétaires des Fédérations affiliées à la C. G. T. Les trois membres du Bureau de la Fédération du Bâtiment, MM. Rousselot, Péricat et Clément s'étaient réfugiés en Belgique pour échapper

aux mandats d'amener décernés contre eux. Ils revinrent, lorsque, le mouvement de révolte calmé, leurs camarades de la C. G. T. furent relâchés.

Que restait-il de ces journées mémorables ? L'organisation fédérale était toujours debout, aussi puissante, aussi disciplinée, aussi résolue que la veille, groupée autour de ses chefs.

Des augmentations de salaires avaient été accordées et les ouvriers, en outre, avaient obtenu la suppression des débits de boissons tenus par des tâcherons ou chefs de chantiers, l'entretien de l'outillage aux frais des patrons, des mesures d'hygiène et de sécurité.

Mais une des luttes les plus longues, quoiqu'heureusement moins terrible, soutenue par les corporations du Bâtiment contre les tâcherons est celle qui se termina par la suppression du marchandage, obtenue de leurs patrons mêmes, par les carriers-plâtriers des environs de Paris.

Aux portes de la capitale, dans la Seine et la Seine-et-Oise, ces ouvriers travaillaient, pour le compte de tâcherons, dans des conditions particulièrement défavorables.

Leur situation était celle-ci, d'après les dires des syndicats ouvriers, d'ailleurs exacts en grande partie, d'après l'enquête personnelle que nous avons faite.

Des salaires variant dans chaque usine (voir plus haut, à ce sujet, les déclarations de M. Villemin)...

Dans la plupart de ces usines, la paie s'opérant sous forme de jetons, jetons qui n'étaient valables qu'à la cantine, tenue en sous-main par un tâcheron au service du patron. (Ce dernier reprenait, de la sorte, sous forme

de consommations, les paiements qu'il avait effectués. Et l'ouvrier voyait ses salaires absorbés en liqueurs ou en une nourriture douteuses)...

Un couchage rudimentaire et assuré également par des « bons », donnant à l'ouvrier le droit de dormir sur les fours avec pour oreiller la pierre, recouverte d'un sac...

La grève éclata le 21 avril 1908, d'abord à Argenteuil et à Sonnois. Elle englobait 1.000 carriers. Elle gagna rapidement Cormeille, Enghien, Villiers-Adam, Taverny, Livry, Neuilly-Plaisance.

Dans les communes de Seine-et-Oise elle dura respectivement :

A Cormeille 33 jours ;

A Argenteuil 31 ;

A Livry et Neuilly 20 ;

A Montmagny 21 ;

A Villiers-Adam 16.

Elle avait fini par entraîner plus de 5.000 ouvriers.

Le Bâtiment tout entier l'avait encouragée. Le syndicat de la Maçonnerie-Pierre de Paris s'était engagé à verser à la caisse de chômage 1.000 francs par semaine.

Une autre grève importante fut celle des briquetiers-potiers (1909) qui arrêta le travail à Belleville, Villejuif, Kremlin-Bicêtre, Fresnes, Chevilly, Bourg-la-Reine, Bagneux, Vannes, Malakoff, Issy-les-Moulineaux, Montreuil.

Elle se termina par une augmentation de salaire de 0 fr. 10 et la suppression des tâcherons acceptée par les deux chambres syndicales patronales, *la Céramique Parisienne* et *l'Union des Fournisseurs du Bâtiment*.

LE LOCK-OUT DE LA MAÇONNERIE A PARIS LE CONTRAT COLLECTIF DE 1909 ET LE MARCHANDAGE

A Paris même, la crise n'avait cessé de se faire sentir durant ces trois années 1907-1908-1909.

La grève était en permanence et il suffisait de passer devant les chantiers de construction pour s'apercevoir que les syndicats y avaient installé le régime du *farniente*, la grève en travaillant.

Dès octobre 1907 nombre d'entrepreneurs de maçonnerie furent d'avis qu'il était préférable de fermer les chantiers que de tolérer plus longtemps l'état d'anarchie qui y régnait : grève-tampon, grève-perlée, sabotage du travail et du temps de travail, désertion des chantiers à la neuvième heure, chasse aux renards (toujours ouverte disaient les organes syndicalistes), boycottage des chantiers de tâcherons ou des entrepreneurs employant de ces derniers.

Toutefois, avant d'en venir à cette extrémité, la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie décida de faire auprès de la chambre ouvrière une tentative

pour assurer le travail et le rendement normaux sur les chantiers.

Le 17 janvier 1908, son assemblée générale résolut d'entrer en pourparlers avec les ouvriers.

L'assemblée générale nomma une commission investie des pouvoirs les plus étendus, laquelle se mit aussitôt en rapports avec les syndicats ouvriers de la maçonnerie pierre et parties similaires, des briqueteurs, jointoyeurs et aides, et des Ravaleurs.

Ces trois syndicats répondirent à la convocation qui leur fut adressée.

Les séances des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers eurent lieu les 10, 17, 24, 27 et 29 février et les 7, 9, 15 et 20 mars 1908.

La commission patronale était présidée par M. Villemin, les commissions ouvrières le furent successivement par MM. Victor, Raynaud, Triouleyre, secrétaires des trois syndicats convoqués.

La première réunion des commissions patronale et ouvrière instituées eut lieu le 10 février au siège des chambres syndicales, 3, rue de Lutèce.

La première discussion n'aboutit à aucun résultat, la délégation ouvrière n'étant pas mandatée de l'assemblée générale des ouvriers.

Ce n'est que le 24 février qu'elle se présenta, régulièrement investie d'un mandat. Mais ce mandat était impératif et la commission ouvrière ne pouvait transiger sans en avoir référé à une assemblée plénière. Aucune entente n'intervint, dans ces conditions.

Le 20 mars, les pourparlers furent définitivement rompus.

Dès le 17, les entrepreneurs assemblés rue de Lutèce, avaient voté, dans une réunion mouvementée dont nous fûmes le témoin, la fermeture générale de leurs chantiers pour la date du 5 avril, si leurs propositions n'étaient pas acceptées (1).

Le principal point du désaccord, dont la conséquence allait être la réalisation de l'ultimatum patronal ainsi posé, avait porté sur la durée de la journée de travail, intimement liée à la question des tâcherons-surproducteurs.

La délégation patronale offrait :

Durée de la journée :

10 heures de mars à octobre inclus.

9 heures en février et novembre.

8 heures en janvier et décembre (2).

Les ouvriers exigeaient neuf heures durant tout le cours de l'année.

Salaires :

Quant aux salaires, le désaccord portait sur des différences de cinq à dix centimes de l'heure.

Le 20 mars, le directeur du cabinet du Ministre du travail (M. Viviani) qui était alors M. Paul Boncour,

(1) C'était là, en quelque sorte un *ultimatum* dont l'usage doit être blâmé lorsque des pourparlers sont ou doivent être engagés, en vue d'un *modus vivendi*.

(2) Les patrons justifiaient leur intransigeance par ce motif que leur industrie est une industrie saisonnière, sujette aux intempéries qui paralysent le travail.

devenu depuis Ministre du Travail lui-même (1), convoquait pour l'après-midi M. Villemin au nom de son chef hiérarchique. Et il proposait l'arbitrage de ce dernier.

M. Villemin répondit qu'il n'avait pas mandat de ses collègues pour accepter ces bons offices. Dans une affiche « A nos ouvriers » les membres de la Chambre syndicale de la rue de Lutèce qui avaient mis à exécution leur menace de lock-out déclaraient qu'ils étaient résolus à maintenir comme des principes intangibles les clauses suivantes :

1° Augmentation de salaires de 20 0/0 sur ceux de la grève de 1906 ;

2° 52 jours de repos par an fixés d'avance ;

3° 10 heures de travail pendant les huit mois de la belle saison, neuf heures en novembre et février, huit heures en décembre et janvier ;

4° Détermination de la quantité de travail devant correspondre aux salaires (2) ;

5° Aucune différence sur les chantiers entre syndiqués et non-syndiqués ;

6° Trois heures de grève accordées au compagnon le jour de l'embauchage pour apporter des outils et amener un garçon ;

7° Maintien de la tâche banale ;

8° Respect des us et coutumes de la corporation non-contraires aux conditions ci-dessus.

(1) On doit à M. Paul Boncour un intéressant ouvrage sur le Fédéralisme économique où l'auteur manifeste son espoir dans l'avenir du contrat collectif.

(2) Ceci pour mettre fin à la « Grève des bras croisés ».

Enfin l'affiche patronale prenait l'engagement suivant, au nom de la chambre syndicale des entrepreneurs :
« Le prix de l'heure et toutes autres conditions ci-dessus devront être imposés au tâcheron par les entrepreneurs. »

Cette stipulation de l'entrepreneur pour l'ouvrier du tâcheron était une adhésion à notre thèse, à savoir que l'entrepreneur ne saurait se désintéresser des faits et gestes de son tâcheron et qu'il doit veiller à ce que ce dernier n'abuse point de ses ouvriers.

De plus, elle montrait par là-même que le principal obstacle à l'amélioration du sort des ouvriers maçons, était le tâcheron qui leur imposait, exception faite d'un gain supérieur apparent, non général d'ailleurs, des conditions de travail quasi-tyranniques.

L'affiche se terminait ainsi :

« Nous faisons encore appel à la bonne foi des ouvriers pour reconnaître avec nous qu'il est impossible de supporter plus longtemps le sabotage pratiqué depuis deux ans dans nos chantiers.

Nous les informons donc que les chantiers leur seront ouverts aux conditions ci-dessus indiquées.

Si le nombre des ouvriers voulant travailler était insuffisant pour assurer la marche normale des chantiers, nous nous verrions, à notre grand regret, obligés de fermer ceux-ci pour un temps indéterminé.

Pour la chambre syndicale.

Le Président :

A. VILLEMEN.

On le voit, si l'affiche promettait au nom des entre-

preneurs, que ~~celle~~ ci tiendraient la main à ce que leurs tâcherons respectassent, dans l'avenir, les clauses ainsi stipulées, elle ne contenait aucune renonciation des patrons au marchandage. Elle ne disait point que les tâcherons seraient congédiés ou qu'il n'en serait plus fait emploi désormais.

Or, cette question de la suppression des tâcherons tenait plus que toutes les autres, en somme, au cœur des ouvriers, parce que ces derniers voyaient dans ces intermédiaires la cause de tous les maux : avilissement des salaires, surmenage, surproduction, exclusion des syndiqués, conditions de travail despotiques et vexatoires.

La Chambre syndicale ouvrière répondit à la Chambre patronale par l'affiche suivante :

A MM. NOS PATRONS

« La Chambre syndicale de la Maçonnerie de la Pierre et parties similaires du département de la Seine ayant décidé que, dans l'intérêt de tous, il y avait lieu de faire cesser la situation qui durait depuis trop longtemps et qui, tout en nous accablant sous le labeur, ne laissait chez nous que la misère, parce que l'ouvrier était ravalé au rôle de brute et le mieux considéré était le mieux doué, qui produisait sans tenir compte de sa surproduction, semait la misère et la mort, et que trop de malheureux en étaient victimes, les salaires n'avaient de fixe que la quantité de travail sur le marché, et la volonté patronale faisait la hausse et la baisse, tout à sa guise, c'est à ce temps que Messieurs nos patrons s'efforcent à nous ramener.

« Pourtant ils ont bien soin de dire que les salaires qu'ils consentent sont en augmentation de 20 0/0 sur les salaires payés en 1906. Voici les prix payés en 1906 et mentionnés à la série de la ville de Paris et ci-joints les prix offerts et la constatation démontrera que leur dire n'est pas exact.

	1907	1908
	francs	francs
Ravaleurs	1,20	1,30
Tailleurs de pierre.	0,85	0,95
Briqueteurs	0,90	0,95
Poseurs	0,90	0,95
Maçons.	0,80	0,90
Pinceurs	0,85	0,85
Limousinants	0,675	0,75
Bardeurs	0,60	0,725
Tourneurs de treuils	0,55	0,65
Garçons maçons.	0,50	0,60
Garçons briqueteurs	0,55	0,65
Garçons limousinants.	0,50	0,55
Garçons de relai.	0,50	0,50

« Ces prix, disent ces Messieurs, seront appliqués à partir du 6 avril si le nombre d'ouvriers est suffisant pour maintenir les chantiers ouverts.

« Les chantiers, mais ils sont réduits à la portion la plus minime, juste pour dire qu'ils ne sont pas déjà fermés.

« Et comment peut-on consulter la corporation puisque le chômage frappe en ce moment 80 0/0 des ouvriers, et quand ces Messieurs disent que les chantiers sont ouverts, l'expression est très erronée et nous savons à quoi nous en tenir.

« Qu'il nous soit permis de rappeler que dans l'esprit

du législateur, le repos hebdomadaire ne devrait pas être à la charge de l'ouvrier, mais bien de l'employeur, aussi qu'en reste-t-il des 20 0/0 déclarés.

« Le repos hebdomadaire que l'on nous propose ne correspond pas à nos aspirations, à nos besoins, à nos décisions, parce que ces Messieurs veulent que nous nous reposions des jours qu'ils font fériés et que nous remplacerons par les dimanches, nous disons qu'il est un contrôle plus facile et une satisfaction plus grande, d'avoir pour nous tous les dimanches et nous acceptons même d'y joindre les jours que les patrons désirent.

« La journée que nous voulons fixer à 9 heures est d'autant plus faisable, quoi qu'en disent ces Messieurs, qu'en hiver ils nous imposent 8 heures, pourquoi ne pas réduire à 9 heures le reste du temps, parce que cela est le moyen le plus sûr de diminuer le chômage qui frappe si cruellement les nôtres et qui nous permettra de nous tenir plus à l'abri du mal qu'engendre le surmenage et notre santé aura tout à y gagner, cette raison vaut bien que l'on prenne cette réduction en considération.

« Une grande erreur se glisse dans l'argumentation patronale, quand on déclare que la production sera déterminée, nous savons que la production prévue par la série était dépassée du double et quelquefois du triple, sans pour cela que nos salaires suivent la même fluctuation, notre outillage qui s'est perfectionné suivant les besoins et l'habileté professionnelle jointes, a permis aux entrepreneurs de consentir des rabais atteignant quelquefois 45 0/0, ce qui n'a pas empêché que c'est

dans notre industrie que se sont réalisées les plus grosses fortunes dans le laps de temps le plus court.

« L'on tente de faire croire à l'opinion publique que nous avons décidé la suppression de l'avachissement individuel, en ne consentant pas à l'emploi de non-syndiqués, nous n'avons pas ce pouvoir. Messieurs les patrons peuvent garder leurs renards, *mais de grâce ! qu'ils ne soient pas placés trop près, afin de ne pas être incommodés par l'odeur* (1).

« Le jour de l'embauchage, trois heures de grève sont accordées au compagnon et au garçon, mais les conditions qu'on a eu soin d'insérer dans un règlement de chantiers qui renferme une vingtaine d'articles, on veut détruire des usages que nous n'avons pas institués, mais qui datent depuis toujours et que nous ne voulons pas laisser détruire parce que ce sont des droits qui, pour nous, sont immuables, et pourquoi ces Messieurs les ont-ils toujours acceptés et qu'il a fallu cette période pour qu'ils ne veulent plus qu'il en fût ainsi.

« La tâche banale, c'est le travail consenti à vil prix, suivant que le travail est plus ou moins abondant, et sous prétexte que cette tâche permet d'employer des jeunes gens ou des hommes âgés, on oublie de dire que c'est pour un salaire de famine, bien que le rendement de leur besogne laisse de gros bénéfices.

« *Quand ces Messieurs parlent d'imposer les prix et les conditions qu'ils ont établis aux tâcherons, aux mar-*

(1) Ces mots sont imprimés en italique dans la brochure « Le Contrat collectif de la maçonnerie » où M. Villemin a reproduit les affiches ouvrières.

chandeurs, ils oublient que la loi a condamné ces pieuvres depuis 1848, mais que les patrons se sont toujours efforcés de tourner la loi, afin de les maintenir, et notre dignité, notre droit de citoyen, se refusent à conserver les tâcherons, et nous avons résolu de les supprimer, mais c'est parce que nous en avons un avantage que MM. les entrepreneurs s'y refusent. »

M. Villemin crut devoir avertir le Président du Conseil de la gravité de la situation. Celui-ci lui répondit par une lettre où il lui signalait les dangers du lock-out.

Les ouvriers ayant refusé en masse d'adhérer aux propositions des entrepreneurs indiquées plus haut, les membres de la Chambre patronale avaient, le 2 avril, exécutant leurs menaces, fermé tous les chantiers de maçonnerie.

Le 3 avril, au matin, le Ministre de l'Intérieur convoquait M. Villemin. L'entrevue qui s'ensuivit n'aboutit à aucune médiation.

Disons que la fermeture des chantiers s'opéra sans aucun des incidents graves qu'on redoutait.

Les patrons, dans une nouvelle affiche, expliquèrent à la population parisienne les motifs de leur attitude.

Les ouvriers répondirent par un second placard *Pourquoi le Lock-out*, dont il convient de citer les passages suivants :

« Nos employeurs ont tout intérêt à maintenir une forte proportion de chômeurs qui les rend maîtres du marché du travail, peu leur importe la misère des travailleurs pourvu que leurs bénéfices soient intacts. Ce qu'ils recherchent, c'est dompter les travailleurs par une crainte

perpétuelle de chômage et les plier à leurs exigences.

Pendant ce temps, ces trusteurs, dont la fortune de plus d'un surprend par son étonnante rapidité, digèrent en paix.

A nos propositions légitimes dictées, non par l'intérêt égoïste de quelques-uns, mais par l'étroite solidarité qui nous unit tous, on nous oppose l'inaction la plus absolue.

Que nous proposent les patrons ?

Une augmentation soi-disant de 20 0/0, mais pourquoi cette augmentation qui nous a tout l'air d'une prime individuelle ou une invitation à la trahison corporative, tendant à la désorganisation de nos syndicats. *Alors que l'on ne veut point discuter la suppression du marchandage légalement interdit par les décrets des 2 et 3 mars 1848, décrets inappliqués par suite de l'interprétation erronée qui en est faite.*

Cependant la disparition du tâcheron s'impose, car ce système est le puissant créateur du chômage, en ce sens que le marchandage, pieuvre insatiable, ne se crée des bénéfices qu'en les prélevant sur le travail d'autrui par la surproduction et le sabotage tout en ne produisant pas lui-même. »

Nous avons fait remarquer, en effet, que jusqu'ici les patrons n'avaient point pris l'engagement de supprimer purement et simplement les tâcherons. Les ouvriers leur rappellent cette question à leurs yeux capitale.

Sur 419 membres de la chambre de la rue de Lutèce 15 seulement refusèrent d'adhérer au lock-out.

Le 14 avril, les patrons, après avoir tenu huit jours

durant leurs chantiers fermés, en votèrent la réouverture.

Mais quelque temps après M. Villemin appréciait ainsi les résultats obtenus par cette grève patronale, et la situation toujours critique des chantiers.

« Malgré le lock-out, la situation de l'entreprise ne fut pas sérieusement modifiée. »

Il n'y a qu'à lire les journaux publiant les communiqués des syndicats ouvriers pour se rendre compte que la lutte continua sur tous les chantiers, aussi âpre et aussi ardente, et que la grève des bras croisés, la chasse aux renards, la désorganisation du travail, le sabotage, sévirent méthodiquement avec autant d'intensité qu'avant le lock-out.

Et M. Villemin ajoute (1) :

« Les enquêtes économiques et sociales poursuivies pendant deux ans à l'étranger par la Chambre Syndicale et l'Association professionnelle des Entrepreneurs de Maçonnerie montrèrent que les entrepreneurs des autres pays avaient connu les préoccupations si vives qui nous hantaient et elles établirent qu'ils n'avaient pas trouvé d'autre moyen de les faire disparaître que la conclusion de contrats de travail établis d'accord avec les ouvriers. »

« Ce qui s'était imposé aux entrepreneurs allemands, anglais, suédois, danois, devait inéluctablement, dans l'état actuel des esprits, s'imposer aux entrepreneurs français. »

(1) *Le Contrat collectif de travail dans l'Entreprise de maçonnerie* septembre 1909. Brochure de M. Villemin.

M. Villemin exposait, ensuite, les pourparlers qui avaient eu lieu, en juin 1909, entre la Chambre patronale et celle des ouvriers tailleurs de pierre.

Dans une première entrevue officieuse, les délégués ouvriers formulèrent les desiderata suivants :

1° *La suppression des tâcherons par décision de l'Assemblée générale patronale ;*

2° *La mise à l'index par les ouvriers des patrons qui ne se conformeraient pas à cette décision ;*

3° L'autorisation de venir soumettre leurs revendications à une Assemblée générale ;

4° L'augmentation des salaires.

Les entrepreneurs se déclarèrent prêts à étudier :

1° La forme du contrat qui pourrait intervenir entre patrons et ouvriers ;

2° Les moyens de diminuer le chômage ;

3° La valeur du travail pour un salaire déterminé, soit à l'heure, soit à la tâche.

Le syndicat ouvrier, désirant la suppression rapide des tâcherons, ne voulut accorder aux patrons qu'un délai de trois mois pour résilier avec les marchandeurs les travaux en cours, sous-traités par ces derniers.

De nouveaux pourparlers eurent lieu.

M. Eugène Despagnat, vice-président de la chambre syndicale des entrepreneurs, se déclara, en réponse à un article de *l'Humanité*, dans une lettre adressée à M. Schmitz, secrétaire du syndicat ouvrier, partisan de la suppression des tâcherons. Mentionnons cette déclaration importante à joindre à celle de M. Villemin.

2° *Je suis partisan du contrat de travail et de la*

suppression du travail à tâche pour les travaux de plâtre. Mais je prétends que cette suppression ne pourra s'effectuer qu'autant que les ouvriers consentiront à accepter l'équivalence du travail et du salaire, et s'engageront à fournir une quantité de travail déterminée pour un salaire déterminé.

Les Trades-Unions anglaises, les Syndicats allemands, danois, etc., n'ont pas hésité à accepter cette équivalence. Pourquoi les Syndicats français ne veulent-ils pas l'accepter? Ils semblent vouloir compliquer à plaisir une situation pénible, dont il serait extrêmement facile de sortir, si chacune des parties voulait y mettre un peu de bonne volonté.

3^e Je mets mes actes d'accord avec mes paroles, et je vous mets au défi de citer un nom de tâcheron de plâtre qui ait exécuté des travaux à Paris depuis dix ans, pour mon compte.

J'ai, il est vrai, cette année, confié des travaux à une Société ouvrière, mais je ne l'ai fait qu'après que cette Société m'a eu justifié qu'elle était constituée légalement en conformité de la loi de 1867, qu'elle possédait un capital et que les bénéfices étaient répartis entre tous les associés par parts et portions égales; en un mot, qu'elle n'était ni un tâcheron déguisé, ni une collectivité de fait.

L. DESPAGNAT.

M. Schmitz écrivit à M. Despagnat pour le féliciter de son attitude. A son tour M. Villemin adressa à M. Schmitz une lettre où il approuvait nettement les déclarations de M. Despagnat.

Et c'est le mercredi soir, 25 juin 1909, qu'après avoir pris connaissance de ces deux importantes lettres leur donnant une évidente satisfaction de principe, l'assemblée générale des ouvriers vota la grève. Elle ne renonçait pas, cependant, à discuter avec les patrons « les bases d'un contrat de travail ».

M. Schmitz, délégué-ouvrier, écrivit dans ce sens à M. Villemin, l'avertissant qu'une délégation ouvrière avait été élue pour discuter avec les entrepreneurs.

Ceux-ci se réunirent, le 28 août, au nombre de 197, et donnèrent pleins pouvoirs à leur bureau pour traiter avec les ouvriers.

Les délégations ouvrières ayant été mandatées dans les mêmes formes que les délégations patronales, la première réunion eut lieu le jeudi, 2 septembre, à 3 heures de l'après-midi, 3, rue de Lutèce, au siège de la Chambre syndicale des entrepreneurs.

Immédiatement la discussion s'engagea sur le marchandage. Et voici le procès-verbal des premiers mots échangés. Ils valent la peine d'être notés, car ils montrent que la question du marchandage était véritablement le nœud du conflit.

M. Villemin. — Eh bien, Messieurs, si vous le voulez bien, nous allons, faute d'une base de discussion que vous ne nous avez pas fournie... vous avez reçu, de votre côté, le projet de contrat patronal. Il y a, évidemment, des questions de salaires qui devront, puisque les salaires ne sont pas les mêmes pour chaque corporation, comme du reste tout ce qui est spécial à chacune d'elles, être réservées pour la fin, et nous pourrions immédiate-

ment, si vous le voulez bien, attaquer le nœud de la question, les points, très difficiles peut-être à résoudre, qui peuvent exister entre nous. Si nous nous mettons d'accord sur ces points, il y a de grandes chances pour qu'ensuite nous nous mettions d'accord facilement sur les moins difficiles.

Quel est, à votre idée, le point le plus difficile à résoudre ?

Schmitz. — C'est le tâcheronat. A mon avis, cela va sortir de la discussion immédiatement. Qu'on prenne pour base le projet de M. Villemin.

M. Villemin. — Donc, le nœud de la question, à votre avis, est le marchandage. C'est aussi notre avis ; par conséquent, nous voulons bien passer immédiatement à la discussion de ce point-là.

Schmitz. — Voici les termes du contrat que nous soumettons :

Le marchandage, le tâcheronat, le travail aux pièces, la collectivité de sous-traitants sont supprimés.

Les tâcherons ou chefs de collectivités ne pourront être employés comme maitres-compagnons, chefs de chantiers, pendant la durée du présent contrat.

M. Villemin. — Donc, Messieurs, voilà vos propositions. Voici quelles étaient les nôtres :

Les travaux de plâtre seront exécutés à la journée.

En ce qui concerne les travaux exécutés par tâcherons, il est entendu que tous les travaux traités ou en cours d'exécution et dont la liste figure ci-après, seront poursuivis jusqu'à leur complet achèvement.

Les entrepreneurs s'engagent à n'en point traiter ni

exécuter d'autres pendant la durée du présent contrat.

Les entrepreneurs signataires du présent contrat qui emploient le mode de travail par sociétés ouvrières légalement constituées, ne violeront pas le contrat, à la condition que le travail soit exécuté uniquement par des ouvriers associés.

En cas de différend, il y aura lieu à convocation de la Commission mixte qui statuera sur les sanctions.

Schmitz. — Etant donnée l'animosité qui existe actuellement sur les chantiers, la majorité des entrepreneurs serait-elle partisane de résilier amiablement les contrats avec les tâcherons ?

M. Villemin. — Je n'ai pas pu voir mes confrères sur un point comme celui-là. Tout ce que je puis dire, c'est que nous ne pouvons pas les forcer et que, lors même que mes collègues y consentiraient, il y a bien des chances pour que les tâcherons s'y refusent : il y a 99 chances pour 100 qu'ils refusent.

Schmitz. — Alors, il me reste un dernier argument : c'est d'empêcher par tous les moyens en notre pouvoir que les travaux s'exécutent.

M. Villemin. — Nous vous offrons un moyen, le seul qui soit mis à notre disposition : de supprimer le marchandage. Jusqu'alors, nous n'avions pas avec vous de convention ; vous l'avez refusée chaque fois que nous nous sommes rencontrés. Aujourd'hui, nous sommes prêts à conclure une convention, en vous disant : « Nous nous engageons, le jour où la convention sera conclue, à ne plus traiter nos travaux à tâche. » C'est un enga-

gement ferme et formel qui ne comporte pas de restriction et qui vous donne satisfaction...

Il ne peut y avoir de surprise pour vous, puisque nous vous proposons de joindre au contrat que nous pourrions être amenés à conclure la liste des marchés actuellement conclus. Donc, il n'y aura pas de surprise pour vous ; vous saurez, du jour où nous aurons signé le contrat, qu'il y a tels marchés de tâche conclus.

J'ai répondu d'avance à la suspicion que je savais bien devoir être soulevée en vous disant : « Si nous n'indiquions pas, comme annexe de la convention, les marchés qui sont actuellement conclus, vous pourriez en déduire qu'il en naitrait toujours des petits à côté de deux en cours. » Mais nous sommes pleins de loyauté et nous vous disons : « La liste des marchés en cours sera annexée à notre convention. »

La discussion se poursuivit très animée. Les ouvriers manifestèrent la crainte que « des travaux ne soient cédés aux tâcherons, dès maintenant, alors même qu'ils ne seraient pas commencés » et qu'ainsi, en dépit d'un contrat, le marchandage ne se perpétuât indéfiniment.

M. Victor. — Or, le mouvement que nous avons fait, vous ne l'ignorez pas, a pour but principal d'obtenir d'abord la suppression du tâcheronat.

Et vous nous dites : « Quand même ces tâcherons devraient subsister pendant un an pour les travaux en cours, il nous est impossible de rien faire pour les empêcher. »

Nous allons nous heurter immédiatement après à une deuxième question, qui est celle de la détermination des

conditions de salaire, de travail, et nous allons, pendant la durée même de ce contrat établi, nous heurter toujours à la même chose : aux tâcherons qui subsisteront. Dans ces conditions, je me demande si vraiment il y a lieu d'établir un contrat réglementant les tâcherons, alors que nous allons être obligés, pendant la durée du contrat, de les subir.

M. Villemin. — Je tiens à répéter ce que je vous disais tout à l'heure et qui spécifiait bien quels seraient les marchés annexés au contrat. Je vous ai dit, et je tiens à ce que cela soit parfaitement écrit, que nous ne pouvions pas considérer comme marchés de tâche à respecter autre chose que ceux résultant d'un contrat de travail dûment signé. Par conséquent, vous voyez, Messieurs, que la suspicion qu'on veut faire naître ne peut pas exister ; nous restons sur un terrain très net et très franc.

D'autre part, on vous dit : Mais pendant l'année (car on envisage toujours une année alors que notre contrat peut être de dix ans si nous le continuons par tacite reconduction) les tâcherons feront ce qu'ils voudront, et, par conséquent, nous serons dans la même situation qu'avant (1).

La lutte engagée sur ce point fut particulièrement vive. Les ouvriers ne cessèrent de réclamer la résiliation immédiate de tous les marchés que les membres de la Chambre patronale pourraient avoir passés avec des tâcherons.

(1) Procès-verbaux sténographiques des réunions des délégations ouvrières et patronales, le 2 septembre 1909, 3, rue de Lutèce. *Fédération nationale du Bâtiment*, p. 4 et suivantes.

Les patrons objectèrent avec raison, que pour rompre ces marchés, le consentement des deux parties contractantes était indispensable. Or, les tâcherons ne consentiraient pas à résilier des marchés passés en bonne et due forme, et les tribunaux, s'il y avait procès, ne pourraient que leur donner raison.

En dehors de cette question des tâcherons, celle de la tâche banale et des sociétés ouvrières fut âprement discutée.

Les ouvriers réclamèrent la suppression complète de la tâche banale (1), alléguant que le travail n'était souvent pas réparti avec équité et qu'ainsi ce n'était pas toujours le meilleur ouvrier qui faisait la journée la meilleure. Ils disaient aussi qu'avec ce mode de travail, le père de famille n'ayant plus la force de travail et de production d'un homme de trente ans, pourrait voir son salaire diminuer au profit d'un jeune homme dans toute la vigueur de l'âge et n'ayant pas de charges de famille.

En ce qui concerne les sociétés ouvrières, les délégués firent valoir qu'ils redoutaient que lesdites sociétés ne devinssent prétexte au maintien du tâcheronat et qu'elles n'en fournissent même le développement sous des formes déguisées.

Les délégations ouvrières et patronales, après des concessions mutuelles, finirent par se mettre d'accord sur ces trois points :

1^o *Tâcheronat*. — Les patrons s'engagèrent à ne plus

(1) Voir plus haut, à la définition du marchandage, en quoi consiste la tâche banale, sorte de marchandage direct entre un patron et un groupe d'ouvriers.

sous-traiter de travaux pendant toute la durée du contrat et les ouvriers acceptèrent que les marchés de tâche passés avant le 28 août soient mis à exécution ;

2° *Tâche banale*. — Il fut entendu qu'elle serait maintenue dans les maisons où elle existait.

3° *Sociétés ouvrières*. — Il fut convenu que celles qui étaient légalement constituées à la date du 28 août subsisteraient avec un nombre maximum de 20 compagnons associés.

Les patrons avaient reconnu eux-mêmes que ces sociétés avaient trompé les espérances de tous. Elles avaient restreint, le plus possible, le nombre de leurs membres, les plus nombreuses n'en comportant que neuf, et elles ne s'étaient conformées ni à l'esprit, ni à la lettre de leurs statuts. Elles s'étaient transformées, de l'aveu même des patrons, en véritables sociétés de tâcheronat, embauchant des compagnons *qui ne devenaient point associés* et la plupart d'entre elles n'avaient aucune comptabilité (1).

(1) Dans le cours qu'il professe à la Faculté de Droit de Paris sur la législation du travail, M. Raoul Jay avait montré les inconvénients et les abus que pourraient produire les sociétés commerciales de travail. On sait que M. Yves Guyot préconise la transformation des syndicats en sociétés commerciales selon les lois de 1867 et de 1893 et voit dans cette transformation la solution des conflits du travail. M. Yves Guyot estime que la combinaison aurait, pour les ouvriers, un avantage considérable, parce que, dit-il, elle leur assurerait tout le produit de leur zèle, de leur activité, un salaire croissant, en proportion de ce zèle et de cette activité. Il en sera ainsi si les ouvriers qui travaillent dans une usine sont en même temps les *actionnaires* et les *seuls actionnaires*, de la société commerciale. Mais il n'en serait plus ainsi, dès lors que les ouvriers ne seraient pas tous *actionnaires*, asso-

Finalement le texte suivant fut adopté par les deux parties contractantes, pour solutionner les questions relatives au marchandage. Il constitue l'article 3 du contrat collectif signé le 11 septembre 1909, 3, rue de Lutèce, entre patrons et ouvriers de la maçonnerie :

ciés et seuls *actionnaires* de la société. Cette identité entre travailleur et actionnaire ne sera pas dès le début pleinement réalisée lorsque la société aura besoin du concours de capitalistes. Elle pourra aussi être détruite, par la suite, si les ouvriers en place refusent la qualité d'associés aux nouveaux venus, qui ne seront que leurs employés.

« Pour maintenir l'identité il faudrait, d'ailleurs, que tout ouvrier prenant sa retraite cesse d'être actionnaire et que ses héritiers ne conservent pas d'action. En outre, il faudrait que tout ouvrier entrant dans l'usine ou le chantier devienne actionnaire par le fait même.

« Et M. R. Jay, bien avant 1909, ajoutait ces paroles, qui s'appliquent aux événements et au cas qui nous intéressent :

« Dès lors que la société de travail ne comprend plus comme actionnaire tous les ouvriers, elle va devenir un marchandeur, ce sera un tâcheron collectif, si bien qu'on a pu dire que si l'idée prenait quelque extension, le conflit social ne serait que déplacé et en même temps aigri, au lieu de se produire entre l'industriel et l'ouvrier, il se produirait entre la société et les ouvriers ; car cette société obligée de faire tous ses bénéfices sur les ouvriers pourrait être amenée à rogner leurs salaires. » (D'après le cours de M. Jay).

Ce serait alors vraiment l'exploitation de l'ouvrier par ses frères, si odieuse au législateur de 48.

M. Yves Guyot l'avait, du reste, reconnu : « les sociétés commerciales de travail seront des maisons concurrentes exactement comme d'autres maisons de commerce. » (*Les Conflits du travail*, p. 12).

« Mais alors pourquoi voulez-vous que la concurrence entre ces sociétés de travail n'ait pas sur les conditions du travail un effet analogue à celui que produit aujourd'hui la concurrence entre les autres maisons ? Ce sera une concurrence entre travailleurs collectifs, au lieu d'être une concurrence entre travailleurs individuels ».

ART. 5. — Mode d'exécution du travail

« Les travaux seront exécutés à la journée.

« La tâche banale est maintenue dans les maisons où elle existe.

« En ce qui concerne les travaux exécutés par tâcherons et les sociétés ouvrières, il est entendu que tous les travaux traités ou en cours d'exécution à la date du 28 août 1909, et dont la liste figure ci-après, seront poursuivis jusqu'à leur complet achèvement.

« Les entrepreneurs s'engagent à n'en point traiter ni exécuter d'autres pendant la durée du présent contrat.

« Au cas où des marchés auraient été passés après cette date, le Bureau de la Chambre syndicale s'engage à faire tous ses efforts pour arriver à leur résiliation par tous les moyens mis à sa disposition par la loi.

« Dans le cas où il ne pourrait l'obtenir, le Bureau devra en aviser la Commission mixte et, en tous cas, il ne pourra en résulter aucune accusation de déloyauté ni la rupture des présentes conventions.

« Les entrepreneurs signataires du présent contrat qui emploieront, pour des travaux ultérieurs en dehors de ceux prévus au paragraphe 2 du présent article, le mode de travail par sociétés ouvrières légalement constituées, ne violeront pas le contrat à la condition que le travail *soit exécuté uniquement par des ouvriers associés*, restant entendu que ces travaux ne pourront être confiés pendant la durée du présent contrat qu'aux sociétés existantes à la date du 28 août 1909 et dont le nombre des

compagnons associés ne pourra excéder vingt pour chaque société.

Ce contrat, valable pour une période de près de 16 mois, commençait à courir le 11 septembre 1909, pour prendre fin le 31 décembre 1910. Il était renouvelable par tacite reconduction, à partir du 31 décembre 1910, pour de nouvelles périodes de deux années.

Toutes propositions relatives à des modifications à introduire pour le renouvellement ou pour la dénonciation des conventions ci-dessus, devaient être signifiées par simple lettre recommandée trois mois avant le terme d'expiration du présent contrat.

Il était stipulé que les patrons et ouvriers adhérents à ces conventions ne pouvaient prendre aucun engagement écrit ou verbal, susceptible d'en modifier les clauses ou de les détruire.

Le contrat fut déposé au secrétariat du Conseil des Prud'hommes de la Seine.

Le 11 septembre 1909, les ouvriers, ce contrat dûment signé, reprenaient le travail (1).

(1) La Chambre patronale de la rue de Lutèce avait approuvé ce contrat, mais la Chambre syndicale indépendante des Entrepreneurs, composée surtout de petits et moyens patrons, protesta, il convient de le dire, contre « la suppression du tâcheronat et l'atteinte à la liberté du travail » qui en serait résultée (déclaration de M. Bourseau, président, et du bureau de la Chambre syndicale indépendante, 6 septembre 1909). Voici un extrait de la discussion qui eut lieu le 9 septembre, au cours de la médiation des Architectes, intervenus pour mettre fin au conflit, entre les délégués ouvriers et le Bureau de la Chambre indépendante :

M. TRIIOULEYRE, *délégué des tailleurs de pierre*. — Le Syndicat

Ce contrat ne tarda pas, de part et d'autre, à être violé. Les bons ouvriers attirés par l'appât d'un gain supérieur se précipitèrent sur les chantiers des tâcherons malgré la clause formelle qui leur interdisait d'y porter atteinte par des engagements écrits ou verbaux. Les entrepreneurs, d'autre part, ne se firent pas faute d'employer des tâcherons et de passer avec ces derniers de nouveaux contrats. Il semble que seuls les grands entrepreneurs aient respecté la parole donnée.

Lorsqu'arriva la date prévue pour le renouvellement du contrat, aucune des deux parties ne songea à faire à l'autre ces propositions de modification qu'avait prévues le texte final. Si bien qu'on considéra cette convention comme abandonnée.

Pendant sa durée, personne ne s'y était intéressé et il

indépendant, présidé par M. Bourseau, a lancé un appel à l'Entreprise de Maçonnerie pour l'engager à repousser toute augmentation des salaires. M. Bourseau, particulièrement, a mauvaise grâce à signer ce manifeste, puisqu'il paie depuis déjà quelque temps les salaires que nous demandons et il sait bien que la plupart des membres de son syndicat en font autant ?

M. BONNIER, *architecte, président de la Société des Architectes diplômés*. — Est-ce exact, M. Bourseau ?

M. BOURSEAU, *président de la Chambre indépendante*. — Mon Dieu, Messieurs, les salaires qui sont indiqués à votre série, édition 1909, sont des prix minima. Quand on veut des bons ouvriers, et surtout quand il en faut un certain nombre, il faut bien les payer un peu plus cher !

M. ROZET, *représentant de la Société centrale des Architectes*. — C'est votre cas, M. Bourseau. Mais le Syndicat que vous avez l'honneur de présider accepte-t-il l'augmentation demandée par les ouvriers ?

M. BOURSEAU. — *Nous acceptons l'augmentation des salaires, mais nous repoussons la suppression du tâcheronat.*

n'avait été fait, notamment, nul usage de l'article 8 qui instituait une commission arbitrale mixte permanente, composée de quatre patrons et de quatre ouvriers de chaque spécialité, pour trancher les différents relatifs à l'exécution du contrat.

C'était l'échec d'un essai qui semblait plein de promesses.

LA GRÈVE DE 1911

Aussi le conflit allait-il renaître en 1911, de ses cendres encore brûlantes.

Le *Matin* du 1^{er} juin 1911 signalait l'effervescence qui recommençait dans le communiqué suivant de la Bourse du Travail.

« Après avoir tenu, tant à Paris que dans la banlieue, plus de trente réunions de propagande, le comité inter-syndical du bâtiment avait invité, hier, les travailleurs de toutes les corporations à un grand meeting, à la Bourse du travail. »

Ce fut l'apologie du sabotage, comme le montre l'ordre du jour adopté en fin de séance :

« Les travailleurs du bâtiment, réunis à la Bourse du travail, se déclarent résolus à employer tous les moyens en leur pouvoir, y compris le sabotage, pour faire échec à la loi sur les retraites.

« S'engagent à intrensifier la propagande et l'action dans les chantiers et ateliers, afin d'imposer au patronat, par un sabotage intelligent, le désir d'appliquer leurs

revendications : journée de neuf heures et suppression du marchandage sous toutes ses formes. »

Comme en 1909 les pourparlers entre patrons et ouvriers furent bientôt engagés.

Le comité intersyndical ouvrier et les délégués des Chambres patronales eurent à nouveau une entrevue, rue Lutèce. La conversation ne dura que quelques minutes.

Voici le communiqué patronal qui rend compte de cette entrevue :

A 5 heures, les deux délégations étant en présence, M. Viau présente chacun de ses camarades ouvriers, MM. Roueste, Renard, Fragot, Bricheteau, David, Descoix, Castillon, Péricat, délégués du comité intersyndical.

De son côté, M. Villemain présente les membres de son groupe, MM. les patrons Verembach, Mauger, Landry, Giffaut, Cante, Devillette, Cati et Lhorphelin, M. Villemain donne lecture de la lettre en date du 27 juin, adressée par le comité intersyndical au groupe de la rue de Lutèce.

Il prie M. Viau de vouloir bien préciser la signification exacte de la lettre qui vient d'être lue.

M. Viau précise que la lettre veut bien dire que les groupes ouvriers ont décidé irrévocablement la journée de neuf heures et la suppression du marchandage, et que la Commission vient ici avec un mandat impératif. Elle a aussi pour mission de demander quelles dispositions les patrons ont prises pour l'application de ces deux revendications.

M. Péricat et un délégué ouvrier font remarquer que s'ils avaient eu à répondre à la demande posée par M. Villemin, ils s'y seraient pris autrement que cela n'a été fait par leurs collègues, et qu'ils auraient cherché à amener les patrons à faire connaître probablement leurs avis. Il leur est alors répondu qu'en face d'une question ainsi posée, une seule réponse peut être faite : c'est que le patronat ne peut accepter les décisions qui viennent d'être formulées.

Un délégué ouvrier, estimant que cette réponse semble indiquer que les patrons ont reçu le même mandat que les ouvriers, déclare qu'il n'y a plus lieu à aucune discussion, et la Commission ouvrière se retire (1).

Que demandaient exactement les ouvriers ? Nous extrayons de la *Bataille syndicaliste* du 9 juillet 1911 les « cahiers de revendications » des principales corporations du Bâtiment. On verra que la suppression du tâcheronat y figure en première place. Elle est considérée comme la base même des autres.

Maçonnerie-Pierre

CAHIER DE REVENDICATIONS

Les présentes conditions de travail sont applicables pour tout le département de la Seine, à partir du 9 juillet.

1° *Durée du travail :*

La durée maximum de la journée de travail est fixée

(1) *Bataille syndicaliste* du 9 juillet 1911.

à neuf heures réductible suivant les conditions anormales du chômage.

2° *Application intégrale du repos hebdomadaire.*

3° *Suppression du marchandage sous toutes ses formes* (tâche, collectivités, etc.).

4° *Salaires :*

Maçon	1,05 l'heure
Limousinant	0,95 »
Garçon maçon ou limousin . .	0,80 »
Poseur	1,10 »
Pinceur	1,00 »
Bardeur	0,90 »
Gardien de nuit	5,00 la nuit
Tourneur de treuil	0,85 l'heure

5° *Majorations :*

100 pour 100 pour les heures supplémentaires ou pour les heures de nuit. Ces heures supplémentaires ou de nuit ne pourront s'imposer qu'en cas d'extrême urgence, c'est-à-dire pour des travaux intéressant la sécurité publique ou installations et réparations ne pouvant s'exécuter que la nuit.

6° *Déplacements :*

Pour les travaux obligeant l'ouvrier à coucher hors de son domicile, il est alloué une indemnité de déplacement de 3 francs par jour indépendamment des frais de transport aller et retour.

Pour les villes d'eaux balnéaires ou autres une majoration sera établie suivant le coût de la vie.

Pour les travaux exécutés dans la banlieue, il sera alloué :

1 franc pour la première zone.

1 fr. 50 pour la deuxième zone.

Mode de paiement

La paie et les acomptes se feront sur le chantier pendant la durée de la journée.

La paie tous les quinze jours ; les acomptes le mercredi et le samedi.

Menuisiers

REVENDICATIONS FONDAMENTALES

1° *Diminution de la journée de travail.*

2° *Suppression du travail aux pièces et du marchandage sous toutes ses formes.*

3° *Suppression totale de la fourniture de l'outillage par l'ouvrier.*

Article 1^{er}. — 1° Application de la journée de travail : neuf heures dans les ateliers et chantiers l'été ; huit heures dans les chantiers l'hiver ;

2° Salaire uniforme de 9 francs, ou 1 franc de l'heure ;

3° Paie toutes les deux semaines, acompte le samedi précédant la paie ;

4° La paie devra s'effectuer pendant les heures de travail, dans l'atelier, et sur les chantiers ; pour les ouvriers de ville, un raccord d'un quart d'heure sera accordé et pas rendu.

Article 2. — 1° Application intégrale du repos hebdomadaire ;

2° Les heures supplémentaires seront majorées de 100 0/0 ;

3° Il en sera de même pour les heures de nuit ;

4° Il sera donné un repos compensateur le jour suivant la nuit passée.

Briqueurs

CAHIER DE REVENDICATIONS

Les présentes revendications sont valables pour tous les chantiers situés dans Paris et le département de la Seine.

Le marchandage, le tâcheron, le travail aux pièces, les collectivités de sous-traitants sont supprimés. Les tâcherons ou chefs de collectivités ne pourront être employés comme maîtres compagnons ou chefs de chantiers dans les entreprises. La durée normale de la journée de travail sera de 9 heures en toute saison. En cas de pénurie de travaux ou de chômage anormal, une réduction des heures de travail journalier pourra avoir lieu après entente entre l'organisation ouvrière et l'organisation patronale.

Les salaires par heure sont fixés de la façon suivante :

Compagnons briqueteurs : 1 fr. 15 ; aides briqueteurs : 0 fr. 80 ; tourneurs de treuils : 0 fr. 86 ; compagnons jointoyeurs : 1 fr. 25 ; aides jointoyeurs : 0 fr. 80.

Plombiers, Couvresse, Zingueurs

LE CONTRAT DE TRAVAIL PROPOSÉ

Extrait du contrat de travail proposé à la Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture, plomberie et hygiène, 3, rue de Lutèce :

Article 4. — La journée normale, en toutes saisons, est fixée à huit heures de travail ; elle commencera à sept heures et demie le matin, pour se terminer à quatre heures et demie le soir.

Article 5. — Les salaires sont fixés ainsi qu'il suit :

Journée de compagnons de toutes spécialités, 10 frs.

Journée de garçons, 7 fr. 50.

Journée de gardien de rue, 5 fr. 50.

Toute journée commencée sera intégralement payée.

Les heures supplémentaires, en principe, sont supprimées, sauf les cas d'extrême urgence.

Celles, faites après la journée normale, jusqu'à six heures et demie du soir, seront majorées de 50 0/0.

Les heures, qui suivront, seront considérées comme heures de nuit et majorées de 100 0/0.

Le travail de nuit commencera à huit heures du soir, pour se terminer à six heures du matin.

Pour tout travail nécessitant la présence de l'ouvrier la nuit entière, une heure de repos payé lui sera accordée.

La nuit sera intégralement payée, pour tout travail nécessitant la présence de l'ouvrier jusqu'à minuit.

Article 8. — *Le marchandage, sous quelque forme qu'il se présente* (travail à la tâche ou aux pièces) *reste formellement interdit*, et toute infraction entraînera une amende de mille francs, à verser à la caisse de l'organisation, constituant en l'espèce la partie lésée.

Article 9. — Le repos hebdomadaire sera appliqué sans dérogation.

Article 12. — Une plus-value de un franc par journée

ou fraction de journée, sera payée aux ouvriers, pour tous travaux dangereux.

Cimentiers et aides

ORDRE DU JOUR

Les syndicats des Maçons d'art et cimentiers réunis d'un commun accord salle de l'*Egalitaire*, rue de Sambre-et-Meuse.

Après avoir entendu les camarades exposer la nécessité de la réduction des heures de travail, s'engagent à faire respecter le cahier des revendications envoyées par leurs syndicats aux Chambres syndicales patronales ; considérant que les revendications des maçons d'art et cimentiers sont légitimes et conformes à celles des autres organisations du bâtiment ; considérant qu'il ne doit plus exister de tâcherons sur aucun travail de maçonnerie et de ciment :

S'engagent à chasser ces tristes individus au cas où ceux-ci reviendraient semer la misère dans nos rangs ;

Approuvent les décisions prises par le Comité intersyndical du bâtiment.

Au cas où les entrepreneurs n'auraient pas donné satisfaction à nos revendications pour le 8 juillet, dernier délai, déclarent faire cause commune avec toutes les organisations du Bâtiment au premier appel lancé à tous les travailleurs le 9 juillet, au Manège Saint-Paul.

Et repoussent toutes les escroqueries des retraites pour les morts, d'autant plus que les retraites sont les conséquences du bulletin de vote, déclarent qu'il y a nécessité de faire la grève du bulletin de vote.

Se séparent aux cris de : *Vive la grève générale !*
Vive les neuf heures !

Les salaires que nous voulons

POUR 9 HEURES

1° Compagnons rocailleurs, rustiqueurs et ravaleurs,
la journée : 12 francs.

2° Compagnons aux produits chimiques, la journée :
12 francs.

3° Compagnons ciment armé et boisage, la journée :
10 francs.

4° Compagnons applicateurs et canalisateurs, la
journée : 10 francs.

5° Mouleurs de pierres artificielles, la journée : 8 fr.

6° Aides de ces catégories, la journée : 7 fr. 50,

7° Gâcheurs à la pelle et à la truelle, la journée :
8 francs.

8° Tourneurs de treuil, la journée : 8 francs.

9° Déplacement pour la province, la journée : 2 fr. 50.

10° Déplacement pour les communes touchant Paris,
la journée : 1 franc.

11° Déplacement pour les autres communes de la
Seine, la journée : 2 francs.

Les charpentiers en fer

Le 25 juin 1911 l'assemblée générale de leur syndicat
avait voté l'ordre du jour suivant :

« Les charpentiers en fer, réunis le dimanche 25 juin,
salle des grèves, Bourse du travail :

« Après avoir entendu la lecture des revendications à soumettre au patronat, après avoir commenté et discuté les articles un à un ;

« Adoptent à l'unanimité ce cahier des revendications et laissent le soin au comité intersyndical de décréter la grève générale du Bâtiment, si le patronat ne répond pas à notre demande ;

« S'engagent en outre à désertar des chantiers sur avis donné par le comité intersyndical par la voie de la *Bataille Syndicaliste*, sans attendre l'ordre direct de notre organisation ;

« Décident la nomination d'un comité de grève composé du conseil syndical et de 6 membres adhérents à l'organisation ;

« S'engagent, vainqueurs ou vaincus, dans ce mouvement, à imposer la journée de 9 heures dès la réintégration des chantiers ;

« Les charpentiers en fer veulent la journée de 9 heures ; ils la prendront et supprimeront la pieuvre tâcheronale ;

« Ils se séparent aux cris de *Vive les 9 heures ! Vive le syndicalisme révolutionnaire ! Vive la C. G. T. !* »

Dans le *Travailleur du Bâtiment*, M. Péricat, secrétaire de la Fédération, avait marqué d'avance, dans ces termes, le caractère de la nouvelle lutte :

« S'il y a entente entre les syndicats pour demander la journée de neuf heures et la suppression du tâcheronat, le patronat refusant d'accorder ces revendications, que feront les organisations ?

« La grève ! Si oui, quelles sont les ressources de syndi-

cats ? Mettront-ils leurs ressources en commun ? Organiseront-ils les soupes communistes ensemble ? Quel pourra être l'appui de la Fédération ? Diviserez-vous Paris en secteurs pour les soupes communistes ?

« Dans un mois, il faudra prendre position. Les syndicats de la Seine seront-ils prêts ?

« Décréter une grève générale, si cela est nécessaire, pour un mouvement de revendication, c'est bien ; mais c'est une faute grave quand on sait pouvoir y être acculé et qu'on ne la prépare pas d'une façon méthodique et pratique.

« Maintenant devra-t-on faire cette grève générale ? Ne peut-on envisager les méthodes employées par les différentes corporations sur les chantiers après l'échec de leur grève : la diminution de la production, le travail bien fait excessivement perlé, les ouvriers employant les matériaux nécessaires pour faire du bon travail, s'échafaudant solidement avec toutes garanties de sécurité. Voilà des mœurs, sans parler d'autres encore, que les sages au ventre plein réprouvent, mais que notre conscience approuve.

« Par ce moyen, nous ferions souffrir le patronat en atteignant son coffre-fort, sans avoir à nous serrer la ceinture.

« Si cette action, préconisée et appliquée en 1906, 1907 et 1908, avait été continuée aussi longtemps que les entrepreneurs reniaient leurs engagements et, en particulier, ceux qui avaient trait à la suppression du tâcheronnat, nous les aurions acculés à céder.

« Mais des syndicalistes endormeurs sont venus dire à

la masse : « Ces méthodes sont mauvaises et dangereuses ; n'en usez pas ; le patronat vous accorde une augmentation de salaire, la paix est signée, pas de sabotage, plus d'action directe. »

« Je ne cesserai de demander le syndicat du Bâtiment unique pour la Seine, comme pour les autres centres ; le patronat, en nous spécialisant, nous a divisés pour le plus grand avantage de l'exploitation. Unissons-nous dans toutes les villes, faisons bloc par industrie pour résister aux attaques et prendre l'offensive utilement. »

Cet article souligne un point important : le contrat collectif du 11 septembre 1907 aurait été appliqué en ce qui concerne l'augmentation des salaires mais il avait été inobservé en ce qui concerne le tâcheronat. Le caractère de la nouvelle campagne est donc surtout anti-tâcheronal, si l'on peut s'exprimer ainsi.

La grève commencée le 10 juillet (1) dura onze jours. Les ouvriers durent reprendre le travail. La Fédération du Bâtiment n'avait obtenu d'autre satisfaction que celle qui consiste à manifester sa force et sa richesse.

Seuls, les peintres en Bâtiment et les charpentiers en Fer continuèrent la grève, avec l'autorisation de la Fédération. A l'heure actuelle (août 1911) ils n'ont obtenu ni les uns ni les autres, les conditions de travail qu'ils réclamaient et notamment l'abolition du tâcheronat.

(1) Au cours de cette grève, les syndicats ouvriers préconisèrent une forme de sabotage aussi imprévue qu'inédite : le sabotage de la danse et des bals du 14 Juillet.

ANALYSE ET CRITIQUE DU PROJET DE LOI VIVIANI

Une loi peut-elle mettre fin à la situation critique où se débat depuis plusieurs années l'industrie du Bâtiment? Il est permis de l'espérer. Mais cette loi ne saurait être trop sérieusement et trop attentivement discutée qui a pour objet de supprimer la pratique du marchandage.

Voici le projet de loi tel qu'il a été déposé le 18 novembre 1908 par le gouvernement représenté alors par M. Viviani, ministre du travail.

Projet de loi.

Article 1^{er}. — Le marchandage est une convention de sous-entreprise dans laquelle le sous-entrepreneur ayant passé avec l'entrepreneur principal un contrat portant sur la main-d'œuvre de travaux à accomplir, fait exécuter ces travaux par des ouvriers payés par lui au temps ou aux pièces, avec ou sans garantie de l'entrepreneur.

Article 2. — Celui qui, avec ou sans intention de

nuire, se livrera au marchandage, sera passible d'une amende de 100 à 200 francs pour la première fois, de 200 à 300 francs en cas de récidive.

Article 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures en tant que contraires à la présente loi.

La définition donnée par l'article 1^{er} du projet du gouvernement a le mérite d'être exacte et claire. Elle se rapproche de la formule sur laquelle l'accord parut se faire en 1898 au Conseil supérieur du travail, lors de la discussion que nous avons résumée plus haut, à savoir : le marchandage est essentiellement *une sous-entreprise de main-d'œuvre*. C'est là, nous l'avons vu, la définition adoptée par M. Raoul Jay et dont nous avons montré la justesse, c'est celle à laquelle s'est ralliée la Commission du Travail, par l'organe de son distingué rapporteur, M. Colliard, député du Rhône (1).

Cet article 1^{er} a également l'avantage de mettre fin à la controverse juridique qui s'éleva entre les divers Cours et tribunaux au sujet du caractère du délit de marchandage. Nous avons vu que tandis que les Cours d'Orléans et de Bourges voyaient dans l'acte de marchandage un délit en lui-même, indépendant de toute intention de nuire chez l'entrepreneur et le tâcheron, et de tout préjudice causé à l'ouvrier, c'est-à-dire un délit-contraventionnel, la Cour de cassation y voyait un délit nécessitant trois éléments : un fait matériel, l'intention de nuire, un préjudice.

(1) Voir le rapport fait au nom de la Commission du Travail, par M. Colliard (annexe du procès-verbal de la 2^e séance du 26 janvier 1910) (*Officiel*).

D'où des difficultés d'espèce considérables : comment prouver l'intention de nuire ? M. Millerand avait pu dire en 1898, au conseil supérieur du travail : « Si vous faites du délit prévu par le décret de 1848, non pas un délit conventionnel, c'est-à-dire un délit qui existe par le seul fait que les dispositions du décret (1) ont été transgressées, mais un délit qui exige l'intention de nuire, vous autorisez le marchandage. »

Et lors de l'interpellation de M. Lauche sur l'inobservation des décrets, interpellation dont nous rendons compte au début de cette thèse, M. Viviani appuyait, avec son autorité et son expérience, l'opinion de M. Millerand.

M. Renoult, Ministre du Travail, venait de déclarer, en réponse à M. Lauche :

« Il est certain qu'une jurisprudence s'est formée, cette jurisprudence dont l'honorable M. Lauche a parlé tout à l'heure, jurisprudence qui a été notamment sanctionnée dans des conditions de solennité particulière par un arrêt en date du 31 janvier 1901 rendu, toutes chambres réunies par la Cour de cassation, arrêt aux termes duquel le seul marchandage dolosif constituera un délit, et le marchandage dolosif, aux termes de cette jurisprudence, est celui dans lequel on retrouve la double situation de fait suivante, juridiquement établie, d'abord l'intention de nuire dans la pensée intime du patron et, en second lieu, un préjudice subi par l'ouvrier, préjudice qui résultera proprement soit de l'avilissement des salaires, soit

(1) Ou de la loi.

de leur non-paiement aux ouvriers par suite de l'insolvabilité ou de la faillite du sous-entrepreneur, du tâcheron. »

M. René Viviani. — La preuve est impossible (1). Avec le projet Viviani que le successeur de celui-ci, M. Renoult, s'est engagé à faire rapidement aboutir, point ne sera besoin d'expertise pour rechercher une intention de nuire qui échappe presque toujours. Le marchandage sera punissable par le seul fait qu'il aura été constaté quelles qu'aient pu être les intentions de ses auteurs et les conséquences du délit pour les ouvriers. Le marchandage sera un délit contraventionnel, certain et connu d'avance. Il suffira de connaître la loi pour s'en garder.

La Commission du Travail s'est ralliée, sans réserves, à cette disposition de la loi (le délit contraventionnel). A notre tour, nous nous rangeons à son avis.

Mais il convient de pousser plus loin l'analyse de cet article 1^{er}. Les décrets de 48 en sont une preuve : une disposition légale ne saurait être trop explicite et trop claire ; c'est là le seul moyen d'éviter les interprétations erronées du juge, surtout dans ces questions de travail où à défaut de juridictions professionnelles, il faudrait peut-être des magistrats spécialisés.

Le texte du projet dit que le *marchandage est une convention de sous-entreprise entre un entrepreneur principal et un sous-entrepreneur*.

Il laisse donc libre, hors de ses atteintes, le contrat passé

(1) *Officiel*, 11 juillet 1911, p. 2736.

par un propriétaire avec un entrepreneur pour la construction d'un édifice. Le propriétaire n'est pas un entrepreneur principal.

Le sous-entrepreneur, avec ce texte, *pourra* d'ailleurs n'être qu'un ouvrier, comme cela a lieu la plupart du temps (pas toujours) dans le Bâtiment et continuer à travailler lui-même.

Mais il ne sera pas nécessaire, pour être puni, qu'il soit ouvrier. C'est là, précisément, une grande différence avec les décrets de 1848 qui ne frappaient que l'acte du *sous-entrepreneur ouvrier*, exploitant ses frères.

Dorénavant tout sous-entrepreneur, même non ouvrier, se livrant au marchandage tombera sous le coup de la loi.

On évitera ainsi des recherches, des expertises difficiles tendant à établir si le tâcheron est un ouvrier ou non, s'il l'a été, s'il a cessé de l'être et tous ces distinguo subtils dont nous avons déjà fait voir les inconvénients. Où commence et où finit le sous-entrepreneur ouvrier ? Quand, dans le Bâtiment, surtout, un ouvrier cesse-t-il d'être ouvrier pour devenir sous-entrepreneur ? La plupart des entrepreneurs et sous-entrepreneurs du Bâtiment sont, nous l'avons dit, des ouvriers de la veille. Et on en voit beaucoup de ces tâcherons, qui, à la mort-saison, n'ayant plus de travaux, s'embauchent chez les autres. Le texte du Gouvernement évite toutes ces difficultés.

Le marchandage, dit encore le texte du projet, est un contrat... portant sur la main-d'œuvre de travaux à accomplir.

Dans son intéressant rapport, M. Colliard fait remarquer que l'exposé des motifs caractérisait le marchandage comme une convention de sous-entreprise portant *exclusivement* sur la main-d'œuvre, mais que le texte du projet ne reproduit pas ce mot *exclusivement*. M. Colliard en félicite le Ministre. Nous partageons ici encore son opinion, ayant insisté sur les moyens de tourner la loi qui s'offriraient si l'on maintenait ce petit adverbe. Il suffirait au tâcheron de fournir quelques outils, quelques matériaux, quelques sacs de plâtre, quelques échafaudages, quelques planches, par exemple, pour éviter les rigueurs de la loi et donner au marchandage l'aspect du sous-traité.

Le sous-traité qui comporte, outre la main-d'œuvre, la fourniture de l'outillage et des matériaux, est maintenu, en effet. Le projet Viviani est donc moins radical que l'amendement Guérin qui abolissait la sous-entreprise, en général et avait ainsi, l'avantage de mettre fin soit à la spéculation, soit à la fraude consistant à fournir avec quelques matériaux superficiels, en quelque sorte, surtout de la main-d'œuvre.

Il y aurait, selon nous, avantage à aggraver la portée des décrets du 10 août 1899 et à joindre au projet de loi une disposition interdisant formellement dans les travaux publics, la pratique même du sous-traité. Les particuliers doivent être libres de traiter entre eux, sauf abus ou exploitation, dans les conditions qu'il leur plaît. Mais nous ne voyons pas pourquoi les administrations et établissements publics qui donnent leurs travaux aux entrepreneurs après une adjudication qui constitue un

concours, dont le lauréat doit être le plus méritant, le plus digne de la faveur publique, laissent exécuter les travaux par un tiers qu'elles ne connaissent point. L'abolition des sous-traités dans les travaux publics ferait certainement baisser le prix exorbitant de certaines adjudications, et mettrait fin à la spéculation, au concert frauduleux des entrepreneurs et sous-entrepreneurs. Elle assurerait une exécution plus rapide de tant de travaux interminables où les sous-entrepreneurs se succèdent, et elle empêcherait les entrepreneurs généraux de recourir, au mépris des engagements pris dans le cahier des charges, à des *indemnités* qu'on est obligé ensuite de leur accorder dans l'intérêt de l'achèvement et de la bonne exécution des travaux (1).

Le texte de loi dit encore au sujet du mode d'exécution des travaux par le sous-entrepreneur que celui-ci les fait exécuter par des ouvriers *payés par lui au temps ou aux pièces*.

Le projet de loi donne ainsi satisfaction aux exigences

(1) Des députés et sénateurs d'opinion modérée ont récemment manifesté l'intention d'instituer un débat au Parlement au sujet du gaspillage des finances de la ville de Paris, principalement dans le règlement des grands travaux parisiens.

Un entrepreneur de travaux publics, M. S. nous a déclaré, lors du lock-out des Travaux-Publics, en 1908, qui suivit celui de la Maçonnerie, qu'il voyait de graves dangers dans l'adjudication de grands travaux à la fois (spéculation, troubles dans la loi de l'offre et de la demande). Mais qu'est-ce qui permet aux entrepreneurs d'accepter ces grands travaux sans difficulté, quittes à les faire trainer en longueur ? La pratique du sous-traité et même du marchandage qui nous l'avons vu (un débat à l'Hôtel-de-Ville a été soulevé, à ce sujet, par M. Varenne), continue à sévir dans les travaux parisiens.

actuelles des ouvriers qui, s'ils manifestèrent, en 1848, un vif enthousiasme pour le travail à la tâche « espoir de l'homme actif, épouvante du lâche » ne cessent maintenant d'attaquer cette forme du contrat de travail.

Et il corrige ainsi heureusement les décrets de 48 qui n'atteignaient nettement que le sous-entrepreneur ouvrier faisant travailler à la journée alors qu'ils laissaient carte blanche à celui qui avait soin de faire travailler aux pièces, faisant rendre ainsi à ses ouvriers, par un surmenage plus intense encore, le maximum de production.

Avec ou sans la garantie de l'entrepreneur principal, ajoute enfin la définition gouvernementale.

Le texte de loi n'a pas tenu compte, avec raison, de toutes les espèces si variées de marchandage signalées en 1908, au conseil supérieur du travail.

Peu importera dorénavant que l'entrepreneur principal garantisse ou non les salaires des ouvriers employés par son ou par ses tâcherons. Est-il sûr de le pouvoir faire ? Est-il assuré lui-même contre la faillite ?

Il est également indifférent aux dispositions de la loi que les travaux soient exécutés dans les ateliers ou chantiers de l'entrepreneur principal ou dans ceux propres du tâcheron ou encore au domicile des ouvriers. « Nous visons, dit l'exposé des motifs, tous les genres de marchandage, aussi bien ceux qui se pratiquent dans le Bâtiment que ceux qui se pratiquent dans d'autres industries, comme la lingerie, le vêtement. »

Nous arrivons maintenant à la question des associations ouvrières déjà entrevue.

Ici la commission du travail et son rapporteur, M. Colliard, ont proposé une légère modification au texte gouvernemental. L'article 1^{er} du projet de loi, cité plus haut, se contente de reproduire les dispositions du décret du 2 mars 1848 :

« Il est bien entendu que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet *l'exploitation* des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchands. »

La commission du travail propose d'ajouter à cette disposition la suivante :

« Toutefois il n'y a pas marchandage quand la convention ci-dessus délinie intervient entre une entreprise principale et une association ouvrière de production ou une équipe d'ouvriers. »

Ici, c'est le gouvernement qui a raison et la commission du travail qui a tort. Les intentions de celle-ci sont, d'ailleurs, excellentes, M. Colliard les explique ainsi :

Le décret du 2-4 mars 1848, qui définit jusqu'ici le marchandage, prend soin de stipuler expressément « que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchands ». L'article 1^{er} du projet de loi qui nous occupe ne fait que reproduire cette stipulation.

« On peut soutenir à la rigueur que la définition qu'il donne du marchandage ne s'applique pas au cas des associations dont il s'agit. Dans la convention de sous-entre-

prise à laquelle l'article premier attache le nom de marchandage, le sous-entrepreneur est forcément distinct des ouvriers qu'il emploie. Dans les associations d'ouvriers visées par le décret de 1848, les ouvriers associés et l'association se confondent en fait. Néanmoins, au point de vue juridique, ils sont distincts quand l'association a la personnalité civile. D'autre part, l'association, dans le contrat de sous-entreprise, peut-être représentée par un administrateur, un directeur, qui pourra extérieurement revêtir le caractère d'un marchandeur. Pour toutes ces raisons et pour plus de clarté, nous proposons de reprendre la disposition précitée du décret du 22 mars 1848. Mais il y aurait lieu d'ajouter aux associations qu'il vise les groupes temporaires connus sous le nom de commandites, équipes, etc. Autant le marchandage doit être proscrit, autant ces groupements méritent d'être encouragés et développés et ils le méritent d'autant plus qu'ils sont appelés précisément à remplacer le marchandage, dont ils ont à peu près tous les avantages sans en avoir les inconvénients. Rappelons à ce sujet que la grève générale d'ouvriers en voitures de Paris et de la banlieue, qui eut lieu en 1905 et qui fut provoquée en grande partie par le marchandage, se termina précisément par une transaction aux termes de laquelle le marchandage fut remplacé par le travail en commandite. »

Le raisonnement de M. Colliard serait exact si, en effet, il y avait identité entre la qualité d'ouvrier et celle de membre de l'Association. Mais nous avons vu plus haut que cette identité était souvent rompue et

qu'ainsi les associations ouvrières de production ne tardaient pas à dégénérer, elles aussi, en sociétés d'exploitation capitaliste, faisant du tâcheronat déguisé.

Aussi convient-il de maintenir purement et simplement le texte des décrets de 1848 qui permettait selon nous, d'atteindre « les associations d'ouvriers qui *ont* ou peuvent avoir pour objet l'exploitation des ouvriers *les uns par les autres* ».

Avec la modification, proposée par M. Colliard et la Commission, il n'y aurait jamais exploitation ni même marchandage quand « la convention ci-dessus définie interviendrait entre un entrepreneur principal et une association ouvrière de production ».

Or les syndicats et les patrons le reconnurent, lors de la discussion du contrat collectif de 1909, le bien fondé de leurs accusations — se plaignent vivement de l'exploitation et de la spéculation auxquelles se livrent un grand nombre de ces associations ouvrières, n'ayant aucune comptabilité et violant effrontément les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893. Si bien que se fondant sur le texte cité plus haut et que maintient sans réserves le projet Viviani, ils demandèrent l'application à ces associations des décrets de 1848. Ils le firent avec d'autant plus d'insistance que, précisément, une fois le contrat collectif conclu (qui supprimait les tâcherons pour l'avenir), beaucoup de patrons firent appel au concours d'associations ouvrières, pour intéresser les ouvriers à leur entreprise.

L'*Humanité*, lors des débuts de la dernière grève du Bâtiment écrivait au sujet de ce contrat :

« Bien longtemps avant son échéance fixée au 31 décembre 1910, les patrons l'ont déchiré ! Le marchandage qui devait disparaître a survécu et s'est aggravé notamment pour les maçons. Ce n'est plus un seul tâcheron qui exploite maintenant une équipe d'ouvriers, ce sont des associations de tâcherons, véritables associations de malfaiteurs, qui sévissent en commun, et cela à l'encontre *des lois de 48* sur la matière et de 67 sur les associations de production qu'ils violent impunément !

« Donc, les faux-fuyants, les promesses ne sont plus de mise et c'est, dès le début de la conversation, s'ils veulent que le reste des revendications soit discuté, que ces messieurs de la rue de Lutèce devront déclarer : *la journée de 9 heures est acceptée et le marchandage et le travail en collectivité, à la tâche sont supprimés.*

« C'est ça ou la grève (1) ! »

Il est certain que les mots : « Les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers *les uns par les autres* ne sont pas considérées comme marchandeurs » donnent à supposer que ces associations peuvent avoir pour objet, dans certains cas, cette exploitation. Le texte ici nous paraît, quant à nous, assez clair. Si les décrets avaient voulu tolérer, dans tous les cas, les associations d'ouvriers, ils n'auraient pas eu à préciser pourquoi et comment ils les toléraient, réservant ainsi la preuve contraire, à savoir que telles associations ne sont que des exploitations déguisées.

Avec le texte proposé par M. Colliard, il sera impos-

(1) Article de M. Luquet, de la C. G. T.

sible de poursuivre une association de production ouvrière quelconque. Tous ses actes se trouveront légitimés.

Ce serait regrettable, étant donnés les griefs reprochés, nous l'avons vu, à ces sociétés ouvrières, lors des pourparlers engagés en 1909, entre patrons et ouvriers et dont, de part et d'autre, on s'est trouvé d'accord pour reconnaître la valeur.

Aujourd'hui, les critiques des syndicats contre les associations ouvrières de production ont pris une acuité très vive. Et ces critiques nous paraissent justifiées. Il arrive souvent aux ouvriers de formuler des accusations vagues et sans fondement. Ils reprochent parfois au tâcheron des crimes imaginaires ; ils l'accusent par exemple, d'in vraisemblables malfaçons, de catastrophes épouvantables.

Leurs griefs contre les associations ouvrières sont, en revanche toujours les mêmes. Et ils les exposent d'une façon très précise, avec des preuves indiscutables à l'appui. Voici un extrait récent de la *Bataille syndicaliste* qui expose, de façon générale, la question :

« Il nous reste aujourd'hui à voir quelle sera notre attitude en face d'une autre catégorie de patrons, d'autant plus dangereux que certains les prennent encore pour des camarades.

« Je veux parler des associations ouvrières de production.

« Les membres de ces sociétés se plaisent à arborer le titre de coopérateurs, alors qu'ils ne sont en réalité que des actionnaires de sociétés anonymes.

« Nous ne pouvons les traiter en camarades, car nous savons qu'aucun n'envisage dans l'association de production, la transformation de la société, mais la possibilité d'arriver individuellement à une situation meilleure que celle des ouvriers.

« Dans la charpente, il n'y a pas moins de six associations de ce genre groupant une centaine d'anciens ouvriers. Nous pouvons affirmer sans crainte de démenti que chacun de ceux-ci s'est « associé » parce que les moyens de s'établir seul lui manquaient. »

D'autre part, nous avons trouvé dans le *Travailleur du Bâtiment* à la date du 1^{er} février 1908 un article, fort documenté de M. J. Ranty, de la *Fédération du Bâtiment* contre les *Coopérations ouvrières de production* où l'auteur signale les rabais invraisemblables consentis par les associations, au grand *préjudice* des autres ouvriers :

« Dans un intéressant article, le camarade Vedrenne, du Bâtiment de Limoges, démontrait dans le dernier numéro du *Travailleur du Bâtiment* les résultats lamentables de certaines coopératives ouvrières de production au point de vue de l'organisation de notre classe des travailleurs et de son émancipation.

« Vedrenne citait des résultats d'adjudication qu'il faudrait que tous les coopératomanes, même syndiqués, retiennent bien afin de remédier aux mauvais effets de ce tâcheronage encouragé :

« A l'occasion de l'adjudication pour la réfection du collège de jeunes filles, de Limoges, les travaux divisés

en sept lots, avaient été disputés par trois à six soumissionnaires par lot.

« Le lot de plâtrerie était adjugé à une Société ouvrière avec 35 0/0 de rabais. Une autre Société Ouvrière de plâtriers avait mis 31 0/0.

« Le lot de couverture, zinguerie, plomberie, était adjugé à une seconde avec 38 0/0 de rabais.

« Le lot de peinture avait été adjugé à une troisième à 47 0/0.

« Une autre Société avait mis 45 0/0.

« Il existe à Limoges, disait Vedrenne, neuf Associations de production ; trois seulement appartiennent à leur Syndicat, les autres occupent et ne veulent occuper *aucun syndiqué* que contraintes ; dans quelques corporations il n'existe même pas de Syndicat, alors qu'il y a une ou plusieurs Sociétés de production. »

« La plupart des camarades qui font partie de ces Associations — qui ont abandonné ou même n'ont jamais appartenu à un Syndicat — sont devenus des patrons et se désintéressent complètement des revendications ouvrières. »

« Il est un autre point scandaleux, dit Vedrenne, c'est de voir les Sociétés de production *se faire la guerre et pousser au plus fort rabais*. La Coopérative de production qui devrait être, dit encore notre camarade, un élément de défense ouvrière, de refuge des militants traqués par le patronat, a produit à Limoges un résultat inverse. »

« Je ne veux pas généraliser, mais il est permis de dire que le plus grand nombre des coopératives ouvrières de

production sont actuellement des entraves au syndicalisme, à la conquête du bonheur. Non ! quoiqu'en pensent certains militants elles ne sont pas, avec la mentalité actuelle des travailleurs « un moyen des plus pratiques pour supprimer le salariat ».

« Comment ne pas pratiquer le surmenage, comment s'acheminer vers les courtes journées, comment pouvoir posséder un bon matériel et exécuter les travaux dans les meilleures conditions possibles d'hygiène et de sécurité avec de tels rabais !... »

« Pour appuyer ces critiques nous n'avons besoin que de consulter le journal *l'Association Ouvrière* qui ne craint pas de citer tous les rabais consentis par les coopératives ouvrières de production.

« Sur le numéro du 5 décembre 1907 de ce journal nous trouvons :

Résultats d'adjudications

Indre-et-Loire. — Travaux communaux : reconstruction du bâtiment principal du Lycée Descartes.

7^e lot, menuiserie, montant : 62.006 francs ; Association des menuisiers de la ville de... adjudicataire à 23 0/0 de rabais.

8^e lot, Peinture, montant 22.230 fr. ; Association des plâtriers-peintres de la ville de... adjudicataire à 27 0/0.

Mairie des Lilas (Seine). — Peinture, montant 9.601 fr. 35 ; Association adjudicataire à 54,80 0/0 de rabais.

« Dans le numéro du 23 décembre, la série des rabais

continue. Sur onze lots de travaux, adjugés à onze Associations ouvrières, le rabais varie de 8 fr. 10 (maçonnerie).

« Est-ce bien là un moyen sérieux de démontrer les bénéfices énormes des exploiters capitalistes, ou n'est-ce pas plutôt ce qui légitime les subventions et les avances de l'Etat qui se sont élevées en 1906 à plus de 300.000 francs.

« Il y aura lieu de revenir sur ce moyen dit « des plus pratiques » de suppression du salariat et puisque notre Fédération du Bâtiment pose un questionnaire sur le marchandage, les Syndicats feront bien de faire entrer dans ce chapitre la coopérative de production qui n'est dans le bâtiment qu'une Association de tâcherons. »

L'article documenté de M. Ranty le démontre : les coopératives de production dans le Bâtiment ont, par le jeu de la concurrence, consenti de tels rabais qu'elles ont dû, comme les tâcherons, exploiter les ouvriers, les réduire au surmenage et oublier les conditions d'hygiène et de sécurité qui s'imposent.

Bien pis ; les membres anciens de ces coopératives sont devenus de véritables capitalistes-associés faisant travailler les nouveaux venus comme de simples salariés, sans même, trop souvent, leur assurer une part dans les bénéfices.

La nouvelle loi doit tenir compte de ces critiques et punir, à l'instar des tâcherons, les associations ouvrières qui imitent et même exagèrent les agissements de ceux-ci.

C'est pourquoi nous ne pouvons accepter le texte proposé par M. Colliard qui leur donnerait un blanc-seing.

Et s'il ne faut pas porter atteinte au contrat d'équipe et de commandite, il faut veiller à ce que ce contrat ne dégénère pas en une exploitation déguisée, exploitation que les décrets de 48 permettaient de réprimer.

Nous proposons donc le maintien pur et simple du texte de 48, ainsi que le reproduit le projet Viviani.

Que s'il paraissait, contrairement à notre opinion, insuffisamment clair, il conviendrait d'en préciser le sens en exigeant des associations ouvrières le respect des lois de 1867 et de 1893, une comptabilité rigoureuse, et de plus l'identité permanente et essentielle entre la qualité d'actionnaire et celle de travailleur associé.

LES PÉNALITÉS DE LA LOI

Nous arrivons maintenant à la question de la répression et des responsabilités pénales résultant du projet de loi.

Le tribunal correctionnel de la Seine avait, on s'en souvient, dans son jugement du 9 avril 1897, jugé que l'entrepreneur pouvait être condamné non seulement comme complice, mais encore comme auteur ou co-auteur du délit de marchandage.

La Cour de cassation, par contre, dans son arrêt du 6 février 1898, avait décidé que le marchandeur, le tâcheron seul, pouvait être poursuivi comme auteur du délit.

Le texte de l'article 2 du projet de loi, soumis au Parlement, ne laisse plus place à la controverse sur le point de savoir à qui incombent les responsabilités pénales de l'acte de marchandage.

Il stipule :

« *Celui qui, avec ou sans intention de nuire, se livrera au marchandage sera passible d'une amende de 100 à 200 francs pour la première fois, de 200 à 500 francs en cas de récidive.* »

Ainsi, aucune distinction n'est plus faite. L'entrepreneur principal, tout aussi bien que le marchandeur, pourra désormais être puni comme auteur ou co-auteur du délit, et non plus seulement comme complice. Cela nous paraît clair (1).

Cependant, par crainte d'une interprétation erronée de la part des tribunaux, la Commission du travail et son rapporteur M. Colliard ont proposé ici encore une légère modification.

Elle consiste à libeller ainsi l'article 2 du projet de loi :

« *Quiconque*, avec ou sans intention de nuire » (2)...
C'est peut-être plus prudent, mais la rédaction était, pourtant, fort nette.

(1) Le Décret du 2 mars 1848, disait simplement : L'exploitation des ouvriers par des *sous-entrepreneurs* en marchandage est abolie. Le texte n'atteignait ainsi semble-t-il que le sous-entrepreneur et non l'entrepreneur principal.

(2) Au lieu de : Celui qui...

CONCLUSION

Tel qu'il est, le projet Viviani nous paraît de nature à apporter sinon la solution définitive des conflits du travail dans le Bâtiment, du moins une amélioration sensible dans les rapports entre ouvriers et patrons.

En tout cas, il mettra fin à un contrat anormal, en contradiction avec le principe fondamental de notre Code civil qui veut que le maître soit responsable du fait de ses préposés... principe que le marchandage, grâce au jeu d'un second contrat permettait impunément de violer.

Il complètera utilement notre Code du Travail en voie d'élaboration et où la théorie du risque industriel et professionnel joue un si grand rôle.

Il facilitera les rapports entre employeurs et employés et empêchera dans une certaine mesure la spéculation d'une partie des premiers, tandis qu'il assurera aux seconds plus de travail et des garanties plus sérieuses.

Aussi bien, n'est-ce pas au nom d'une doctrine socialiste que nous demandons l'abolition du marchandage. C'est parce qu'il convient que le patronat ne puisse se soustraire à ses responsabilités. Il a en mains le capital.

Capital et Travail sont solidaires. Le second tend toujours à reconstituer le premier. Noblesse oblige : le capital ne doit pas une fois formé, traiter en étranger celui dont il est issu. Et s'il commettait cette faute, s'il abandonnait à des mercenaires ou à des intermédiaires sans autorité la tâche de direction et de protection qui lui incombent, il s'exposerait à périr lui-même.

Vu : le Président,
RAOUL JAY.

Vu, le doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie.
LIARD.

BIBLIOGRAPHIE ET RÉFÉRENCES

Journal Officiel.

DABERNAT. — Le marchandage dans les travaux d'architecture.
Associations Professionnelles. Tome IV. Bâtiment (publication de l'Office du Travail).

Gazette des Tribunaux.

Louis BLANC. — Histoire de la Révolution de 1848.

Raoul JAY. — Le marchandage et le décret du 2 mars 1848.
(*Revue d'Economie Politique*, année 1900, p. 126).

DALLOZ.

L'Organisation du Travail (journal de défense prolétarienne fondé en 1848).

Moniteur Officiel.

SIREY.

Sus à la *Pieuvre Tâcheronale* (Brochure éditée par la Fédération du Bâtiment).

Compte rendu de la 8^e session du Conseil supérieur du Travail (publication de l'Office du Travail).

Leçons données par M. Raoul Jay à la faculté de Droit de Paris (chaire de législation industrielle).

CAUWËS. — Traité d'Economie Politique.

FÉRAUD-GIRAUD. — Législation ouvrière.

Code Civil.

Code Pénal.

BRODU. — Du marchandage.

Rapport de M. Colliard (*Journal Officiel*. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance de la chambre du 26 janvier 1910). Documents réunis par M^e Flamand, avocat, conseil de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie.

· <i>Le Travailleur du Bâtiment</i>	}	organes des syndicats
<i>L'Humanité</i>		
<i>La Bataille syndicaliste</i>		
<i>Les études Professionnelles</i>	}	publication patronale

VILLEMIN. — Le contrat collectif de travail dans l'entreprise de maçonnerie.

Procès-verbaux sténographiques des réunions des délégations ouvrières et patronales, le 2 septembre 1909, 3, rue de Lutèce.

Annuaire de la Fédération du Bâtiment.

Spécialement sur Louis Blanc : *Leçons d'Histoire du socialisme* données par M. Deschamps, à la Faculté de Droit de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Historique des décrets jusqu'en 1848	1 à 15
Interprétation et portée des décrets	16 à 36
Définition et analyse du marchandage	37 à 57
Le marchandage devant les Conseils de Prud'hommes et les Tribunaux	58 à 60
L'Affaire Loup et les variations de la jurisprudence.	61 à 91
L'arrêt du 8 juillet 1904 ou la définition du « profit abusif »	92 à 103
La campagne syndicale contre le marchandage . .	104 à 114
Les griefs contre le marchandage	115 à 137
La crise du Bâtiment 1908-1909.	138 à 146
Le marchandage à Paris et dans la banlieue pari- sienne.	147 à 150
Le Lock-out de la Maçonnerie à Paris, le Contrat col- lectif de 1909 et le marchandage.	151 à 176
La grève de 1911.	177 à 188
Analyse et critique du projet de loi Viviani . . .	189 à 206
Les pénalités de la loi	207 à 208
Conclusion.	209 à 210
Bibliographie et références	211 à 212

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
